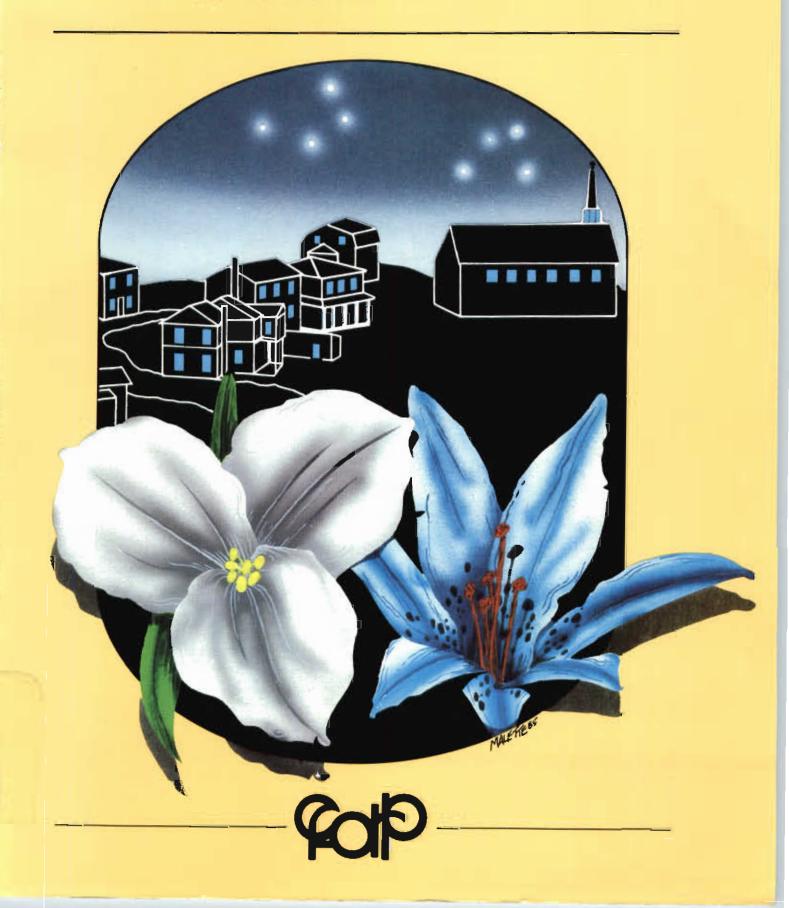
PRO-F-ONT

SUDBURY



SUDBURY

par

Denis Sauvé Gilles Tassé Monique Grenier Raymond Vaillancourt Soeur Marie-Andrée Lafleur

cycle intermédiaire - 7e, 8e, 9e et 10e années

Régionale Samuel-de-Champlain Inc. Subjetu Franco-Ontarienno d'Histoire et de Généalogie

Association des enseignants franco-ontariens - 1982

La deuxième série de PRO-F-ONT (projet franco-ontarien) a été réalisée sous la direction de M. Cléo Beaudry du Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques.

Impression et distribution

Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques 339, rue Wilbrod Ottawa (Ontario) KlN 6M4

Tél: (613) 238-7957

PRO-F-ONT II

Le présent document fait partie de la série suivante:

Chrysler St. Catharines

Earlton Sudbury

Embrun Timmins

Fauquier Vankleek Hill

Hanmer Warren

L'Orignal Welland

Ottawa Windsor

Noëlville

N.B.: Tous les documents de la 2e série de PRO-F-ONT sont préparés en fonction du cycle intermédiaire (7-8-9-10).

Table des matières

	Avant-propos	vi
	Remerciements	iii
	Liste des cartes et schémas	ix
	Liste des photos	×
	Liste des tableaux et textes	xii
I.	La géographie	1
	1. La situation géographique	2
	2. Le relief	2
	3. La structure géologique	4
	 a) 1890-1910: l'hypothèse de l'intrusion b) L'hypothèse du météorite c) L'hypothèse de l'activité volcanique 	
	4. Le climat	15
	5. La géographie humaine	17
	a) Répartition b) Groupes ethniques c) Occupations	
II.	Les origines de Sudbury	24
	1. Introduction	25
	2. L'origine du nom	26
	3. La construction du chemin de fer	26
	4. La maissance d'une ville: Sudbury	31

	5.	Les familles pionnières	34
		a) Famille Fournierb) Famille Boulayc) Autres familles pionnières	
	6.	Histoire événementielle (1883-1920)	41
III.	La	vie politique	57
	1.	La scène fédérale	58
	2.	La scene provinciale	63
	3.	La scène municipale	65
	4.	La scène régionale	68
IV.	La	vie économique	79
	1.	Les fourrures	80
	2.	L'agriculture	81
	3.	Le bois	82
	4.	Les mines	86
		a) Ses débutsb) Deux grandes compagnies minièresi) Inco	
		ii) Falconbridgec) Autres contributions à l'industrie minièrei) "Canadian Copper Company"ii) La mine Murray	
		iii) La mine Copper Cliffd) Les conditions de travaile) Deux grands "booms" économiques et la dépression	
		f) La compétition internationale	
	5.	Le commerce et la finance	96
		 a) La situation actuelle b) La part des Canadiens français dans l'histoire économique de Sudbury 	
		c) Prospective	

	6.	Transport et énergie	107
		a) Transport b) Energie	
V.	La	vie socio-culturelle	109
	1:	La salle paroissiale Ste-Anne	111
	2.	L'école et la culture sudburoise	112
	3.	Le Centre des Jeunes et de culture	113
	4.	Le mouvement CANO	115
	5.	Le Théâtre du Nouvel-Ontario (T.N.O.)	116
	6.	La Nuit sur l'Étang	118
	7.	Les Éditions Prise de Parole	119
	8.	La coopérative du livre et du disque de Sudbury	120
	9.	La Société Historique du Nouvel-Ontario	121
VI.	La	vie religieuse	123
	l.	Le diocèse de Sault Ste-Marie	124
	2.	La situation de Sudbury dans le diocèse	
	•	de Sault Ste-Marie	124
	3.	Premiers missionnaires à Sudbury	124
		a) Joseph Specht, s.j. b) Jean-Baptiste Nolin, s.j.	
	4.	L'historique des paroisses	131
		a) La paroisse Sainte-Anne b) St-Jean-de-Brébeuf c) Paroisse St-Eugène d) Paroisse de l'Annonciation e) Paroisse de La Toussaint	
	5.	L'Action pastorale	149
		 a) Le Centre de pastorale de Sudbury b) L'appartenance à l'Église et la participation 	

	6.	Le	 i) Le R³ ii) L'Association des Comités de liturgie engagés - l'A.C.L.E. iii) Les groupes de prière iv) Les camps vocationnels s communautés religieuses	153
		b) c) d)	Les Soeurs de la Charité d'Ottawa Filles de la Sagesse (F.D.L.S.) Les Petites-Soeurs de l'Assomption Les Jésuites Les Petits-Frères de Jésus	
VII.	L'	édu	cation	167
	1.	Le	secteur élémentaire	168
	,		Les premières écoles bilingues Lutte pour la conservation des écoles françaises i) Le Règlement XVII ii) La résistance des Franco-Ontariens du Nouvel-Ontario iii) La suppression du Règlement XVII	
	2.	Le	secteur secondaire	192
			Le Collège du Sacré-Coeur Les écoles secondaires de langue fran- çaise de Sudbury et de la région i) Le Collège Notre-Dame - 1949 ii) L'École Secondaire de la Rivière- des-Français - 1966 iii) L'École Secondaire Macdonald- Cartier - 1969 iv) L'École Secondaire Hanmer - 1970 v) L'École Secondaire Rayside - 1971 vi) L'École Secondaire Franco-Jeunesse - 1972 vii) Conclusion	
	З.	Le	secteur post-secondaire	207
		a)	Le Collège Cambrian d'arts appliqués et de technologie	
		b)	L'Université de Sudbury	

VIII.	Perspectives d'avenir	216	
	Bibliographie	218	
	Biographie des auteurs	221	

,

Avant-propos

Depuis fort longtemps déjà, l'on décrit souvent les Franco-Ontariens comme un peuple en quête de son identité. Dans le contexte historique actuel, plus que jamais, les Franco-Ontariens veulent s'affirmer comme entité culturelle propre à l'intérieur de la mosalque canadienne. Ainsi, nous croyons vital que l'on se penche enfin, après deux cents ans de vie française en Ontario, sur l'apport des Franco-Ontariens au développement des différentes localités de la province. Pour être en mesure de s'identifier, il faut d'abord connaître ses origines, son histoire, ses hommes et femmes bâtisseurs, ses souffrances, ses luttes, ses victoires. L'histoire peut permettre à un peuple de se valoriser et de regarder l'avenir d'un oeil optimiste.

Ce travail n'a nullement la prétention de s'adresser aux historiens de métier et aux universitaires. Le présent document de la série PRO-F-ONT II sur la localité de Sudbury, se veut un outil pédagogique destiné aux jeunes Franco-Ontariens du cycle intermédiaire.

Nous espérons que la documentation et les suggestions pédagogiques présentées permettront à nos jeunes de mieux connaître leur milieu de vie régional, et qu'elles susciteront en eux la fierté et l'admiration pour les hommes et femmes de leur pays, de leur ville, qui ont fait de Sudbury un endroit où il fait bon vivre. Alors seulement, nous pourrons espérer amener notre jeunesse à participer activement à la vie franco-ontarienne et à bâtir un demain où les générations futures pourront vivre pleinement en français, dans la langue et les traditions de leurs pêres.

Toutefois, nous ne voulons pas limiter cette ressource au seul domaine de l'histoire ou des sciences sociales. Puisque la tâche d'aider l'élève à s'identifier aux Franco-Ontariens ne revient pas uniquement au professeur d'histoire, les auteurs invitent les enseignants des différentes disciplines à puiser dans ce document.

Les gens de Sudbury sont heureux et fiers de participer à la réalisation de cette deuxième série de PRO-F-ONT.

Remerciements

Les auteurs désirent exprimer leur reconnaissance à toutes les personnes qui, de
près ou de loin, ont rendu possible la publication de ce document. Un merci tout
spécial à M. Henri Brunet, M. Gaëtan Gervais et à la Bibliothèque publique de
Sudbury, qui ont apporté une aide précieuse.

Liste des cartes et schémas

- p. 3: La situation géographique de Sudbury
- p. 5: Le Bassin de Sudbury
- p. 16: Climogramme de la région de Sudbury
- p. 18: Municipalité régionale de Sudbury
- p. 74: Carte de la municipalité régionale de Sudbury
- p. 76: Plan du rez-de-chaussée du Centre Civique
- p. 83: Niveau de concentration de SO₂ et divisions écologiques
- p. 125: Situation de Sudbury dans le diocèse

Liste des photos

- p. 29: Sentier "tote road"
- p. 31: Locomotive d'antan
- p. 32: Le bureau de télégraphie en 1885
- p. 33: Sudbury en 1883
- p. 34: Bûcherons durant les années 1890
- p. 35: Sudbury vers 1894
- p. 37: Jean-Etienne "Stephen" Fournier, 1852-1929
- p. 38: Premier bureau de poste de Sudbury
- p. 48: Presbytère (et chapelle provisoire) construit en 1883
- p. 49: L'Église Sainte-Anne
- p. 50: L'Église Sainte-Anne en 1894
- p. 51: L'Hôpital d'Algoma et de Nipissing en 1891
- p. 51: L'Hôpital St-Joseph en 1896
- p. 52: L'orphelinat d'Youville en 1894
- p. 53: Le Musée Héritage en 1902

- p. 54: La résidence du docteur Mulligan en 1907
- p. 55: La gare du chemin de fer du Pacifique Canadien en 1907
- p. 56: Le Moulin à Fleur en 1910
- p. 57: L'Église de l'Épiphanie en 1912
- p. 58: Le collège Sacré-Coeur en 1913
- p. 75:: Armoiries de la région de Sudbury (incorporant la carte)
- p. 75:: Le Centre Civique
- p. 76:: La salle du Conseil
- p. 77: Drapeau de la municipalité régionale de Sudbury

Liste des tableaux et textes

- p. 19: Répartition des groupes ethniques par quartiers
- p. 20: Répartition des Canadiens français par quartiers
- p. 61: Langue maternelle à Sudbury en 1961
- p. 62: Langue parlée à la maison par les électeurs de religion catholique et d'origine française aux élections générales de 1963, classés par parti choisi
- p. 62: Ethnie des électeurs fidèles
- p. 64: Résultats des élections provinciales
- p. 69: Organigramme politique et administratif de la ville de Sudbury
- p. 71: Les municipalités régionales de Sudbury
- p. 73: Organigramme du Conseil régional
- p. 85: Production
- p. 93: Production mondiale de nickel
- p. 94: Consommation de nickel par pays ou groupes de pays
- p. 95: Emploi du nickel dans le monde libre
- p. 99: Revenu des chefs de ménage par degré d'instruction

- p. 101: Répartition des chefs de ménage selon le degré d'instruction et la région géographique
- p. 101: Répartition des chefs de ménage selon le revenu individuel et la région géographique
- p. 102: Répartition des chefs de ménage selon l'occupation et la région géographique
- p. 104: Emplois par groupes d'industries
- p. 105: Emploi
- p. 106: Résumé de l'industrie manufacturière et le nombre d'employés
- p. 209: Répartition des élèves francophones inscrits aux programmes bilingues de 1973 à 1980.

GÉOGRAPHIE

- l. La situation géographique
- 2. Le relief
- 3. La structure géologique
- 4. Le climat
- 5. La géographie humaine

I LA GÉOGRAPHIE

1. La situation géographique

La municipalité régionale de Sudbury est située dans le Nord-est ontarien à la croisée des routes Trans-canadienne et 69 et des chemins de fer C.N. et C.P.

La région s'étend entre les latitudes 46° 11' N et 46° 54' N et les longitudes 80° 41' O et 81° 36' O. La région est à environ 390 km au nord de Toronto, 515 km à l'ouest d'Ottawa, 290 km à l'est de Sault-Ste-Marie et 290 km au sud de Timmins.

La région occupe une superficie approximative de 2818 km² du Bouclier Canadien, région de roches datant de la période précambrienne, parsemée de lacs et de marécages causés par le mauvais drainage.

2. Le relief

Le relief de la région est accidenté et son altitude varie de 230 m au sud à 460 m au nord-ouest.

La caractéristique physique dominante de la région est le Bassin, de forme ovale, contenant des sols fertiles qui forment la Vallée. Les dimensions du Bassin sont environ 60 km de long sur 27 km de large, le tout orienté dans la direction N.-E.-S.O.

La

Les rebords du Bassin sont constitués de roches éruptives très riches en minéraux; c'est d'ailleurs ici qu'on retrouve la plus grande partie des mines.

Les roches au nord du Bassin de Sudbury sont surtout des roches métamorphiques (granite, gneiss).

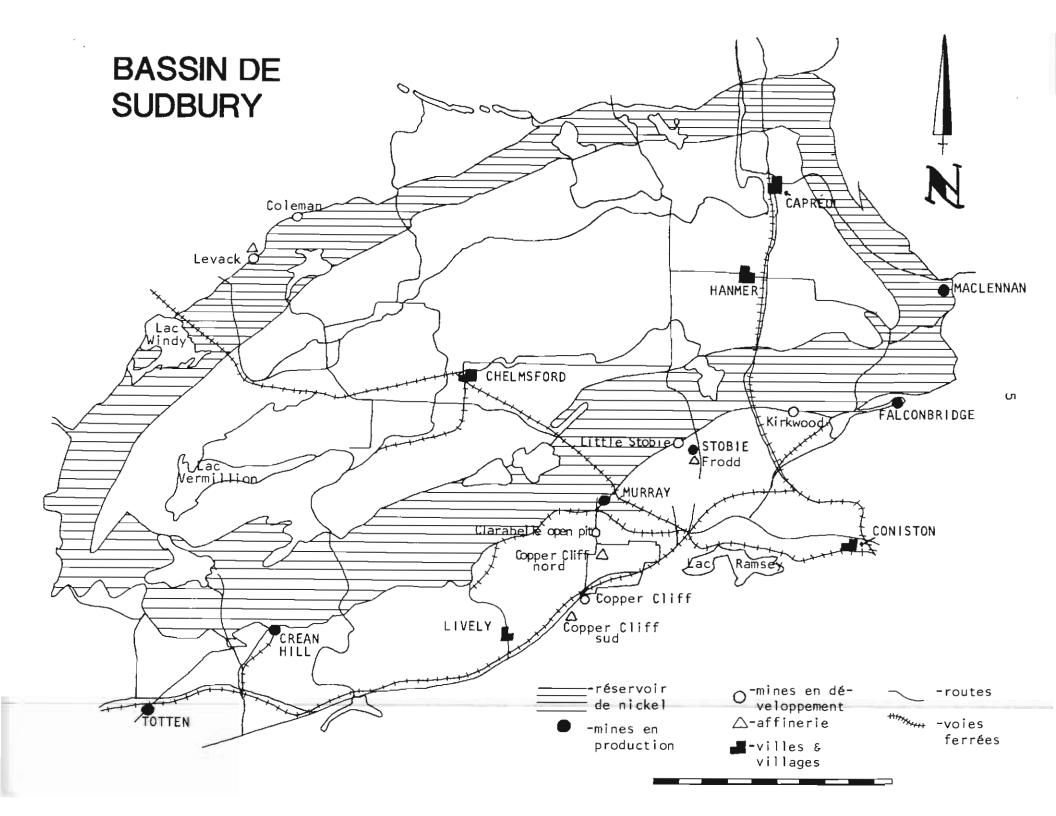
Au sud du Bassin, il y a toute une série de roches sédimentaires et volcaniques qui ont subi des transformations: plissements, dénivellations, métamorphisme et intrusion de granite et de gabbro.

Dans le Bassin même, se trouvent les roches du groupe Whitewater: le grès de Chelmsford, l'ardoise d'Onwalin et les "Onapingruffs". On trouve souvent dans le grès de Chelmsford des inclusions (concrétions) qui démontrent le phénomène de <u>l'érosion différentielle</u>. En effet, l'usure inégale des divers types de roche produit un micro-relief intéressant. Chose étrange, à l'extérieur du Bassin, on ne trouve aucune des roches de ce groupe. C'est un des phénomènes inexpliqués de la géologie du Bassin de Sudbury.

3. La structure géologique

Faisant suite à la reconnaissance officielle de l'importance des dépôts de nickel et de cuivre dans la région de Sudbury en 1883, le Bassin de Sudbury suscita l'entreprise de plusieurs études scientifiques, afin d'élucider son origine.

Trois théories retiennent l'attention, sans que l'on puisse conclure avec certitude en faveur de l'une ou de l'autre.



- i) Intrusion massive (voir fig. 1 et 2): À la suite de mouvements de la croûte terrestre, de vaste quantités de magma s'infiltrent entre les sédiments de la formation Onaping pour l'encercler complètement. Ce serait la source de l'abondante variété de minéraux.
- ii) Chute d'un météorite (voir fig. 3 à 7): Un météorite de grande taille s'écrase au coeur de la région. L'impact est tel que des transformations majeures se produisent: failles, métamorphisme, débris.
- iii) Activité volcanique (voir fig. 8 à 11): Le bassin actuel serait l'affleurement des racines d'un volcan énorme, à la suite d'une très longue période d'érosion.

a) 1890-1910: l'hypothèse de l'intrusion

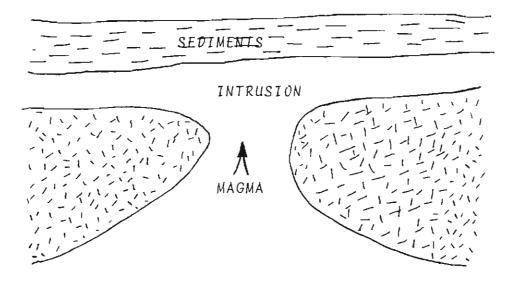
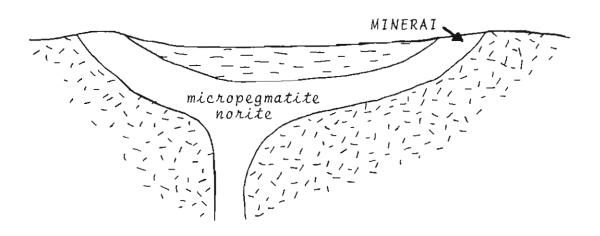


Fig. 1: Une poussée de magma s'introduit sous le Bassin.

Au début du siècle, les roches ignées formant le Bassin étaient considérées comme le résultat d'une intrusion d'une mince couche de magma entre la formation Onaping et les roches à l'extérieur du Bassin.

À mesure que le magma se refroidissait et se cristallisait, il y avait séparation entre les éléments lourds et légers, ce qui donna naissance aux gisements de minéraux.

Cette théorie n'explique nullement la formation Onaping, ce qui laisse des questions sans réponses.



<u>Fig. 2</u>: Les limites du Bassin sont formées par l'affleurement du magma consolidé, après une longue période d'érosion.

b) L'hypothèse du météorite

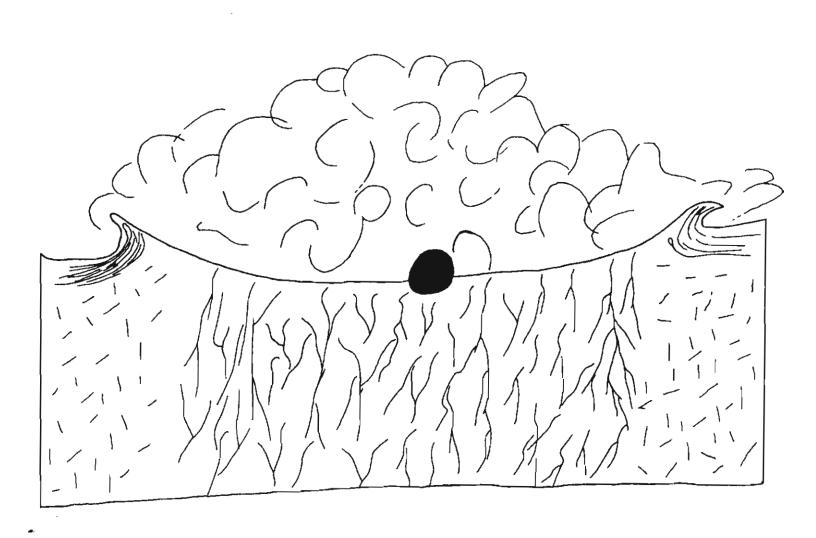


Fig. 3: Le météorite frappe le site du futur Bassin de Sudbury. C'est en 1964 que le Dr. R. Dietz, émit la nouvelle théorie que le Bassin de Sudbury pouvait être le point d'impact d'un météorite.

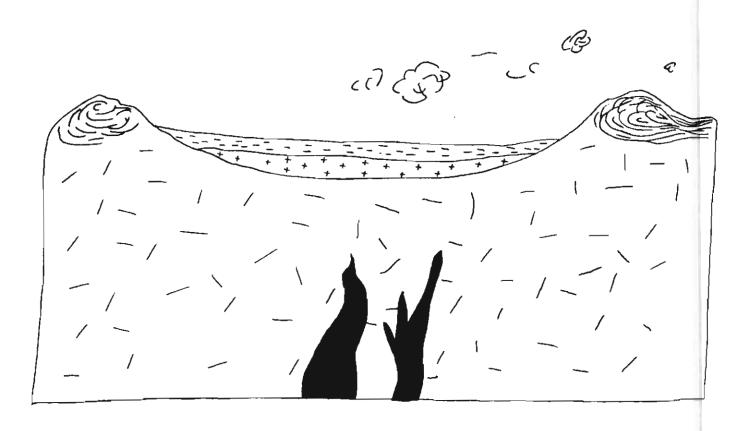


Fig. 4: La force de l'impact transforme les roches, forme un cratère et cause la formation de nouvelles formations de failles et de "Shatter cones".

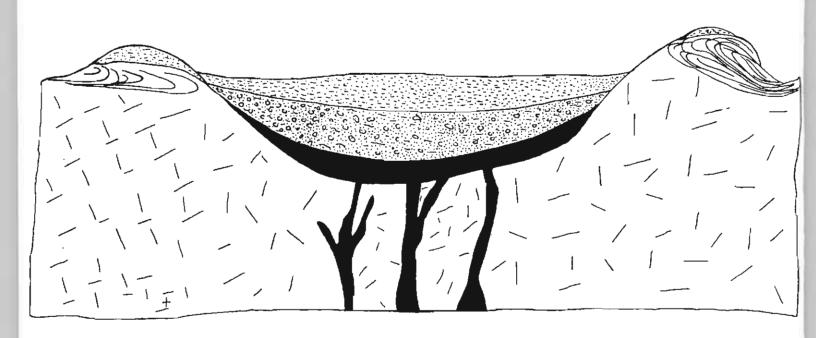


Fig. 5: Une grande partie des débris retombe à l'intérieur du cratère et constitue la formation Onaping. Fondant la roche à cause de la pression, le magma s'accumule au fond du Bassin.

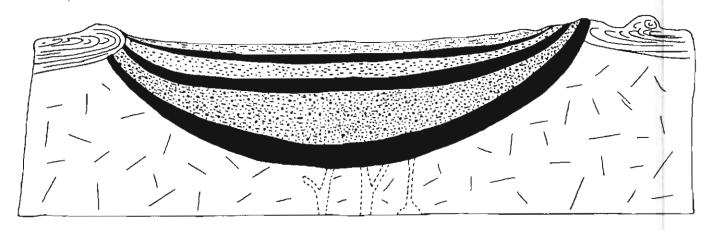


Fig. 6: Le minerai se forme à ce moment, ce qui fait que le météorite n'est pas la seule cause de la présence des gisements miniers du Bassin de Sudbury.

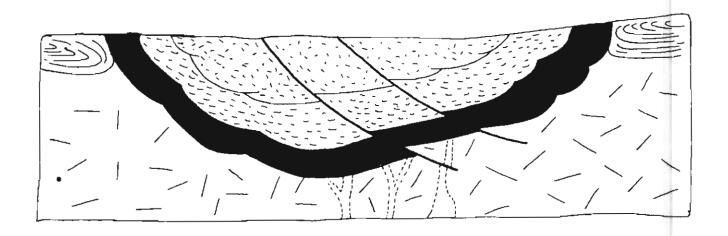


Fig. 7: L'équilibre a été rétabli autour du lieu d'impact et le bassin a été rempli de sédiments.

c) L'hypothèse de l'activité volcanique

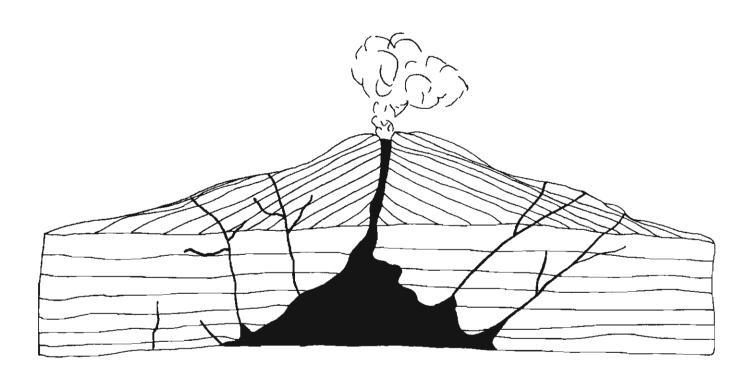


Fig. 8: Activité volcanique normale avant la formation de la caldéra. Cette théorie a été reprise par un M. Mc Donald en 1972 basée sur la formation du Crater Lake en Oregon, retrouvée dans une caldéra.

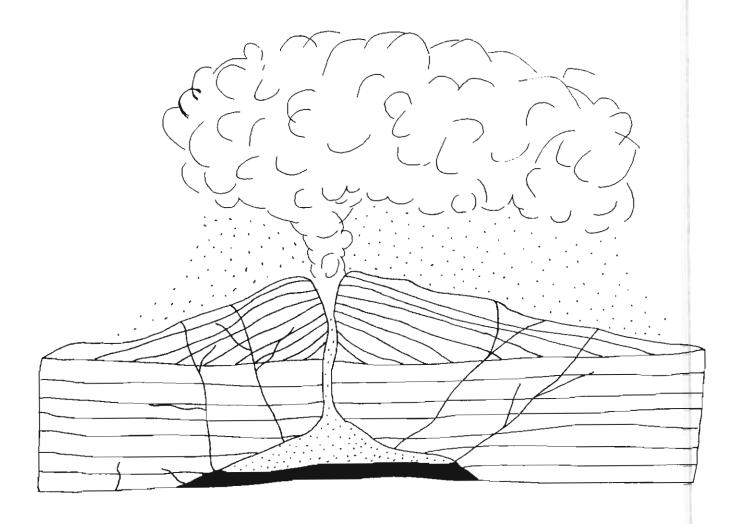


Fig. 9: Le début de la formation de la caldéra s'est produit avec l'émission de petits nuages de fumée et de gaz, ainsi que la projection de cendres venant de la cheminée.

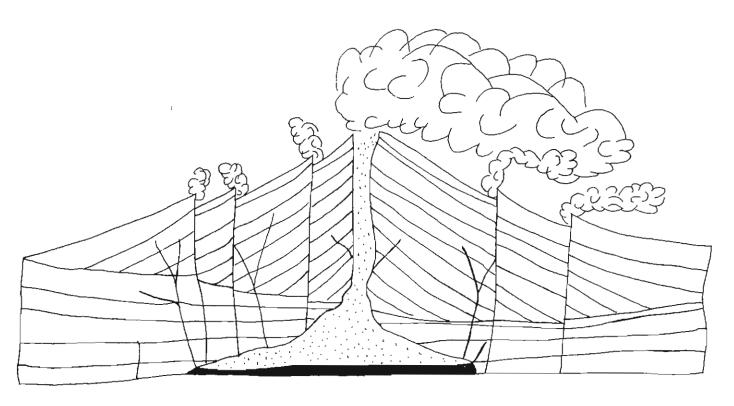


Fig. 10: Durant le plus fort de l'éruption un immense nuage de cendres a été projeté par la cheminée. Des fractures se sont formées autour et dans le cône volcanique, et le sommet du volcan à commencé à s'effondrer.

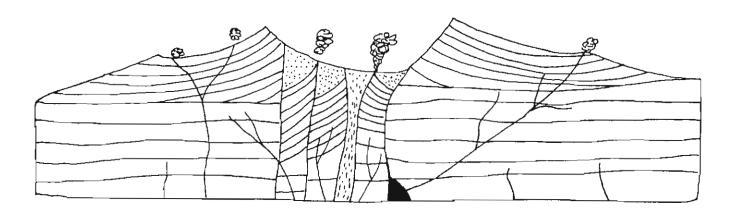


Fig. 11: Après l'effondrement d'une partie du cône volcanique la dépression centrale obtenue donna la caldéra, d'où la naissance du Bassin de Sudbury.

4. Le climat

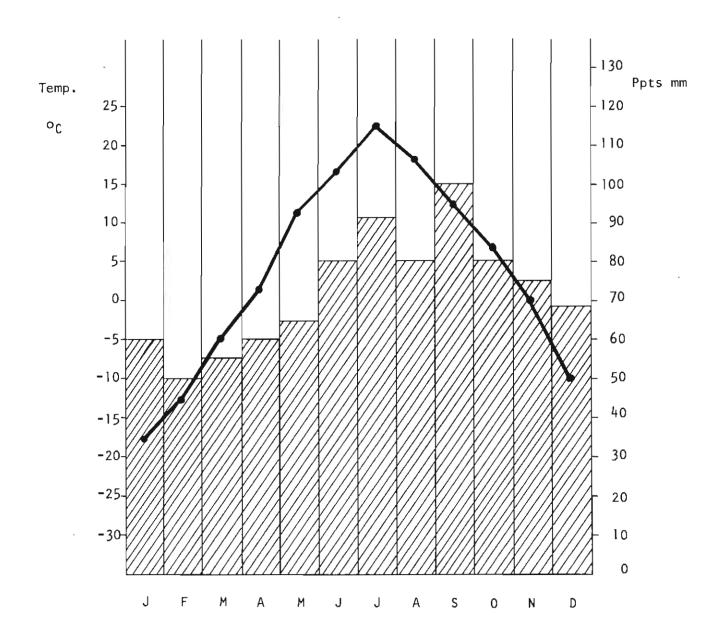
La région de Sudbury connaît les climats du Moyen-Nord de l'Ontario, climats semblables à ceux de North Bay et du Sault Ste-Marie.

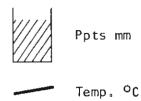
La température moyenne est environ 4°C avec des températures moyennes journalières de -17°C en janvier et de 22°C en juillet.

La précipitation annuelle est environ 840 mm dont 216 mm en neige. La région connaît souvent des changements extrêmes de température dus à sa situation géographique relative au déplacement des tempêtes en Amérique du Nord.

Les vents dominants soufflent du S.S.-O. en été et du N.N.-O. en hiver. Le nombre de jours sans gel varie entre 80 et 120 jours par année, ce qui cause souvent des pertes de récoltes chez les cultivateurs.

Climogramme de la région de Sudbury





5. La géographie humaine

a) Répartition

La municipalité régionale de Sudbury est composée de différents centres: Capréol (3989 personnes); Nickel Centre (12 615); Onaping Falls (6227); Rayside Balfour (15 369); Sudbury (94 204); Vallée Est (20 825) et Walden (10 422) pour une population totale de 163 651 personnes.

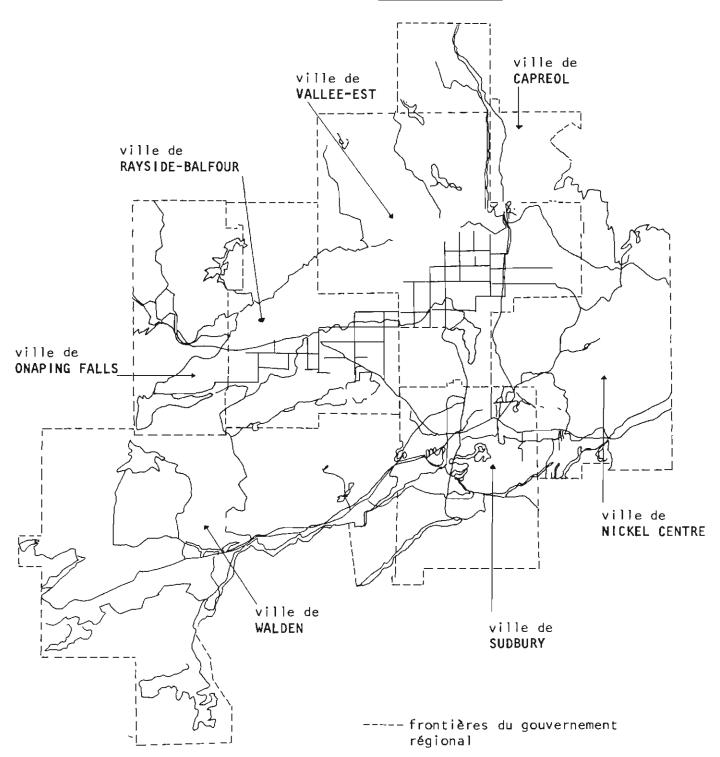
La composition de la population, par rapport à l'âge et au sexe, varie selon la position relative de l'endroit et la nature de l'occupation de ses résidents.

b) Groupes ethniques

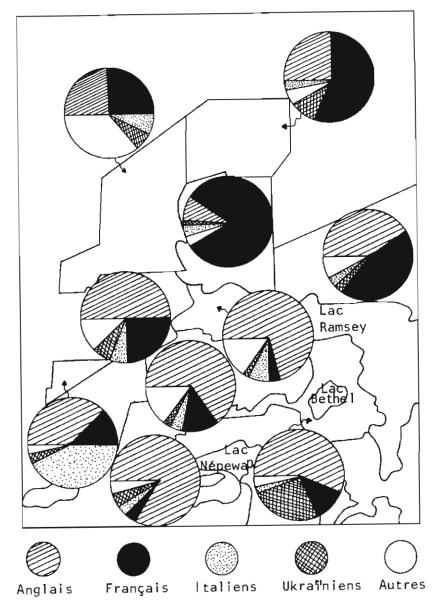
La présence de différents groupes ethniques à Sudbury s'explique assez bien, si on regarde rapidement l'histoire de la ville. Sudbury a comme premier rôle, au début de son histoire, la vocation de village forestier qui se nomme alors Notre-Dame-des-Pins. Son rôle se transforme avec le chemin de fer et la découverte de minerai. C'est ce dernier qui attire ici des gens de tous les coins du pays et même du monde entier et qui donne à Sudbury cet aspect particulier: la riche variété de nationalités et de coutumes. Le recensement de 1971 donne le pourcentage des groupes importants comme suit:

Britanniques	37%
Français	37%
Italiens	7%
Ukrainiens	4 %
Allemands	3%
Polonais	2%
Autres	10%
TOTAL	100%

Municipalité régionale de Sudbury

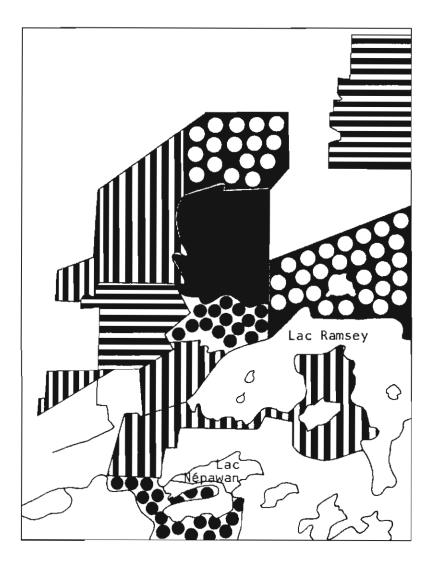


Répartition des groupes ethniques par quartiers



Dans la ville de Sudbury, la population a tendance à se regrouper par nationalité ou par groupe linguistique. Par exemple, on retrouve les Italiens dans la section de Gatchell, les Français dans la section du Moulin à Fleur et dans la Vallée. Les cartes 4 et 5 illustrent bien cette distribution selon les groupes ethniques pour la ville de Sudbury.

Répartition des Canadiens français par quartiers





2

0-10 10,1-20 20,1-40 40,1-60 60,1 +

La ville de Sudbury possède un fort noyau de citadins francophones pour les raisons suivantes:

- i) La nature du développement de la ville.
- ii) La création d'institutions canadiennes-françaises vitales telles que, paroisse, école et associations bénévoles.
- iii) Le chemin de fer est à l'origine du développement de la ville de Sudbury; beaucoup de Canadiens français s'intallent le long de cet axe ou se déplacent avec l'avancement du chemin de fer et finalement s'établissent à Sudbury.
- iv) Le Moulin à Fleur est constitué principalement de Canadiens français. La première paroisse, Ste-Anne, s'établit dans cette région. Le chemin de fer passe dans cette section de la ville. Selon la coutume, les gens se regroupent autour de l'église.

c) Occupations

En 1979, la force ouvrière de Sudbury, 58 875 personnes se divise comme suit: 39 210 hommes et 19 665 femmes. Le plus grand pourcentage (44,5%) de cette population active se situe entre 22 et 44 ans, aussi bien chez les hommes que chez les femmes, soit 44,5% de la population. La nature des occupations est variée et offre des possibilités à tous les professionnels et gens de métier, de l'architecte au mécanicien. Il va sans dire que les mines sont la principale source d'emplois; elles occupent environ 30% de la population active sans compter le fort pourcentage d'emplois indirectement reliés aux mines, comme les transports, les industries

chimiques, fabricants de matériel électriques ainsi que tous: les marchands de la ville qui dépendent des argents dépensés par les mineurs pour subvenir à tous leurs propres besoins.

Les diverses catégories d'occupations sont représentées par secteurs:

- i) le secteur primaire: toutes les activités dépendant directement des ressources naturelles, e.g. mineur, fermier.
- ii) le secteur secondaire: toutes les activités transformant les produits du primaire, e.g. boulangerie, brasserie.
- iii) le secteur tertiaire: toutes les autres activités, e.g. vendeur, responsable du transport.

Dans la région de Sudbury les Canadiens français occupent surtout des postes dans les secteurs primaire et secondaire. En ce qui concerne le secteur tertiaire, le pourcentage de Canadiens français est légèrement inférieur à la
moyenne sudburoise. Cependant dans les cadres supérieurs,
administration et postes clés, le pourcentage est d'environ
la moitié de celui des autres groupes ethniques de la région.

Les raisons pouvant expliquer cette situation sont difficiles à cerner. Mentionnons cependant l'isolement rural et la mentalité qui l'accompagne; l'intégration tardive au milieu économique de la part des Canadiens français; le manque d'instruction; le milieu anglais qui semble hostile aux Canadiens français. Nous espérons que, grâce aux écoles secondaires de langue française, à l'urbanisation, à l'esprit de compétition et à beaucoup de courage, les Canadiens français se donneront toutes les chances de progresser. Est-ce que ce sera le cas? L'avenir nous le dira.

11

ORIGINES

- 1. L'introduction
- 2. L'origine du nom
- 3. La construction du chemin de fer
- 4. La naissance d'une ville: Sudbury
- 5. Les familles pionnières
- 6. L'histoire événementielle (1883-1920)

II LES ORIGINES DE SUDBURY

1. Introduction

Bien avant l'arrivée des premiers blancs dans notre région, des tribus nomades de la grande famille linguistique des Algonquins (Népissingues, Outaouais, Cris, Mississagas) vivent de chasse et de pêche. Pendant des milliers d'années, ils se distinguent comme trappeurs et chasseurs de castor et de rat-musqué dans la région de Sudbury. Étant nomades, ils ne laissent aucun monument permanent. miers blancs à s'établir dans la région sont des commerçants et des coureurs de bois de la Compagnie de la Baie d'Hudson. Attirée par le commerce lucratif des fourrures, la compagnie ouvre bientôt des postes de traite sur les rives du lac Wahnapitae en 1822 et Whitefish en 1824. Cependant, il faut ajouter que ce n'est pas le commerce des fourrures qui donnera vie à cette localité. Il faudra attendre la construction du chemin de fer intercontinental du Pacifique Canadien.

Au 19e siècle, les colonies britanniques de l'Amérique du Nord sont sérieusement menacées d'annexion par les États-Unis, voisin de plus en plus gourmand et agressif. Cette menace va bientôt permettre à John A. MacDonald et un groupe de politiciens des années 1860, de réaliser leur rêve: unir les colonies britanniques de l'Amérique du Nord et former un grand pays qui s'étendrait de l'Atlantique au Pacifique. Pour unir cet immense territoire, il faut à tout prix construire un chemin de fer. C'est la construction de cette voie ferrée qui donne naissance à la ville de Sudbury.

2. L'origine du nom

En construisant la ligne principale de chemin de fer qui éventuellement unit la Colombie-Britannique au reste du Canada, la compagnie du Pacifique Canadien établit simultanément des voies d'évitement afin de prévenir que deux locomotives voyageant en sens inverse ne se rencontrent.

À la fin de l'été 1883, des équipes de terrassement dirigées par James Worthington, travaillent à la construction d'une telle voie d'évitement dans la région de Sudbury. Selon la coutume de l'époque sur les chantiers de construction de chemin de fer, il revient de droit au gérant de lui donner un nom. Pour honorer la ville natale de sa femme, née à Sudbury, dans le comté de Suffolk en Angleterre, Worthington baptise la nouvelle voie d'évitement "Sudbury Junction". Telle est l'origine du nom de la ville de Sudbury qui bientôt devient prospère et connaît la renommée mondiale pour ses riches gisements de minerai de nickel.

3. La construction du chemin de fer

Construire des milliers de kilomètres de voie ferrée sur un territoire encore vierge, à travers les denses forêts et le sol pierreux du Bouclier Canadien et ce, avec les moyens techniques du 19e siècle, s'avère une entreprise colossale. Cela nécessite, à l'époque, l'emploi de milliers d'hommes: bûcherons, arpenteurs, ingénieurs, cheminots, tailleurs de pierre, comptables, cuisiniers, etc.

Ainsi, de 5000 à 8000 ouvriers, pour la plupart des Canadiens français, travaillent à la construction de l'embranchement Sudbury-Algoma durant les années 1880.

Avant de commencer la construction, la compagnie dépêche d'abord des éclaireurs et arpenteurs au devant des équipes de travail pour délimiter le tracé que doit prendre la ligne principale. Ensuite, on envoie sur les lieux une première équipe pour couper et défricher un sentier temporaire, "tote road", parallèle à la future voie ferrée.



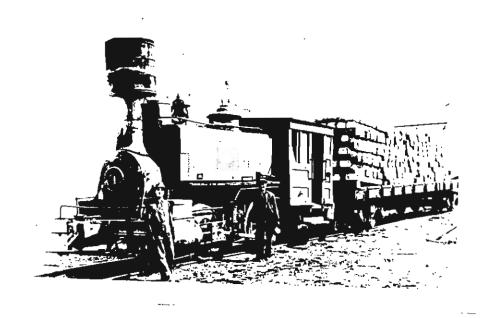
Cet étroit sentier sert à transporter, à l'aide de charrettes ou traîneaux, le ravitaillement des ouvriers et tout l'équipement nécessaire pour élever les terrasses de la future voie ferrée.

^{1.} Raymond, Alphonse, S.J., "Paroisse Sainte-Anne de Sudbury, 1883-1953", Société Historique du Nouvel-Ontario, document historique no 26, Sudbury, 1953, page 5.

Après le déboisement de ce chemin étroit, cette première équipe bâtit des étables pour les chevaux et des cabanes primitives pour abriter les équipes de travailleurs qui suivent peu après.

Ces cabanes ressemblent en tous points à celles que l'on retrouve à l'époque dans tous les camps de bûcherons. bois rond et habituellement de forme carrée, elles ont des murs peu élevés. À l'intérieur, on range le long des murs, des lits superposés qu'on remplit de paille ou de branches de sapin en guise de matelas. Au centre de l'unique pièce, un grand carré rempli de sable tient lieu de foyer pour la cuisson, de système de chauffage et d'éclairage. Ce foyer communique avec une ouverture dans le toit pour échapper la fumée. Parfois, la cabane est munie d'une fenêtre vitrée ou d'un simple papier huilé ou encore d'un vieux sac de farine vide. Enfin, pour isoler quelque peu la cabane, on bouche les fentes entre les troncs de bois rond avec de la mousse et des lichens. Ces cabanes n'offrent donc rien du confort moderne; elles sont construites en fonction des matériaux trouvés sur place. Quelques mois plus tard, des milliers d'ouvriers arrivent et poussent plus avant la construction du chemin de fer. Ainsi, le 7 août 1883, les équipes de travail atteignent la région de Sudbury où la compagnie établit une base d'opération ou chantier de construction sous les ordres de James Worthington.

Sur ces chantiers de construction, établis sur des terres données au Pacifique Canadien par le gouvernement fédéral, la compagnie devient maîtresse absolue des lieux. Tous les terrains et bâtiments sont sa propriété. Le gérant des opérations devient, par la force des choses, le juge de paix responsable d'assurer l'ordre et la justice sur le chantier.



Suivant loin derrière les équipes de terrassement, les locomotives comme celle-ci apportent sur les chantiers tout le matériel nécessaire à la construction du chemin de fer: rails, traverses, éclisses, etc.

À l'époque, il n'existe pas de syndicats pour protéger les droits des travailleurs; le gérant peut donc renvoyer, arrêter, juger, condamner et emprisonner quiconque enfreint les règlements établis par la compagnie.

La vie dans les chantiers n'est pas rose. Le travail est ardu et souvent dangereux; chaque année, plusieurs hommes y laissent leur vie. Malgré l'ennui et les mauvaises conditions de travail, des milliers de travailleurs, attirés par les salaires élevés de la compagnie, arrivent ici. On paie un ouvrier 1,50\$ par jour et il en coûte 4\$ par semaine pour être logé et nourri. Avant que la ligne de chemin de fer ne s'ouvre aux trains de marchandises, les vivres



Ce bâtiment, comme la plupart des habitations à Sudbury avant 1885, appartient à la compagnie du Pacifique Canadien. Situé sur la rue Cedar, il sert de bureau de télégraphie, et plus tard, de bureau de douane.

sont acheminés lentement par le sentier, "tote road", sur des charrettes ou traîneaux. C'est pourquoi on ne transporte que des produits non périssables tels que: farine, sucre, porc, lard salé, fêves séchées, condiments (sel, poivre, etc.) thé et café. Les cuisiniers des camps doivent se débrouiller avec une très petite variété de produits pour nourrir les ouvriers.

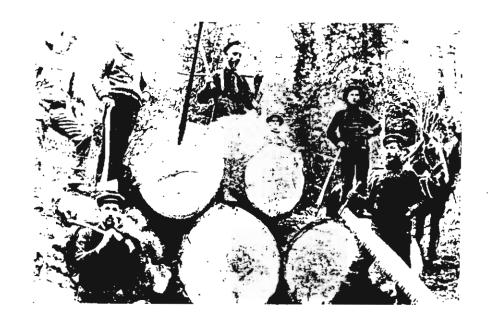
4. La naissance d'une ville: Sudbury

En 1883, date de sa fondation, Sudbury ressemble à tous les autres petits villages qui s'échelonnent le long de la nouvelle voie ferrée comme Pembroke, Mattawa, North Bay, Verner et Markstay.



Comme le montre cette photo de Sudbury en 1883, l'apparence de notre ville a passablement changé au cours des années. A cette époque, les bâtiments ne sont que des cabanes de bois érigées en toute vitesse par les équipes de construction du Pacifique Canadien.

A ses débuts, le village est situé dans les petites vallées formées par les ruisseaux Nolin et Junction. Le long des deux côtés de la rue principale, la rue Elm, à partir du passage à niveau de la voie ferrée jusqu'au présent centre d'achat "City Centre", se range alors une série de bâtiments dénudés de peinture et encore entourés des débris (écorces, brins de scie, souches) de leur récente construction.



Durant les années 1890, on compte plus de 25 compagnies de bois qui opèrent plus de cent camps de bûcherons dans la région immédiate de Sudbury.

De plus, on y trouve des cabanes et des baraques enduites de papier goudron et des tentes dressées en vitesse. Tout le village, situé sur un terrain fraîchement défriché, est la proie de la poussière et de la boue, sans oublier les milliers de moustiques. Les marécages et les ruisseaux Nolin et Junction constituent de véritables nids de maringouins et de mouches noires.

L'année 1885 se révèle importante dans l'histoire de Sudbury; cette année-là, la population tombe à moins de 300 habitants. ² Ceçi s'explique par le départ des milliers

^{2.} Raymond, Alphonse, S.J., "Paroisse Sainte-Anne de Sudbury, 1883-1953", Société Historique du Nouvel-Ontario, dodument no 26, Sudbury, 1953, page 8.

d'ouvriers attachés à la construction du chemin de fer qui s'éloignent plus à l'ouest avec les travaux de terrassement. Ainsi le petit village est laissé à lui-même. Les 300 habitants qui sont restés, la plupart des prospecteurs ou des gens travaillant dans l'industrie du bois, forment le noyau de la population de la future ville.



Sudbury vers 1894

À partir des années 1890, Sudbury devient de plus en plus une ville minière. La transition entre l'industrie du bois et l'industrie minière se fait graduellement. Au début du siècle, l'industrie minière progresse à grands pas et vaut à Sudbury de devenir la capitale mondiale du nickel.

5. Les familles pionnières

Nous venons de voir la liaison très étroite entre la construction de la voie ferrée transcontinentale et les débuts de Sudbury. Les pionniers de Sudbury sont, pour la plupart, des ouvriers et des bûcherons, engagés par la compagnie du Pacifique Canadien. En grande partie, la maind'oeuvre rattachée à la construction du chemin de fer se compose de Canadiens français catholiques venant des comtés de Prescott et Russell en Ontario et des vieilles paroisses du Québec, particulièrement celles du bas du fleuve Saint-Laurent et de la Gaspésie, en quête d'une meilleure vie.

a) Famille Fournier³

Retracer la vie de Jean-Etienne Fournier ou "Stephen" comme ses amis et concitoyens aiment l'appeler, c'est rappeler l'histoire de Sudbury à ses débuts. Homme très populaire, il inspire confiance à tous avec son teint blanc et ses yeux bleus, ses mains soignées et adroites, son front large et découvert.

Droit et honnête, il fut un précurseur dans plusieurs domaines. Non seulement il assiste au progrès de Sudbury mais il y participe très activement. Jean-Etienne Fournier est né le 27 décembre 1852 à Trois-Pistoles, au Québec. À l'âge de quinze ans, il quitte l'école pour devenir comptable et assistant maître de poste à Trois-Pistoles. Quatre

^{3.} L'auteur tient à remercier Madame Olivier Leduc, auteur de cette biographie de M. Jean-Etienne Fournier, parue dans "Familles pionnières", document no 5 de la Société Historique du Nouvel-Ontario, publiée à Sudbury en 1944, pp. 24 à 31.



Jean-Etienne "Stephen" Fournier 1852-1929

ans plus tard, on le retrouve à Montréal travaillant comme vendeur dans un magasin de chaussures.

En 1876, il vit à Cornwall où il apprend, pendant deux ans, le métier de tailleur de pierre. À l'été de 1878, il part pour Prembroke et de là, pour Petawawa, où il travaille à la construction du chemin de fer. Bientôt, il se voit confier par la compagnie du Pacifique Canadien, le poste de gérant d'entrepôt pour le secteur Chalk River - Sudbury. Ce nouvel emploi l'amène, lui et sa famille, à s'installer à Sudbury le 4 mars 1884. Quelques mois plus tard, il est

officiellement nommé le premier maître de poste de Sudbury, emploi qu'il gardera jusqu'en 1897. A l'époque, le bureau de poste se trouve dans le magasin de la compagnie du Pacifique Canadien, au même endroit qu'aujourd'hui, sur la rue Elm. Jusqu'en 1885, M. Fournier cumule les fonctions de maître de poste et de gérant d'entrepôt pour le Pacifique Canadien.



Premier bureau de poste de Sudbury

En 1885, il quitte son emploi avec la compagnie ferroviaire pour s'établir en affaires. Il devient alors le premier à ouvrir un magasin général à Sudbury à l'endroit où
nous trouvons aujourd'hui les appartements Fournier, au coin
des rues Beech et Ignace. L'année suivante, il déménage son
commerce dans un nouvel édifice au coin des rues Elm et Elgin.
M. Fournier connaît beaucoup de difficultés en affaires; sa
charité et sa grande bonté le mettent sur le chemin de la
ruine; il accorde beaucoup trop de crédit à ses clients.
Après cinq ans, on lui doit déjà 18 000\$, forte somme pour

l'époque. Jean-Etienne "Stephen" Fournier s'avère un homme intelligent, courageux et dynamique. Père d'une famille de neuf enfants, maître de poste, homme d'affaires, il trouva quand même le temps de s'occuper de la <u>res publics</u>, sa ville naissante. Tout d'abord, il contribue à l'incorporation de la ville en 1893; l'année suivante, il devient le premier maire de Sudbury. Pendant trente ans, de 1886 à 1916, la première commission scolaire des écoles publiques et sépa-rées compte en lui un membre très dévoué. En 1913, il devient l'un des sept membres fondateurs du collège Sacré-Coeur. De plus, il siège comme président du premier club conservateur, comme premier greffier de la ville et enfin, jusqu'à sa mort le 11 février 1929, il se dévoue comme maître de chant de l'église Ste-Anne.

M. Fournier, un exemple pour tous durant toute sa vie, laisse un souvenir impérissable dans la mémoire des citoyens de Sudbury.

b) Famille Boulay 4

L'histoire de la famille de Joseph Boulay est typique des premières familles canadiennes-françaises venues s'installer à Sudbury. Joseph Boulay et sa femme, née Béatrice Rouleau, étaient tous deux natifs de St-Anaclet, comté de Rimouski, au Québec. Pendant vingt-trois ans, les Boulay cultivent une petite terre bien avare à St-Donat. Les fruits de leurs labeurs suffisent à peine à nourrir les

^{4.} L'auteur tient à remercier Mlle Gilberte Proulx, auteur de l'histoire de la famille Joseph Boulay, parue dans "Famille Pionnières", document no 5 de la Société Historique du Nouvel-Ontario, publiée à Sudbury en 1944, pp. 12 à 15.

neuf bouches de la famille et les maigres ressources ne permettent pas de donner une bonne éducation à leurs enfants pourtant doués pour les études.

C'est pourquoi en 1882, la famille Boulay quitte la ferme ingrate de St-Donat et s'engage vers l'inconnu. même année, elle s'installe à Cornwall en Ontario, où les filatures de coton attirent de nombreux ouvriers venus de tous les coins du pays. A cette époque, même les enfants peuvent travailler dans les usines et gagner quelques sous. Ainsi, Joseph Boulay et ses enfants y trouvent de l'ouvrage. Ils comprennent vite que la vie dans les villes à l'époque rapporte peu et ruine les santés. Après onze mois de travail dur, dix heures par jour, la famille Boulay retourne à Montréal; c'est là que Joseph Boulay, en quête d'un nouvel emploi, rencontre les agents du Pacifique Canadien, qui engagent des ouvriers pour la construction du chemin de fer dans le nord-est ontarien. Ainsi, sur un train de fret de la compagnie, le 5 mai 1884, la famille Boulay fait son entrée à Sudbury. Dès son arrivée, Joseph Boulay construit la première maison de Sudbury, sur un coin de terre qui devient plus tard la rue Spruce. La maison comprend une cuisine, deux chambres à coucher et une grande salle. C'est dans cette dernière que les ouvriers et les voyageurs paient 25 sous pour une nuit de sommeil sur le plancher. soirs, le plancher se couvre d'hommes épuisés; l'accumulation des 25 sous permet bientôt aux Boulay de faire construire en 1891, une grande maison de 115 mêtres carrés, à trois étages, toujours sur la rue Spruce. C'est dans cette demeure que Mme Boulay tient une maison de pension et gagne suffisamment pour l'entretien et l'éducation de sa famille.

De son côté, M. Boulay s'achète des chevaux dès sa première année à Sudbury et commence à s'occuper de chantiers. Semble-t-il, pendant un temps, tous les billots coupés à Sudbury, le sont par les équipes engagées par Joseph Boulay. Malgré tous ses efforts, Joseph Boulay ne peut faire fleurir son entreprise. Il s'engage dans des contrats non profitables. De plus, il perd ses meilleurs chevaux. Ainsi, l'inexpérience et la malchance l'empêchent de s'établir solidement dans l'industrie du bois à Sudbury.

c) Autres familles pionnières⁵

Une autre famille pionnière bien connue à Sudbury est celle d'Alexis Gravelle. Alexis est né à Montréal vers 1830. En 1852, il épouse Zoé Gauthier à l'Ile Perrot, près de Montréal. De ce mariage, 14 enfants naissent dont plusieurs vivent, plus tard, à Sudbury: Alfred, Ferdinand, Maxime, Louis, Antoine, Camille,...

Tout d'abord, notons qu'Alfred Gravelle est un des pionniers du début de la colonie en 1883. Dans les registres paroissiaux de Ste-Anne, nous voyons qu'il sert de témoin à Denis Gauthier lors de son mariage à Rosalie Céré, le 19 novembre 1883, le premier mariage canadien-français à Ste-Anne de Sudbury.

^{5.} L'auteur tient à remercier M. Maurice Gravelle et M. Michel Collin, auteurs de l'histoire de leur famille respective, parue dans "Familles Pionnières", document no 5 de la Société Historique du Nouvel-Ontario, publiée à Sudbury en 1944.

Alfred Gravelle s'engage comme boulanger pour les équipes du Pacifique Canadien. Il dispose d'un four, de la farine et d'un toit pour tout mettre à l'abri dans des constructions élevées pour les travailleurs. Il nourrit non seulement les salariés de la compagnie de chemin de fer, mais aussi les familles des employés mariés restées à Sudbury. En 1884, il quitte la compagnie pour ouvrir à son compte une boulangerie sur la rue Elm.

Sauf pour Camille, le plus jeune, tous les fils d'Alexis Gravelle, travaillent à l'embranchement du Pacifique Canadien et vivent par la suite à Sudbury. Ainsi, Antoine Gravelle, arrivé à Sudbury en 1885, travaille d'abord au chemin de fer; puis on le retrouve dans la boulangerie de son frère Alfred, et enfin, dans les mines avec ses autres frères.

La belle famille Gravelle peut, à juste titre, réclamer l'honneur d'être parmi les premières familles canadiennesfrançaises de Sudbury.

Les familles Collin, Ouellette, Laronde, Laforest, Perras, Fortin, Charette, Leclair... comptent aussi parmi les premières familles de Sudbury. Les limites de ce travail ne permettent pas une étude, même sommaire, de ces diverses souches ancestrales. Les auteurs encouragent cependant le lecteur à pousser ses recherches et à découvrir les racines du bel arbre de la francophonie de Sudbury. C'est la seule façon de posséder véritablement son histoire et d'en être fier!

6. Histoire événementielle (1883-1920)

1883: Arrivée au printemps des premiers résidents et colons de Subury, dont une quarantaine de familles canadiennes-françaises.

Le Père Nolin, s.j., avec l'aide des ouvriers du Pacifique Canadien, construit un presbytère et la première église de Sudbury, auquel il donnera le joli nom de Ste-Anne-des-Pins. À l'époque, la région était couverte de beaux grands pins.

La même année, Thomas Flanagan, un forgeron travaillant à la construction du chemin de fer, découvre à 5 km de Sudbury, de riches gisements de cuivre et de nickel. Cette importante découverte attira des centaines de prospecteurs dans la région.

Le 7 novembre, le premier train de marchandises arrive à la gare de Sudbury.

1884: Le 2 avril, la première école ouvre ses portes, grâce à la générosité des citoyens de la localité et au dévouement du curé de la paroisse Ste-Anne, le Père Nolin.

La population de Sudbury varie entre 800 et 1000 habitants, dont la plupart sont des hommes employés à la construction de la voie ferrée. 1885: Départ des ouvriers du Pacifique Canadien. Le camp de construction de la voie ferrée se déplace à Biscotasing, 100 km à l'ouest de Sudbury. Le petit village est laissé à lui-même et la population tombe alors à moins de 300 habitants.

Au mois de novembre, la première locomotive se dirigeant vers l'ouest canadien traverse le village de Sudbury. Le train transportait les troupes du gouvernement canadien, en route pour combattre les Métis révoltés.

1887: L'embranchement Sudbury - Sault Ste-Marie (Soo Line) est complété et ouvert à la circulation des locomoti-ves.

1889-1890:

Trois nouvelles mines sont ouvertes dans la région immédiate de Sudbury: les mines Blezard, Stobie et Murray.

- 1891: Construction de l'hôpital d'Algoma et de Nipissing, sur la rue Elm, pour desservir une population toujours croissante.
- 1893: Incorporation de la ville de Sudbury, qui compte alors environ 1000 habitants.

1894: Le 23 mars, un Vendredi Saint, un feu détruit l'église Ste-Anne. L'église sera reconstruite la même année.

Les premières élections municipales de la ville de Sudbury ont lieu et Jean-Etienne (Stephen) Fournier, un Canadien français, est élu maire de la municipalité.

Construction de l'orphelinat d'Youville à l'endroit même où était située la première école séparée de Sudbury.

1896: Fondation de l'hôpital St-Joseph par les Soeurs Grises de la Croix. L'hôpital ouvre officiellement ses portes en 1898 et constitue, à l'époque, l'un des plus beaux édifices de Sudbury. En 1980, l'hôpital est rénové pour pouvoir bientôt servir de centre culturel des Canadiens français de Sudbury.

Sur la scène politique locale, le maire sortant, Jean-Etienne Fournier est réélu pour un deuxième mandat.

1902: Fondation de la "International Nickel Company of New York", qui deviendra plus tard la plus importante compagnie de nickel du monde libre, la "International Nickel Company of Canada", mieux connu sous le nom de I.N.C.O.

Dans le centre-ville, on installe des trottoirs et on revêt les rues principales, au plus grand plaisir des citoyens et des marchands de la ville. 1904: Près de 300 élèves fréquentent l'école séparée de Sudbury.

Début de la construction de la Salle de Jubilée sur la rue Beech. On y présentera longtemps des concerts. Elle deviendra plus tard la première école secondaire de Sudbury.

1907-1908:

Ouverture de la ligne Sudbury - Toronto; la première locomotive du Pacifique Canadien, en provenance de Toronto s'arrêtera à Sudbury en 1908. De son côté, la compagnie du National Canadien complète sa voie ferrée qui reliera Sudbury - Capreol - Toronto. Déjà à cette époque, Sudbury est un important croisement des principales lignes ferroviaires du Canada.

1912: Sudbury est enfin reliée à la ville de North Bay, par l'autoroute transcanadienne (autoroute 17).

Les Révérends Pères Jésuites fondent le Collège du Sacré-Coeur, construit par J.-B. Laberge un important homme d'affaires de la localité.

- 1916: Plus de 3000 personnes prenaient part aux activités organisées par la Société St-Jean-Baptiste.
- 1918: Incorporation de la "Falconbridge Mines Ltd", deuxième plus grande productrice de nickel du monde libre.

1920: L'apogée de l'industrie du bois et de l'exploitation forestière dans la région de Sudbury. Cette industrie engageait, durant ces années, des milliers d'hommes travaillant dans les scieries ou les camps de bûcherons.

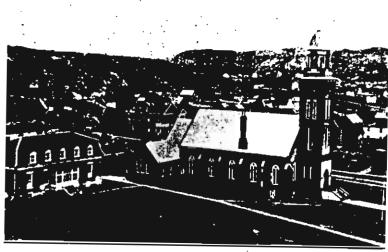
Quelques images de notre passé



Dès 1883, le Père Nolin et ses fidèles construisent le presbytère et une chapelle provisoire dédiée à Sainte-Anne. Le 23 mars 1894, un feu détruit la construction de bois. L'édifice qui la remplace existe encore, mais on constate quelques modifications.



Eglise Sainte-Anne



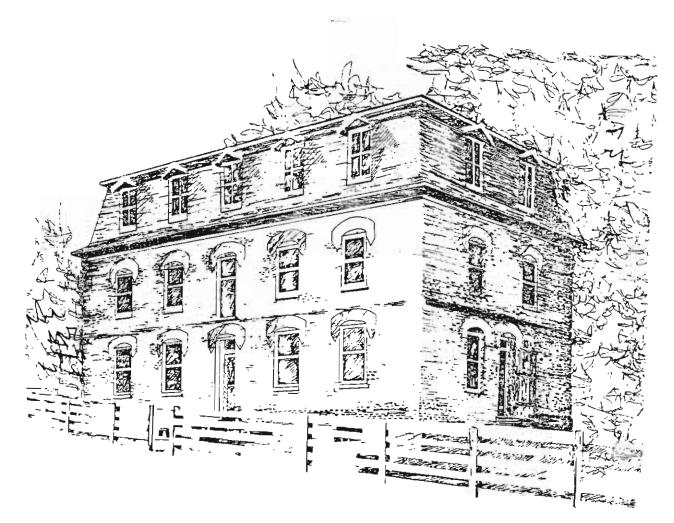
ECLISE CONSTRUCTE EN 1894

L'église Ste-Anne - 1894

La nouvelle église SteAnne, rue Beech fut construite en pierre en 1883.

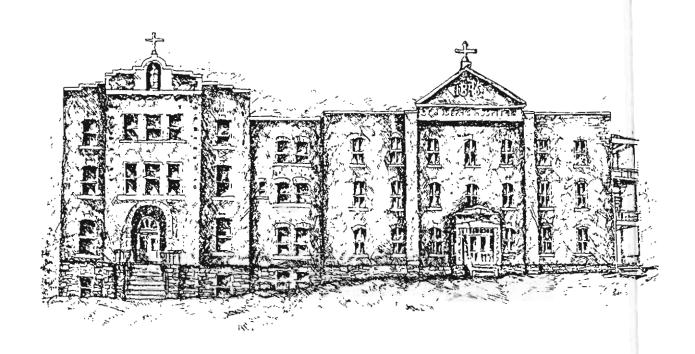
Détruite par le feu en 1894,

l'église fut reconstruite
et demeure la même jusqu'à
ce jour.



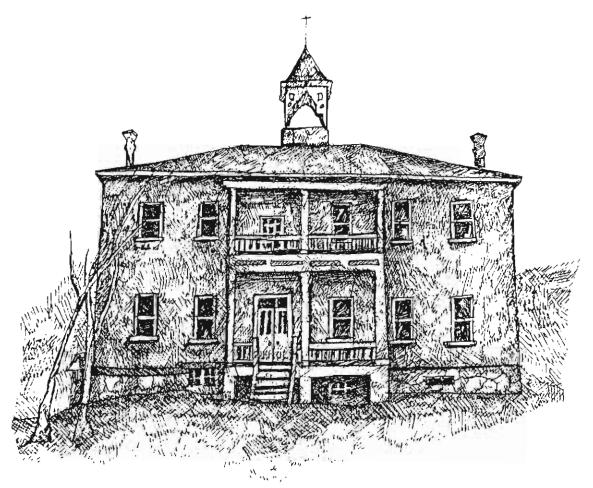
L'Hôpital d'Algoma et de Nipissing - 1821

Le deuxième hôpital de Sudbury fut construit sur la rue Elm afin de désservir une population toujours croissante.



L'Hôpital St-Joseph - 1896

Afin de desservir une population de 30 000 habitants, l'hôpital Saint-Joseph fut fondé par les Soeurs Grises de la Croix. L'hôpital Laurentienne, situé sur le chemin Ramsey, a maintenant pris la relêve.



L'orphelinat d'Youville - 1894

La première école séparée de Sudbury est aujourd'hui devenue l'orphelinat d'Youville.





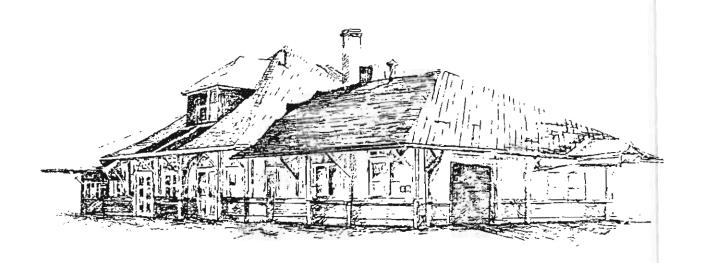
Le Musée Héritage - 1902

Cette maison en bois est un exemplaire de maison construite à l'époque.



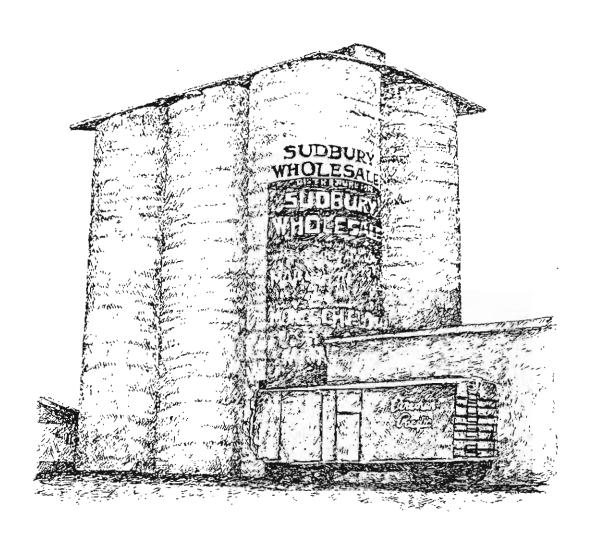
La résidence du docteur Mulligan - 1907

Il semble juste qu'aujourd'hui la clinique de sang de la Croix Rouge occupe la résidence du premier médecin à Sudbury, le docteur William Mulligan.



La gare du chemin de fer du Pacifique Canadien _- 1907

Le 6 septembre 1907 marqua l'ouverture de la nouvelle gare du chemin de fer Pacifique Canadien dans le centre-ville de Sudbury. (Elle est située sur la rue Elgin.)



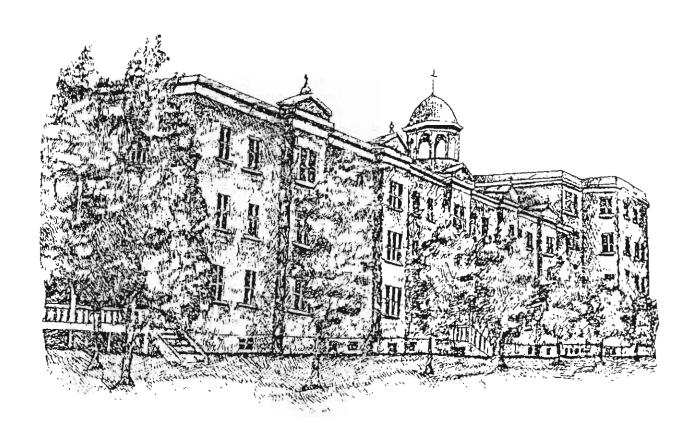
Le Moulin à Fleur - 1910

La compagnie Sudbury et Manitoba Mills fondaient en 1910 une nouvelle industrie à Sudbury avec la construction à sept étages d'un moulin à farine et d'immenses silos. Les silos, toujours existants sont devenus un lieu d'attraction pour les touristes de la ville.



L'église de l'Epiphanie - 1912

La première pierre de la nouvelle église de l'Epiphanie, rue Larch, fut placée par l'évêque Thorneloe le premier août 1912.



Le Collège Sacré-Coeur - 1913

La première pierre du premier collège fut placée par l'évêque Scollard le premier août 1913. Le Père Eugène Lefebvre, prêtre de la paroisse Ste-Anne de 1907 à 1914, fonde le collège classique. Avant la fondation de l'Université de Sudbury en 1957, le collège s'avère la seule institution post-secondaire du Nouvel-Ontario. Depuis sa fondation, le Collège s'aggrandit maintes fois. Le campus sur la rue Notre-Dame devient une école secondaire à partir de 1957.

III

VIE POLITIQUE

- 1. La scène fédérale
- 2. La scène provinciale
- 3. La scène municipale
- 4. La scène régionale

III LA VIE POLITIQUE

Il serait difficile de ne pas reconnaître, pour une ville dont le tiers de la population est d'origine francophone,
la contribution constante de ce groupe à la vie politique de
la région dans ses premiers cent ans. En effet, que ce soit
par sa présence active au sein des représentants élus ou simplement par l'influence de son nombre parmi l'électorat, les
citoyens francophones de Sudbury affectent les scènes politiques fédérale, provinciale et municipale.

1. La scène fédérale

La région de Sudbury comprend aujourd'hui deux circonscriptions fédérales: Sudbury et Nickel Belt.

Le comté de Sudbury fut créé en 1947 et correspond, à l'exception d'une légère modification des circonscriptions électorales faite en 1979, aux frontières géographiques de la ville même. La circonscription de Nickel Belt, par contre, établie en 1952, est beaucoup plus étendue. Elle comprend les nombreuses villes avoisinantes de Sudbury (dont plusieurs, en passant, telles que Rayside-Balfour et Valley East sont à fort caractère francophone).

Il est à noter qu'avant la création de ces deux circonscriptions électorales, la région de Sudbury faisait partie, depuis 1896, du comté de Nipissing et était alors représentée à Ottawa par le même député que celui de North Bay. Les noms de personnes francophones ne manquent certainement pas lorsque nous examinons l'histoire de ces divers comtés; de fait, on y retrouve pour chacun au moins un Canadien français à avoir occupé le poste de député.

- a) <u>District de Nipissing</u> 1921 à 1926: E.A. Lapierre 1930 à 1940: J.R. Hurtubise
- b) District de Sudbury (établi en 1947):

- 1949 : J. Léo Gauthier

- 1968 à 1979: Jim Jérôme

c) District de Nickel Belt (établi en 1952):

- 1953 à 1957: J. Léo Gauthier

- 1958 à 1962: Osias J. Godin

- 1968 : Gaëtan Serré

Plusieurs se distinguent non seulement durant leur carrière parlementaire mais continuent par après à se tailler une réputation enviable. Joseph Raoul Hurtubise, en plus de ses contributions dans le monde de la médecine (il fut un des fondateurs de l'Hôpital St-Joseph de Sudbury) et dans le secteur de l'éducation (il fut pour longtemps un champion de la cause de l'enseignement en français en Ontario), termine sa glorieuse carrière au Sénat canadien.

Parmi les personnages fédéraux les mieux connus de la région de Sudbury, soulignons la contribution de l'Honorable James Jerome. Sans être Canadien français d'origine, la nature même de son travail, Président-Orateur de la Chambre des Communes, le met en évidence. Il devient un excellent exemple de bilinguisme non seulement lors des débats quotidiens à Ottawa mais régulièrement dans tous ses contacts avec ses

électeurs. Maintenant retiré de la politique active, James Jerome occupe un poste à la Cour Suprême du Canada où il continue à faire honneur à sa ville natale.

Un autre aspect à considérer alors que nous voulons évaluer le rôle et l'influence politique des Canadiens français de Sudbury, c'est la force qu'exerce cette population en tant qu'électeurs.

Pour se faire, le docteur J.E. Havel de l'Université Laurentienne analyse, à l'occasion des élections de 1963, les habitudes électorales des citoyens francophones sudburois. Ses conclusions, même si elles datent déjà de vingt ans, sont encore valables aujourd'hui.

Essentiellement, ses études font ressortir un rattachement très prononcé entre le Canadien français et le Parti libéral. En effet, de tous les Libéraux questionnés lors du sondage, la moitié était d'origine française; en plus, trois sur quatre des Canadiens français interviewés disaient avoir toujours voté libéral (voir tableaux 2 et 3). Pour les citoyens francophones, l'attachement à ce Parti et la considération pour son chef national représentaient les plus importants éléments dans le choix d'un candidat. Dans une campagne, "sur cinq électeurs, trois reconnaissaient voter selon leurs sentiments, un selon sa raison et un dernier à la fois selon ses sentiments et sa raison". De toute évidence, cet attachement traditionnel au Parti libéral continue.

^{1.} Havel, J.E., <u>Les citoyens de Sudbury et la politique</u>, Editions de l'Université Laurentienne, Sudbury, 1966, p. 63 et 64.

Depuis sa création en 1947, la circonscription de Sudbury connaît exception faite de l'élection partielle de 1967 (alors que le candidat N.P.D. a été élu), un règne ininterrompu de députés libéraux, soit pour un total de vingt-neuf années. Dans le comté de Nickel Belt, même si leur record n'est pas aussi dominant (surtout depuis la dernière décennie), il reste que les Libéraux réussissent à représenter la circonscription pour plus de la moitié de sa brève histoire.

Il semble donc que les fortunes du Parti libéral soient beaucoup influencées par l'appui que lui accorde la population française de la région. Tant que les citoyens francophones demeureront fidèles au Parti libéral, le succès lui est assuré.

TABLEAU_1			
Langue maternelle à Sudbury en 1961			
anglais	49,51%	hongrois	0,35%
français	29,13%	chinois	0,29%
italien	6,09%	néerlandais	0,26%
ukrainien	3,54%	russe	0,22%
finlandais	3,04%	yiddish	0,11%
allemand	2,33%	indien	0,11%
polonais	1,91%	gaelique	0,02%
slovaque	0,54%	japonais	n.a.
scandinave	0,38%	autres	2,16%

TABLEAU 2

Langue parlée à la maison par les électeurs de religion catholique et d'origine française aux élections générales de 1963, classés par parti

choisi

<u></u>				
	g français seulement	% français et anglais	% anglais seulement	
Progresiste- Conservateur	7	9	11	
Libéral	55	53	19	
N.P.D.	5	2	6	
Crédit Social	4	1	1	

Source: J.E. Havel, loc. cit., pp. 40-77

TABLEAU 3				
<u>Et</u>	hnie des électe	<u>rs fidèles</u>		
ORIGINE ETHNIQUE	INE ETHNIQUE PARTIS			
	Progressiste- Conservateur	Libéral	Nouveau Parti Démocratique	
française	18,3%	47,2%	26,8%	
britannique	62,3%	21,0%	39,0%	
néo-canadien	19,4%	31,2%	34,4%	
TOTAL	100,0%	99,4%	99,9%	

2. La scène provinciale

Au niveau provincial, nous retrouvons trois comtés électoraux: Sudbury, Nickel Belt et Sudbury-Est. Les deux premiers existent déjà depuis 1955 tandis que le dernier date de 1967 seulement.

L'influence du vote canadien-français est beaucoup moins apparente, car comme libéraux les électeurs semblent se décourager devant la majorité conservatrice ontarienne. ² En plus, pour ce qui a trait tout particulièrement à la région de Sudbury, il faut prendre en considération une forte présence syndicale. En conséquence, qui fait que, dans toute leur histoire, les trois circonscriptions mentionnées cihaut n'ont vu qu'un seul député libéral, soit dans la personne de Elmer Sopha, qui représente Sudbury à Queen's Park pendant huit ans. Depuis 1971, les trois districts sont solidement N.P.D. et tout indique que les Libéraux ne sont pas sur le point d'affaiblir cette emprise.

Par contre, pour mettre en valeur l'apport des citoyens francophones sudburois, mentionnons que, parmi les députés provinciaux à occuper le poste, nous retrouvons quelques noms bien connus, dont celui de Rhéal Belisle, ancien député de Nickel Belt, et aujourd'hui un des rares sénateurs franco-ontariens à siéger à Ottawa.

^{2.} Havel, J.E., <u>loc. cit.</u>, page 88

Résultats des élections provinciales

A) District de Sudbury

<u>Date</u>	<u>Parti</u>	Membre_élu
1955	Conservateur	Gerry Monaghan
1959	Libéral	Elmer Sopha
1963	Libéral	Elmer Sopha
1967	Libéral	Elmer Sopha
1971	N.P.D.	M. "Bud" Germa
1974	N.P.D.	M. "Bud" Germa

B) District de Nickel Belt

<u>Date</u>	<u>Parti</u>	Membre_élu
1955	Conservateur	Rhéal Belisle
1959	Conservateur	Rhéal Belisle
1963	Conservateur	Gaston Demers
1967	Conservateur	Gaston Demers
1971	N.P.D.	Floyd Laughren
1974	N.P.D.	Floyd Laughren

C) District de Sudbury-est (établi en 1967)

<u>Date</u>	<u>Parti</u>	<u>Membre_élu</u>
1967	N.P.D.	Eli Martel
1971	N.P.D.	Eli Martel
1974	N.P.D.	Eli Martel

Normandin, P. ed. - Guide parlementaire canadien

3. La scène municipale

En 1883, avec l'arrivée dans la région du chemin de fer Pacifique Canadien, débute l'histoire proprement dite de Sudbury. Depuis, les structures administratives établies pour gérer les affaires municipales ont beaucoup évolué; pourtant, en dépit des changements extérieurs apportés à la forme du gouvernement local, un phénomène demeure constant: l'implication, depuis les débuts, des citoyens canadiensfrançais de Sudbury dans les affaires de leur ville.

Ce sont les compagnies (tantôt ferroviaire, tantôt forestière et enfin minière) qui deviennent les premières responsables de l'ordre et du maintien des services municipaux. Ce système dura jusqu'à l'établissement, vers 1890, du canton de McKim et l'élection de son premier conseil, dont les responsabilités se limitent à fournir les travaux d'égouts, les services policiers et la protection contre les incendies. Mais déjà, le caractère de la région commençait à se faire sentir si on peut en croire la citation suivante:

"Local elections apparently reflected some of the basic conflicts within local society and were often tinged with racial and sectarian feelings."3

Pourtant il faut supposer que c'était une lutte à force égale car, des deux hommes à avoir servi comme président de ce conseil, nous retrouvons un anglophone, James McCormick, et un francophone, Stephen Fournier.

Stelter, G., Origins of a Company Town, publié dans Laurentian University Review, volume 3, no 3, février 1971, p. 20.

Sudbury grandit toujours. Le premier janvier 1893 (ayant alors atteint une population de 1400) reçoit, suite à une pétition présentée au gouvernement provincial, le statut de village. Le comité responsable de cette intervention à Toronto, baptisé les "Cent-Associés", comprend quelquesuns des marchands les plus importants de l'endroit; parmi ceux-ci, un groupe plus restreint d'environ vingt-cinq, deviendra le noyau du nouveau gouvernement municipal, composé dorénavant du maire et de six conseillers.

Au sein de ces précurseurs, notons la présence de plusieurs personnes francophones, tout spécialement de Stephen Fournier, le premier maire. Sa contribution aux premiers temps de Sudbury lui vaut une place d'honneur dans l'histoire locale.

Mais il est loin d'être le seul; par exemple, des vingtsix hommes à servir comme échevins entre 1893 et 1900 pas
moins que neuf étaient Canadiens français. Plus tard, quatre autres candidats francophones succédèrent à Fournier au
poste de maire durant la période 1900-1930. Enfin les
nom sondes politiciens français pour cette même durée de
temps - Régimbal, Lefebvre, Sabourin, Lauzon, Lafrance, Ducharme, Lanthier - révèlent une communauté pleinement engagée dans la vie politique.

L'année 1930 marque un autre développement important dans l'évolution politique de Sudbury. Le village devient alors une ville dont la population dépasse légèrement 20 000 habitants au Conseil municipal, pour un total de neuf, et on fixe les élections à un intervalle de deux ans. Ce système demeure stable pour environ quarante ans. En 1952, on tente brièvement l'expérience d'un genre de "cabinet" composé de quatre membres, élus par tous les citoyens de la ville et

qui, avec le maire, consituaient la branche exécutive du gouvernement municipal. À ce groupe s'ajoutaient ensuite douze échevins, deux pour chacun des six quartiers urbains. En 1960, suite à l'annexion des cantons de McKim, de Neelon et du village de Frood, qui portait la population de Sudbury de 48 000 à 77 445, on revient au système de conseil municipal traditionnel.

Durant tout ce temps, la présence et la participation active des Canadiens français aux affaires de la municipalité se maintient. Même si les citoyens francophones à occuper le poste de maire sont moins nombreux (nous ne rencontrons d'ailleurs, pour cette période, que W.J. Laforest en 1939-40 et Léo Landreville en 1955-56), il ne s'écoule pourtant pas une seule année depuis 1930 que nous ne retrouvions au moins un Canadien français siégeant au conseil. pouvons malheureusement, faute de temps et d'espace, les nommer tous, ni détailler leurs réalisations individuelles; plusieurs noms demeurent toujours familiers: Lapalme, Lamoureux, Thériault, Marcotte, Robillard, Noel-de-Tilly, Barbeau, Houle, et combien d'autres encore. Il va sans dire que les citoyens francophones sudburois ont toujours accepté leur part de responsabilités locales. Les annales de la ville retiennent les noms suivants des maires francophones.

1893 à 1896 - S. Fournier

1903 à 1904 - F.F. Lemieux

1920 à 1921 - J.A. Laberge

1939 à 1940 - W.J. Laforest

1955 à 1956 - L.A. Landreville

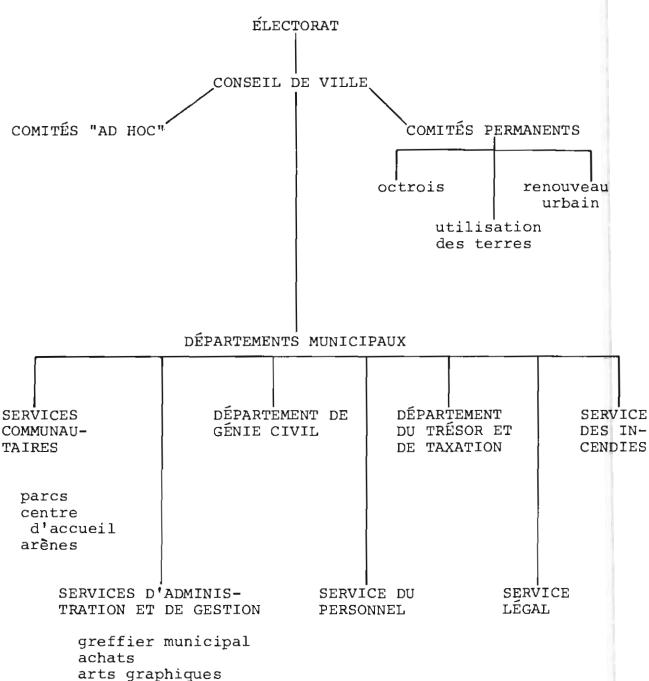
4. La scène régionale

Sudbury fait partie aujourd'hui, et cela depuis 1972, de la région municipale de Sudbury. Cette métropole, recouvrant quelques 2600 kilomètres carrés et comprenant une population globale d'environ 167 000 habitants, fut établie, suite à plusieurs études, dans le but de réorganiser la structure du gouvernement local en prévision de développements futurs. Le 29 juin 1972, la Loi 164 de la législature de l'Ontario, sous l'Honorable Darcy McKeough, ministre des Affaires intergouvernementales, reconnaît essentiellement l'existence d'un gouvernement à deux niveaux. Tout d'abord, chacune des sept municipalités locales reçoit le droit d'élire un conseil pour voir à ses besoins particuliers et ensuite un gouvernement commun de vingt-et-un membres, ayant comme mandat d'aborder les problèmes directement liés aux sept villes, est établi.

Les responsabilités des municipalités locales incluent la protection contre l'incendie, la construction et l'entretien des trottoirs, l'éclairage des rues, les chemins locaux, la réglementation du stationnement, les équipements et les installations des parcs et loisirs, les bibliothèques, l'enlèvement des ordures, l'administration des élections municipales et la perception des taxes.

Le Conseil de la ville de Sudbury compte dans le moment le maire et neuf échevins, élus par quartiers; leur mandat est de deux ans. Le Conseil se réunit deux fois par mois en tant que Conseil et deux fois par mois en tant que Comité plénier, alors qu'il discute de problèmes touchant au transport, à la propriété civile et aux questions de génie. Pour mettre en application les décisions prises au sein du Conseil, la ville est en plus dotée d'un cadre administratif imposant d'officiers et de fonctionnaires, la plupart étant directement responsable au Conseil.

Organigramme politique et administratif de la ville de Sudbury



arts graphiques services d'informatique

Mais c'est sur le plan de l'expérience régionale que le système gouvernemental de Sudbury est le plus unique; étant un des quelques endroits de la province à mettre à l'épreuve l'idée de "super" gouvernement, c'est en même temps une expérience parfois controversée.

Mentionnons tout d'abord que l'établissement d'une forme régionale de gouvernement pour le district de Sudbury avait en 1972 plusieurs buts très valables. Parmi ces derniers, faisons ressortir les suivants:

- "a) de fournir un meilleur véhicule pour la planification et le contrôle de l'usage des terrains et le développement dans toute la région,
- b) de fournir les services municipaux à un niveau meilleur et plus uniforme, particulièrement aux résidents des plus petites municipalités,
- c) d'encourager un usage plus efficace du personnel et de l'équipement et de minimiser les duplications administratives, et enfin,
- d) de donner une voix plus forte et plus unie aux municipalités formant la région dans les négotiations avec Queen's Park."⁴

Une fois le "pourquoi" défini, la Loi 164 s'occupe de délimiter les pouvoirs de ce nouveau gouvernement: la planification et sa fonction connexe de contrôle du développement, le contrôle de la circulation et des routes régionales, les approvisionnements d'eau et leur distribution, le système d'égout et les déchets, les débentures pour financer les travaux d'importance capitale, les services sociaux et de santé,

^{4.} Municipalité régionale de Sudbury, Rapport Régional, Volume 1, no 1, mars 1974, p. 3.

Les municipalités régionales de Sudbury

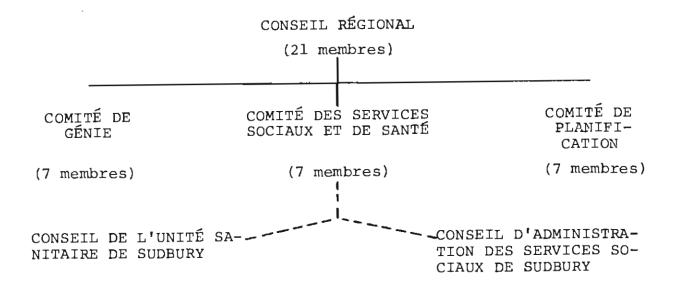
MUNICIPALITÉ	POP.	SUPER. milles carrés	RÉGIONS COMPRISES	STRUCTURE DU CONSEIL	MAIRE
Sudbury	97 119	116	Sudbury Copper Cliff	maire + 9 éche- vins élus par quartiers	James Gordon
Capréol	4051	76	Capréol	maire + 6 éche- vins élus par un vote général	Frank Mazzuca
Nickel Centre	12 942	164	Coniston Garson Wahnapitai Skead Falconbridge	maire + 5 éche- vins élus par quartiers	Garry Lacey
Onaping Falls	6568	95	Levack Onaping Dowling	maire + 5 éche- vins élus par quartiers	Jim Coady
Rayside- Balfour	15 834	137	Azilda Chelsmford	maire + 5 éche- vins élus par un vote géné- ral	Gilles Pelland
Valley East	20 510	217	Hanmer Val Caron Val Thérèse Blezard Valley	maire + 5 éche- vins élus par quartiers	Howard Armstrong
Walden	10 597	283	Lively Whitefish Naughton	Maire + 6 éche- vins élus par quartiers	Tom Davies

l'organisation des mesures d'urgence, la conservation, les permis de construction et de plomberie et enfin l'administration régionale.

Le Conseil régional de Sudbury, est composé de 21 membres, y inclus le président. Vingt de ces membres sont élus directement par les citoyens de la région tandis que le président est élu par le Conseil lors de la première réunion suivant les élections biennales. Les 20 membres élus au Conseil régional représentent les municipalités de la région, selon une formule prorata établie par la Loi de la municipalité régionale de Sudbury. La répartition actuelle des vingt conseillers est la suivante:

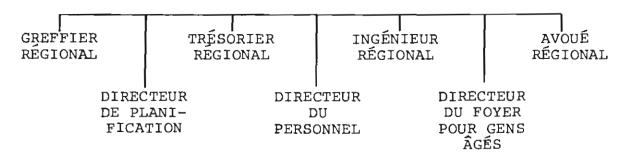
Capréol - Maire
Onaping Falls - Maire
Nickel Centre - Maire, l conseiller
Rayside-Balfour - Maire, l conseiller
Valley East - Maire, l conseiller
Walden - Maire, l conseiller
Sudbury - Maire, 9 conseillers

Le Conseil régional est secondé par trois comités fixes, chacun étant composé de six conseillers ainsi que du Président régional. La structure du gouvernement régional est danc la suivante:



La structure administrative de la région comprend sept départements (ou services), chacun dirigé par un chef de service. En plus, nous retrouvons un administrateur en chef dont la tâche consiste à superviser et à coordonner le travail des départements. Il est aussi responsable de l'application des décisions et politiques du Conseil, de la préparation des budgets des opérations courantes, et l'organisation du secrétariat administratif régional.

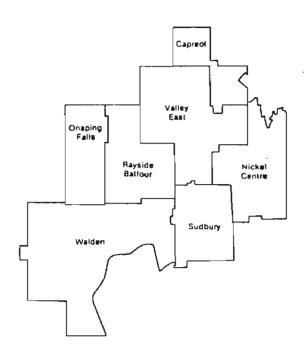
ADMINISTRATEUR EN CHEF



Voilà déjà huit ans que ce système est en cours. Plusieurs croient sincèrement que les buts initiaux ont été réalisés; d'autres y voient des lacunes sérieuses. On se plaint du trop grand contrôle qu'exercent les représentants de Sudbury au sein du Conseil, de la hausse exhorbitante des taxes foncières dans les villes de banlieue, tout en y constatant, dit-on, une baisse dans la qualité et la quantité des services.

Déjà, depuis quelques années, des pressions politiques, de même que des mouvements populaires, tentent de faire abolir le système de gouvernement régional. Il reste à voir ce qu'en sera le résultat.

Carte de la municipalité régionale de Sudbury



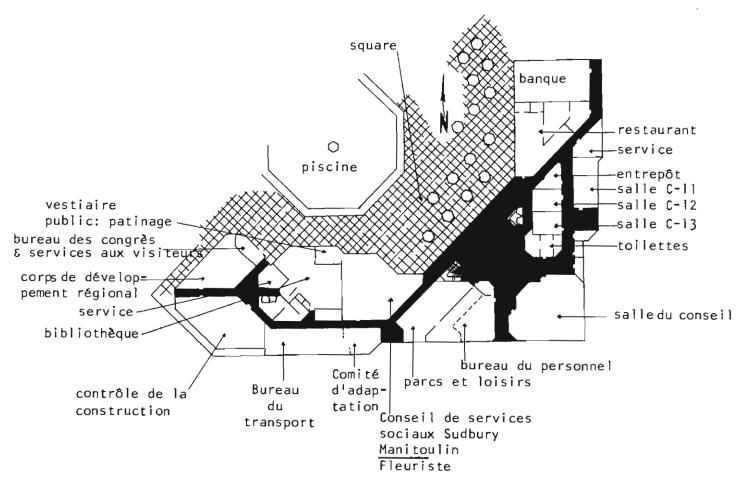
Armoiries de la région de Sudbury (incorporant la carte)



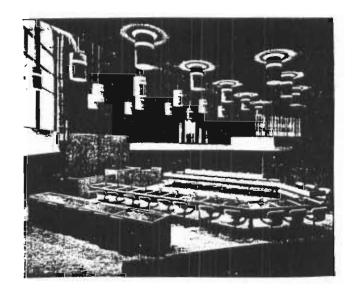
Le siège du gouvernement régional



Le Centre Civique



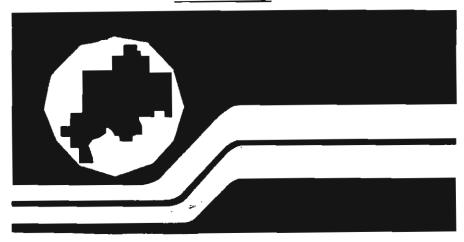
Plan du rez-de-chaussée



La salle du Conseil

Drapeau de la municipalité régionale

de Sudbury



Au début de 1978, on fait appel à tous les résidents de la Régionale afin de recueillir des suggestions pour un drapeau qui conviendrait à Sudbury. Plus de deux cents soumissions sont reçues, depuis celles imaginées par des enfants de la maternelle jusqu'à celles de dessinateurs professionnels.

Le comité consultatif des arts au Centre Civique fait une première sélection de cinq esquisses; on tire alors des reproductions et chaque résident a la chance d'exprimer sa préférence sur un bulletin de vote. Le choix du comité et le vote populaire s'arrête enfin sur le dessin de Gerry Gaydos, un étudiant en art graphique de Onaping Falls.

Le dessin de M. Gaydos représente la carte de la municipalité régionale de Sudbury à l'intérieur de la forme de d'une pièce de cinq sous, symbole de la production minière de Sudbury. En arrière plan, deux lignes pleines représentent un "S" stylisé. Les couleurs sont un orangé brillant et un bleu clair. L'orangé est en fait la couleur que la Régionale utilise le plus souvent depuis sa fondation.

Le nouveau drapeau de la Régionale flotte maintenant au Centre Civique à côté du drapeau canadien et du drapeau ontarien. On espère qu'il flottera au-dessus de plusieurs sites à travers la région et qu'il deviendra un symbole important et reconnu de notre région.

Le 22 octobre 1974, en vertu de l'arrêté municipal 74-178 la ville de Sudbury devient officiellement bilingue: une des rares villes en Ontario, voire même au Canada, à reconnaître, par statut, ce principe fondamental sur lequel est bâtie la nation.

Pour les Canadiens français de Sudbury, ce geste signifie davantage; il concrétise et reconnaît enfin leur contribution à l'histoire de leur ville. Non seulement en ont-ils écrit les premières pages, mais ils travaillent toujours aussi fort et aussi consciencieusement à son développement à tous les points de vue. Ce statut constitue un témoignage éloquent de reconnaissance des édiles de la ville vis-à-vis un groupe très méritant de leurs concitoyens.

IV

VIE ÉCONOMIQUE

- 1. Les fourrures
- 2. L'agriculture
- 3. Le bois
- 4. Les mines
- 5. Le commerce et la finance
- 6. Transport et énergie

IV LA VIE ÉCONOMIQUE

L'économie de Sudbury est toujours basée essentiellement sur l'industrie primaire, la traite des fourrures, l'industrie forestière (sa première industrie importante) et l'industrie minière. C'est grâce à ses mines que Sudbury jouit d'une réputation mondiale.

Au fur et à mesure que l'industrie forestière et l'industrie minière se développent, les établissements commerciaux et financiers s'installent dans la région pour desservir la population toujours grandissante.

Aujourd'hui la ville de Sudbury est reconnue comme étant la capitale mondiale du nickel. Comment ce grand centre minier se développe-t-il? Que lui réserve l'avenir. Quelle place les Canadiens français occupe-t-il dans cette histoire économique?.

1. Les fourrures

La grande forêt mixte et les nombreux lacs fournissent aux premiers habitants de la région un excellent terrain de chasse et de pêche.

La première industrie de la région, l'industrie de la fourrure, commence avec les coureurs des bois; ce n'est qu'en 1822 que la région environnante de Sudbury voit les premiers Blancs s'établirent de façon permanente. La compagnie de la Baie d'Hudson ouvre un poste de traite à l'embouchure du

1

ruisseau Post sur le lac Wahnapitae. Fermé en 1823, il rouvre de 1879 à 1891. En 1824, cette même compagnie établit
un second poste, celui-là sur la rive ouest du lac Whitefish.
On le ferme en 1887 pour en ouvrir un à McNaughtonville (aujourd'hui Naughton) qui se trouvent près de l'embranchement
du Pacifique Canadien reliant Sudbury à Sault Ste-Marie. Ce
centre ferme en 1896 à cause d'une trop grande compétition
créée par les scieries et les mines de Sudbury.

2. L'agriculture

La venue du chemin de fer permet à la région de se développer assez rapidement. La construction de la voie ferrée transcontinentale crée des emplois et attire les bas salariés canadiens-français des industries de l'est, des cultivateurs de la rivière des Outaouais ou d'autres parties du Québec ainsi que les nouveaux émigrants. On cherche un endroit où s'établir et le nord de l'Ontario offre une grande chance de développement et de prospérité.

Au fur et à mesure que la voie ferrée avance, les gens s'arrêtent pour défricher les terres où le sol semble propice à l'agriculture. En un demi-siècle, la région du Nipissing et de Sudbury devient une région agricole prospère. On y retrouve maintenant deux grandes zones agricoles: la plaine du Nipissing et la vallée du Bassin de Sudbury en grande partie cultivées par les fermiers francophones.

La région immédiate de la ville de Sudbury est pauvre en agriculture. Les collines sont dénudées et les petites vallées n'offrent que très peu de terre arable. Sur les quelques bonnes terres, on cultive surtout du foin et on se sert des collines comme pâturage naturel pour les vaches laitières.

En plus de l'aridité du sol, la région est affligée d'un grave problème de pollution. Le soufre produit par les usines de nickel et de cuivre se mêle à l'eau dans l'air et dans le sol et devient un acide, l'acide sulfurique. Cet acide brûle les plantes, dissout les minéraux et rend le sol acide et incultivable.

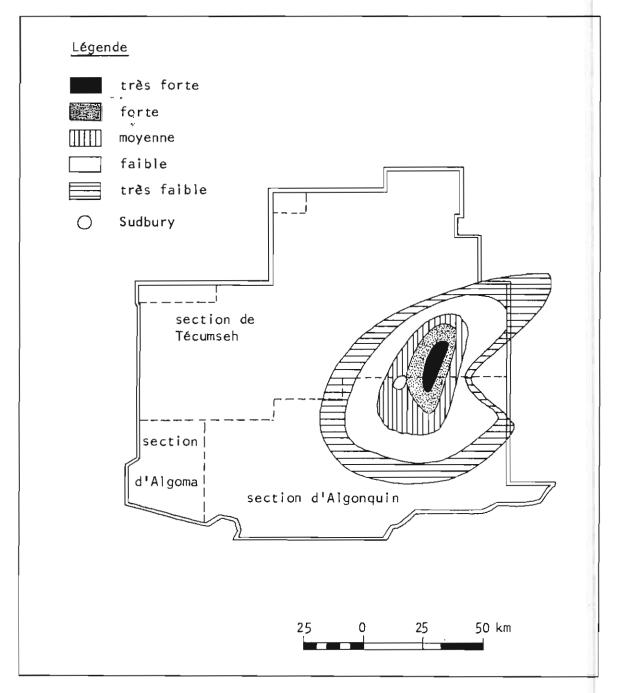
Environ 70 km² de la région sont sévèrement dénudés et environ deux cent quarante-quatre km² sont recouverts d'une mince couche végétale qui comprend: herbe, broussaille et petits arbres (voir la carte en page 72).

Il faut noter ici que la pollution n'est pas la première responsable du manque de végétation. Les grands feux de forêts causés par des étincelles venant des wagons de train, les causes naturelles comme la foudre, les prospecteurs imprudents, ainsi que le manque de planification dans l'exploitation forestière détruisent la forêt. La pollution ne fait que ralentir ou empêcher le reboisement.

3. Le bois

Avant les feux et la pollution, la forêt de Sudbury s'avère très riche, comptant au moins vingt espèces d'arbres dont douze très importantes. Le pin blanc, le plus beau et le plus recherché, sert à la fabrication de boiseries, de portes, de fenêtres, de structures de bateaux et de moules

Niveau de concentration de SO₂ et divisions écologiques



<u>Source</u>: A History of Sudbury Forest District, (no 21, District History Series), Department of Lands and Forests, 1967, p. 6.

pour l'acier. C'est l'essence conifère qui attire tant les compagnies de bois dans la région.

Vers les années 1850, l'industrie forestière est la plus importante de la région. Elle gardera son prestige jusque vers 1914 où elle cède la place à l'industrie minière.

Les scieries du Michigan, avant 1883, reçoivent leur bois par voie d'eau. On coupe le bois au nord des Grands Lacs et on le fait flotter par les rivières jusqu'à la baie Georgienne et le lac Huron. De là, on le transporte encore par flottage jusqu'aux scieries.

La voie ferrée rend accessible la forêt des environs de la ville de Sudbury. Le pin blanc et le pin rouge servent de bois de construction au Pacifique Canadien.

La reconstruction de la ville de Chicago après le feu de 1871, le feu de forêt de Peshtigo et la rapide urbanisation américaine créent une grande demande pour le bois de la région.

Vers 1900 le sapin beaumier et le pin gris prennent de l'importance. Ils servent à la fabrication de la pâte et au bois de construction des mines.

Le lac Ramsey et les autres lacs de la région offrent un très grand avantage à l'industrie forestière. Ces lacs sont navigables et rendent accessibles des centaines de kilomètres de plages boisées. C'est ainsi qu'on retrouve en 1883, la compagnie Leach et Brown sur les rives du lac Minnow et la scierie de la famille Potter sur le lac Ramsey. De nombreuses compagnies de bois s'établissent aussi autour du lac Wahnapitae.

Au sommet de sa production (1913-1914) l'industrie forestière emploie onze mille hommes dans ses scieries et camps d'abattage. Depuis 1900, deux cent trente-cinq compagnies détiennent des permis d'exploitation et au moins vingt-cinq permis sont utilisés chaque année.

Tableau 1¹

PRODUCTION

1900-1930 = environ 30,6 millions de mètres/an 1913-1914 = environ 84,2 millions de mètres/an depuis 1933 = moins de 12,2 millions de mètres/an 1932-1933 = moins de 1,2 millions de mètres/an

L'industrie du bois a épuisé ses ressources. Il ne reste plus de gros arbres. En même temps, ce déclin cause la perte de l'industrie de la fourrure en enlevant la couverture forestière. Elle a alimenté le marché américain et n'a joué qu'un rôle de transition entre l'industrie de la fourrure et l'industrie minière.

^{1.} A History of Sudbury Forest District (no 21 District History Series), Department of Lands and Forests, 1967, p.6.

4. Les mines

a) Ses débuts

Aujourd'hui nous le savons, la ville de Sudbury est reconnue comme la capitale du nickel. Ce n'est qu'à partir de la Seconde Guerre mondiale que le nickel devient réellement en demande. En 1904, la consommation annuelle du nickel du monde entier n'est que de 907 tonnes métriques.

La ville de Sudbury a été d'abord reconnue pour ses gisements de cuivre. Le cuivre accompagnait le nickel; on les séparait et on laissait le nickel de côté.

L'existence de gisements de cuivre dans la région de Sudbury est connue depuis longtemps. Dès 1770, on retrouve des traces d'exploitation. À cause de l'éloignement de tout centre de "civilisation", de la grande distance du marché et de l'absence de tout moyen de transport, il est très difficile de trouver des mineurs et impossible de faire des profits.

En 1846 "The Montreal Mining Company" exploite la mine Bruce et "The Upper Canada Mining Company" ouvre la mine Wallace. Mais les dépenses, plus élevées que les profits, amène la fermeture de ces deux centres miniers.

Le passage du chemin de fer en 1883 dévoile des gisements de cuivre très importants. Une réaction en chaîne se produit. Graduellement, tous sont au courant des découvertes à Sudbury. De 1884 à 1900, les prospecteurs et les bûcherons, devenus prospecteurs, fouillent le Bassin du Sudbury. En 1885, la mine Stobie ouvre ses portes pour vendre

l'année suivante à la "Canadian Copper Company". Cette dernière achètera plus tard deux mines découvertes en 1886 par Henri Ranger (Victoria et Vermillion) dans le canton de Denison.

b) Deux grandes compagnies minières

Vu les gisements très riches de la région, plusieurs compagnies minières s'installent à Sudbury. Cependant, la plupart doivent vendre ou fermer leurs portes; deux seulement réussisent à survivre: Inco et Falconbridge. Ces compagnies possèdent tous les atouts nécessaires à la réussite: de grandes quantités de minerai, un gros capital, une main d'oeuvre technique hautement qualifiée, des connaissances appronfondies de l'industrie, un accès aux procédés métallurgiques avancés et un marché établi pour le produit final.

i) Inco

En 1920 l'"International Nickel Co." est fondée par la fusion des compagnies suivantes: "Canadian Copper Co.", la "Vermillion Mining Co.", l'"Orford Copper Co.", l'"Anglo-American Iron Co.", l'"American Nickel Works", la "Nickel Corporation Ltd." et la Société Minière Calédienne.

Ce n'est qu'en 1916 qu'elle reçoit son nom définitif d'"International Nickel Company of Canada Limited", mieux connu sous le nom Inco.

En 1929 elle achète le "Mond Nickel Co.", compagnie anglaise incorporée en 1900, qui exploite les mines de Garson, Worthington, Levack, Victoria, Kirkwood et Frood.² En 1975, Inco exploite dix mines, quatre concentrateurs, une fonderie, une fonderie où le minerai de nickel est prêt à être raffiné, une raffinerie de cuivre, une usine de fer, une usine de laminage de cuivre et de nickel. Inco se trouve maintenant au premier rang des producteurs de nickel au monde.

ii) Falconbridge

Falconbridge a été découverte par R.-S. Donally en 1887, sur les terres de la "Emery Lumber Co.". Ce n'est qu'en 1891 qu'il obtient une concession de terrain car la compagnie de bois ne voulait en aucun cas avoir de l'exploitation minière sur ses terres.

Alva Edison ayant inventé un magnétomètre, appareil servant à révéler la présence de minerai enfoui sous la terre, cherche du nickel à Sudbury au début des années 1900 pour la fabrication d'accumulateurs électriques. À Falconbridge, son appareil enregistre des oscillations qui indiquent la présence de minerai. Malheureusement la roche est recouverte d'une épaisse couche de moraine et de dépôts fluviaux. Edison ne réussit donc pas à rejoindre le minerai.

En 1916, "Bill" Smith et la compagnie "E.-J. Longyear" de Minneapolis relèvent un échantillon de grande richesse à l'endroit où Edison s'était trouvé. La compagnie vend sa découverte à F.-W. Bennet de Minneapolis. Ce n'est qu'en

^{2.} Thomas Frood du ministère des terres de la Couronne et James Cockburn découvrent une veine qui passe du lot six au lot sept dans le nord du canton de Mc Kim. Ne voulant pas s'associer ils finissent par s'entendre. Cockburn obtient le lot six et Frood le lot sept. Par chance pour Frood, le lot sept contient un des dépôts les plus considérables de la région: la mine Frood.

1928, après les efforts de Thoyer Lindsey, un Canadien, que la "Falconbridge Nickel Co. Limited" s'organise véritablement.

Falconbridge exploite en 1975 cinq mines, trois concentrateurs et une fonderie. Elle est la deuxième plus grande productrice de nickel au monde.

c) Autres contributions à l'industrie minière

i) "Canadian Copper Company"

Samuel Ritchie de l'Ohio achète les mines Copper Cliff, Stobie, Lady Macdonald, Mc Arthur, Creighton, Evans et Frood en 1886 et organise la "Canadian Copper Company", incorporée cette même année. Premier président de la compagnie, Ritchie en achetant ces mines pense en extraire du cuivre. À son grand désappointement, il découvre que le minerai est très pauvre en cuivre. Il s'aperçoit qu'il possède un grand gisement de nickel. Qu'en faire?

D'après des expériences en 1886, Ritchie trouve que l'acier au nickel est le plus résistant des aciers et qu'il peut être d'une très grande utilité dans la fabrication du matériel de guerre. Il le propose aux Allemands mais ceuxci ne croient pas le Canada capable de leur fournir le nickel en assez grande quantité. Alors, Ritchie fait part de son idée au secrétaire de la marine américaine. Plusieurs expériences démontrent la résistance supérieur de cet acier. Les Etats-Unis en achètent pour la fabrication de blindage de leurs navires.

A peu près à la même époque, le colonel Thompson, actionnaire de la "Orford Copper Co." au New Jersey, où Ritchie faisait traiter son minerai, trouve un procédé sûr et économique de séparer le nickel des autres minéraux.

Les grands gisements de Sudbury trouvent ainsi un marché assuré.

ii) La mine Murray

En 1884 cette mine est fondée par deux frères: Thomas et William Murray de Pembroke, Henry Abbot de Brockville et John Laughrin de Mattawa. L'exploitation réelle ne commence qu'en 1889, année où on vend la mine à la Cie H.-H. Vivian de Swansea, du Pays de Galles.

iii) La mine Copper Cliff

Frood découvre la mine de Copper Cliff en 1885; les travaux sérieux ne commencent qu'en 1886. Le minerai de Copper Cliff contient de dix à vingt pour cent de cuivre d'où lui vient son nom.

d) Les conditions de travail

A ses débuts, l'industrie minière offre de pauvres conditions d'exploitation. Le travail se fait à la main ou par des engins à vapeur. Les wagons de minerai sont tirés par des chevaux et les mineurs travaillent à la chandelle sous la terre. La plupart des précautions prises aujourd'hui pour la santé et la sécurité n'existent pas. Par exemple, la première étape du raffinage du minerai se fait à la surface, en plein air. Ceci produit de telles quantités de soufre dans l'air que souvent on ne peut pas voir de l'autre côté de la rue et parfois on doit rester chez-soi.

Le minerai est cassé et trié par des garçons et puis transporté à un terrain où il est chauffé sur un lit de bois de plusieurs mètres et finalement le soufre dans le minerai prenait feu. Le tas brûlait pendant plusieurs mois. Le minerai rôti est transporté aux fournaises où on le fait fondre et refroidir sous forme de "mattes" (formes rectangulaires) de cuivre et nickel. Ces morceaux de minerai sont ensuite transportés aux Etats-Unis ou en Angleterre pour être raffinés.

Au fur et à mesure que l'industrie minière se développe, les conditions s'améliorent. Des locomotives sont achetées pour tirer les wagons de minerai. En 1902 Sudbury a ses premiers téléphones et la compagnie "Wahnapitae Power Company" s'installe. En 1903, on introduit l'électricité dans les mines et les fonderies de Copper Cliff.

En 1929, le gouvernement oblige Inco à abandonner les grillages en plein air. Pour jeter les gaz sulfureux dans l'atmosphère afin de diminuer les dommages causés aux cultures, à la végétation et aux bâtiments, Inco construit une cheminée de 156 m de hauteur. C'est un échec! Une autre cheminée de 170 m est immédiatement construite. À l'été 1972 on en construit une de 382,5 m (Superstack), un record mondial. Elle permet de répandre les gaz sur une surface beaucoup plus grande et du fait réduit la concentration des gaz suflureux. Est-ce mieux?

e) Deux grands "booms" économiques et la dépression

À cause des efforts de Samuel Ritchie qui incite les Américains à se servir d'acier au nickel, de beaucoup supérieur à tout autre acier employé jusqu'à date, Sudbury voit sa production de nickel passer au premier rang mondial (voir tableaux 2, 3 et 4). Cet acier est employé par les Américains à la fabrication du matériel de guerre. Sudbury connaît deux grands "booms" de production: la première et la deuxième guerres mondiales.

Entre ces deux grandes vagues de prospérité, Sudbury, comme le reste du Canada souffre de la dépression. Elle arrive un peu plus tard à Sudbury, le roulement minier continuant pour quelque temps. Le taux de chômage devient très élevé; les magasins et autres services font du crédit mais ils ne peuvent supporter ce fardeau longtemps. Pour survivre plusieurs se livrent à la chasse, à la pêche et à la cueillette des baies (bleuets surtout) l'été. Des temps difficiles dont on se sent dix ans plus tard!

f) La compétition internationale

Sudbury est soumise aujourd'hui à une compétition accrue des pays étrangers; par exemple, l'U.R.S.S. vend maintenant aux "pays libres". De nouvelles découvertes ont été faites en Australie, République Dominicaine, Guatémala, Philipines et Indonésie.

Le minerai de Sudbury se trouve sous forme de sulfure qui donne du nickel de première classe. Les autres sources de nickel dans le monde sont habituellement des oxides de nickel qui donnent un nickel de deuxième ordre.

Malgré tout, les autres sources de nickel offrent de très grands avantages pour les compagnies de nickel. On a maintenant des fournaises qui emploient ce nickel pour faire de l'acier. On les retrouve dans les zones tropicales ou

Tableau 2

PRODUCTION MONDIALE DE NICKEL

(000 de tonnes courtes)

			Canada e		Sudbury	en % du
Année	Monde	Monde libre	Monde	Monde libre	Monde	Monde libre
1951	201	164	69	84	69	84
1956	293	223	61	80	57	75
1961	412	313	57	74	48	63
1962	405	291	57	80	41	57
1963	395	291	55	75	38	51
1964	435	322	53	71	37	50
1965	483	358	54	72	40	53
1966	462	332	48	67	35	48
1967	524	377	48	66	36	50
1968	596	439	44	60	34	46
1969	560	400	38	53	26	37
1970	718	551	43	56	31	41
1971	762	590	39	50	28	37
1972	677	494	38	52	28	38
1973	738	548	37	50	27	36
1974	769	576	39	52	31	41

Source: Peat, Marwick and Partners, Sudbury Region Economic
Base Study, IBI Groupe, Toronto, 1975, p. Exibit
III-2.

Tableau 3

CONSOMMATION DE NICKEL PAR

PAYS OU GROUPES DE PAYS

		% de ommation iale	en % de la consommation du monde libre			
	1963	1973	1963	1973		
Europe de l'ouest	26	28	38	36		
Royaume Uni	(8)	(5)	(12)	(6)		
Allemagņe	(6)	(8)	(9)	(11)		
Japon	7	17	10	22		
Etats-Unis	34	27	48	36		
Canada	2	2	2	3		
Monde libre	70 78		100	100		
Autres nations	30	22	-	_		
Monde	100	100	_	_		

Source: Ibid, Exibit III-3

Tableau 4

EMPLOI DU NICKEL DANS LE MONDE LIBRE

	1962	1972
acier inoxydable	30%	41%
alliage à haute teneur de nickel	16	13
placage au nickel	16	16
alliage pour l'acier de construction	13	11
moulages de fer et d'acier	12	9
autre	13	10
TOTAL	100%	 100%

Source: Ibid, Exibit III-l

sous-tropicales où les salaires sont très bas. Les dépôts se trouvent près de la surface et on peut les extraire par des mines à ciel ouvert. Ce minerai qui ne contient pas de soufre ne produit pas de pollution, mais ces mines à ciel ouvert ravagent le paysage.

Par rapport à ces pays, Sudbury se trouve dans une position désavantageuse. Ici, les salaires sont très élevés, les mines sont profondes et il y a un manque de mineurs d'expérience. De plus les consommateurs de nickel préfèrent acheter leur nickel à plus d'un endroit à la fois. Enfin, les énormes réserves de nickel enfouies sous les mers et océans,

constituent une autre grande menace pour l'avenir de l'industrie minière sudburoise.

Malgré tout, Sudbury continue de fournir un nickel de très haute qualité et ses réserves sont loin d'être épuisées. Les experts sont d'accord pour affirmer que la production des mines de Sudbury augmentera légèrement dans les prochaines années. À longue échéance, les déchets peuvent devenir une importante source de nickel.

5. Le commerce et la finance

a) La situation actuelle

Il y a présentement, dans la région immédiate de Sudbury, trois grands centres commerciaux. Le plus ancien, maintenant rénové, est situé au centre ville, axé principalement autour du centre d'achat "City Centre" au coin des rues Elm et Notre-Dame. Les autres sont le centre d'achat du "Nouveau Sudbury" au coin du chemin Barrydowne et du boulevard Lasalle, et le centre d'achat "Plaza 69" à l'angle des rues Régent et Paris.

La ville de Sudbury est aussi bien desservie par les établissements financiers. On compte présentement sept différentes banques qui opèrent cinquante succursales. Ajoutons vingt-neuf caisses populaires et "Credit Unions" ainsi que trente-huit autres établissements (incluant les succursales).

En 1978, la région de Sudbury possédait douze caisses populaires, comptaient vingt trois mille six cents membres et

cinq mille quatre cents emprunteurs. Leur actif était de près de soixante millions de dollars.

Les premières caisses populaires ont été fondées au Québec, mais vers 1910 M. Desjardins opérait des caisses dans la région de Sudbury. Ces caisses n'ayant pas de statut légal étaient plutôt des clubs privés. Les premiers administrateurs étant des gens à l'aise n'avaient pas grand intérêt à les faire bien fonctionner. Elles sont disparues assez rapidement. Celle de Chelmsford demeura en veilleuse jusque vers les années 30. Pour remettre le mouvement en marche, on a ressuscité la vieille chartre après la deuxième guerre mondiale. Ce fut la première des caisses populaires actuelles, la Caisse populaire Ste-Anne qui date de 1945, la plus vieille caisse de la ville de Sudbury.

Les caisses populaires comme les "Credit Unions" sont des établissements financiers différents des banques. Ce sont des coopératives, c'est-à-dire, qu'elles sont formées par un groupe de personnes qui rassemblent leurs économies et créent un système qui leur donne accès au crédit.

Ce genre d'établissement répond à un besoin réel des travailleurs. Jusque vers les années soixante les banques prêtent presqu'exclusivement aux commerçants. Le petit travailleur se voit exclu. Les caisses, elles, se donnent comme premier but d'offrir un plus grand accès au crédit à la classe ouvrière. Deuxièmement, les caisses populaires permettent aux citoyens francophones de prendre en main leur économie, les banques étant toutes contrôlées et opérées par le milieu d'affaires anglophone.

Aujourd'hui les caisses populaires se gardent encore comme buts principaux de servir la classe ouvrière et de la servir en français. Elles se trouvent maintenant au sixième rang au Canada avec les "Credit Unions".

b) <u>La part des Canadiens français dans l'histoire économique</u> de Sudbury

Les Canadiens français n'ont jamais été la tête dirigeante de l'économie sudburoise. Ils étaient avant tout des agriculteurs et des bûcherons qui sont devenus mineurs par la suite. Cependant, quelques grands noms ressortent: Laberge dans l'industrie forestière et Ranger dans l'industrie minière.

Très peu de recherches ont été faites sur la condition socio-économique des Canadiens français en Ontario. Ce que nous pouvons découvrir, c'est qu'en général le revenu moyen des Franco-Ontariens est de sept pour cent inférieur au revenu moyen des ménages ontariens. Aussi, il y a un plus grand nombre de Franco-Ontariens qui vivent sous le seuil de la pauvreté que la moyenne provinciale.

On croit que le manque d'instruction des Franco-Ontariens est un des facteurs très importants de leur situation socio-économique (voir le tableau 5). De 1961 à 1972, la scolarité des Franco-Ontariens s'améliore; on a bon espoir qu'elle continuera à s'améliorer grâce à l'accès aux écoles secondaires françaises. Ainsi, le niveau socio-économique des Canadiens français pourra s'élever.

Tableau 5

REVENU DES CHEFS DE MÉNAGE

PAR DEGRÉ D'INSTRUCTION

	moyenne	% de la moyenne générale
moins de la 5e année	6435\$	76,6%
5e à 10e	8177\$	92,2%
lle à 13e	9269\$	104,5%
quelques années d'université	10 232\$	115,4%
obtenu un diplôme universitaire	12 442\$	140,3%
études graduées	13 511\$	152,0%

Source: Allaire, Yvan, Jean-Marie Toulouse, Situation socio-<u>économique et satisfaction des ménages franco-</u> <u>ontariens</u>, Association canadienne française de l'Ontario, Ottawa, 1973, p. 31. On a raison de croire que Sudbury sort un peu de l'ordinaire. De toutes les régions franco-ontariennes étudiées par Allaire et Toulouse (Sudbury, Ottawa et Cornwall)², Sudbury est la région où les Franco-Ontariens ont le moins de scolarité (voir tableau 6). Mais en même temps, ce sont aussi ceux qui ont la plus haute moyenne salariale (voir tableau 7). Qu'est-ce qui explique cette contradiction? Peut-être les salaires très élevés de la région gagnés dans les mines (voir tableau 8). Il serait intéressant de voir si la moyenne salariale des Canadiens français de Sudbury est la même que pour l'ensemble de la population sudburoise!

c) Prospective

En analysant le tableau 9, on se rend compte que Sudbury vit de ses mines. Comparativement au reste de l'Ontario et même du Canada, on y trouve très peu d'industries secondaires, et la moitié de ces industries sont le résultat direct des mines: fonderies et raffineries (voir tableau 11).

Un jour viendra où Sudbury devra posséder d'autres sources d'emplois. La ville essaie présentement d'encourager d'autres industries, à venir s'établir dans la région. À cause de sa réputation comme étant au coeur d'un terrain isolé, dénudé et hostile où règne la pollution, Sudbury a beaucoup de difficultés à les attirer et ainsi, diversifier son économie. Cette fausse image de Sudbury lui fait beaucoup de tort. Le taux de la pollution à Sudbury est inférieur à celui de bien des villes de l'Ontario.

^{3.} Allaire, Yvan, Jean-Marie Toulouse, <u>Situation socio-</u> <u>économique et satisfaction des ménages franco-ontariens</u>, Association canadienne-française de l'Ontario, Ottawa, 1973.

Tableau 6

RÉPARTITION DES CHEFS DE MÉNAGE SELON LE DEGRÉ D'INSTRUCTION ET LA RÉGION GÉOGRAPHIQUE

	Nord	Sud	Est
	g	8	8
moins de la 5e année	9,1	2,0	5,4
5e à la 10e	53,4	56,6	45,3
lle à 13e	24,4	25,5	25,6
quelques années ·d'université	5,0	7,6	8,5
obtenu un diplôme universitaire	7,8	8,1	15,0

Source: Ibid, p. 58

Tableau 7

RÉPARTITION DES CHEFS DE MÉNAGE SELON LE REVENU INDIVIDUEL ET LA RÉGION GÉOGRAPHIQUE

Revenu	Nord	Sud	Est
\$	8	ક	ક્ષ
moins de 2000	4,4	5,3	8,6
2000 à 3999	5,9	5,8	9,3
4000 à 5999	5,4	17,1	18,2
6000 à 7999	17,0	21,9	21,6
8000 à 9999	25,7	18,7	18,2
10 000 à 11 999	19,0	12,8	9,7
12 000 à 13 999	9,4	5,3	5,4
14 000 et plus	12,9	12,8	8,6

Source: Ibid, p. 61

Tableau 8

RÉPARTITION DES CHEFS DE MÉNAGE SELON
L'OCCUPATION ET LA RÉGION GÉOGRAPHIQUE

	Nord	Sud	Est
	8	8	ક્ષ
employé de bureau	6,0	7,8	12,9
vendeur	5,0	6,8	3,7
travailleur de services	6,0	8,9	6,4
ouvrier de métier	19,6	26,8	18,4
ménagère	3,6	4,2	5,5
manoeuvre	8,1	6,8	10,0
mineur et bûcheron	23,5	1,5	0,4
agriculteur	1,4	5,7	4,2
homme d'affaires	4,3	6,8	4,9
administrateur	6,4	6,3	7,3
professionnel	10,5	10,5	14,0
retraité	4,8	7,4	9,1
autres (étudiants et chômeurs)	0,4	-	2,7

Source: Ibid, p. 60

Les responsables s'efforcent d'améliorer l'image de Sudbury; on rénove le centre ville, on tente de reboiser les zones dénudées et les compagnies minières encouragent leurs fournisseurs à venir s'installer dans la région. La population demeure un grand atout à l'implantation d'industries car c'est une grande réserve de main-d'oeuvre. Malgré ces efforts positifs, les investisseurs demeurent toujours réticents à l'idée de venir s'installer dans la région.

Tableau 9

EMPLOIS PAR GROUPES D'INDUSTRIES

	Ontario		Ontario Manitoba		Essex ¹ (Windsor)		Sault Ste- Marie		North Bay		Sudbury	
ĺ	1961	1971	1961	1971	1961	1971	1961	1961 1971		1961 1971		1971
				po	ur cer	it						
agriculture	7,1	3,9	17,3	11,4	8,5	4,4	0,2	0,3	0,1	0,3	0,3	0,3
bois	0,7	0,3	0,4	0,2	- i	-	0,8	0,7	0,6	0,3	0,3	0,1
pêche et chasse aux pièges	_	-	0,4	0,1	0,2	0,1		-		_	- i	_
sous-total	7,8	4,2	18,1	11,7	8,7	4,5	1,0	1,0	0,7	0,6	0,6	0,4
mines	1,8	1,2	1,6	1,8	0,4	0,3	0,3	0,6	0,5	1,2	32,1	23,7
manufacture	26,9	24,4	13,6	13,4	33,0	31,3	38,7	34,5	· ·	9,3	12,9	12,9
construction	6,4	6,1	6,1	5,3	5,5	5,0	7,3	5,7	6,9	5,8	5,9	8,0
transport	8,2	6,6	11,6	9,4	7,3	5,6	8,2	6,5	21,4	13,4	6,4	5,6
échange	15,5	14,8	16,7	15,6	15,2	15,1	15,3	14,1	17,6	15,7	14,4	12,8
finance	4,1	4,6	3,6	3,8	3,4	3,6	2,6	2,4	3,4	2,9	2,6	2,7
services communautaires	19,5	1 123,5	18,7	23,4	20,4	23,6	19,3	122,9	24,6	26,7	18,3	20,2
administration publique	7,5	7,4	7,7	7,9	4,0	3,7	4,7	6,1	11,4	14,5	4,4	4,3
sous-total	63,5	70,2	66,7	73,1	57,9	63,9		1 163,9		88,9	54,4	63,0

Source: Peat, Marwick and Partners, Sudbury Region Economic Base Study, IBI Groupe, Toronto, 1975, Exibit II-13.

^{1.} Windsor représente 90% des données du compté d'Essex

Tableau 10
EMPLOI

	Sı	Sudbury ¹ Onta		tari	ario		Cai			
	Nom	bre	8	Nom	bre	g ₅	1	Nomb	re	8
industrie primaire	14	345	24,1	180	350	5,4		720	035	8,3
manufacture	7	635	12,9	819	335	24,5	1	707	300	19,8
construction	4	760	8,0	205	785	6,1		538	225	6,2
transport, communi- cation et autres services	3	331	5,6	222	010	6,6		671	060	7,8
échange	7	614	12,8	497	560	14,8	1	269	290	14,7
finances, assuran- ce et vente immo- bilière	1	606	2,7	155	505	4,6		358	060	4,2
services personnels, commerciaux et com- munautaires		015	20,2	787	260	23,5	2	041	385	23,7
administration pu- blique et défense	2	560	4,3	247	455	7,4		639	585	7,4
autres industries	5	591	9,4	129	100	7,1		681	940	7,9

Source: Canadian Bond Rating Service, "Prospectus" (Agenda for the regular meeting of the Regional Council), 12 décembre 1979, Sudbury, p. 64.

1. Division du recensement pour Sudbury

Tableau 11

RÉSUMÉ DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

ET LE NOMBRE D'EMPLOYÉS

	un estimé du nombre de compagnies	un estimé du nombre d'employés
métaux primaires	7	1000
minéraux non-métallique	5	500
fabrication de métaux	15	400
alimentation et breuvage	10	400
machinerie	10	200
produits du bois	4	175
produits chimiques	2	175
publication et imprimerie	3	80
caoutchouc	2	75
fabrication de panneaux indicateurs	1	15

Source: Ibid, p. 36

6. Transport et énergie

a) Transport

Les Blancs introduisent la charrette tirée par des boeufs ou des chevaux, mais le canot demeure le moyen de transport rapide.

La première route, très rustique, est défrichée pour la construction de la voie ferrée. Elle s'avère peu carossable à cause des fondrières de mousse, des inondations et des pluies.

Le premier moyen de transport moderne, la locomotive, fait son apparition au 19e siècle. La voie ferrée transcanadienne (Pacifique Canadien) passe à Sudbury en 1883. Le 4 novembre 1885, le premier train passager en direction de Winnipeg arrive à Sudbury; le 28 juin 1886, on y voit le premier train transcontinental.

En 1900, Sudbury est relié par voie ferrée au Sault Ste-Marie; en 1908, on atteint Toronto par rail.

Au fur et à mesure que les compagnies de bois s'installent, la condition des routes s'améliore. Ces compagnies considérent ces routes comme des liens essentiels entre la rivière et la voie ferrée. Dès 1912, une route relie Sudbury au Sault Ste-Marie et à North Bay. Ce n'est qu'en 1956, par contre, qu'on pousse une route jusqu'à Toronto et en 1968, une nouvelle route se rend à Timmins. L'aviation a fait ses débuts assez tôt à Sudbury. En 1920, le lac Ramsey est le centre d'aviation pour le district. On ouvre une école d'aviation en 1931 et l'aéroport municipal dessert la région de Sudbury depuis 1953.

b) Énergie

L'hydro-électricité est la principale source d'énergie de la région. Sudbury est la première ville ontarienne à posséder sa propre usine d'électricité. En 1902, on fonde la compagnie Wahnapitae Power. Elle utilise les eaux des rivières Wahnapitae, Spanish et Vermillion. Depuis 1935, Sudbury n'est plus un producteur d'électricité indépendant. Elle fait partie du système d'Hydro Ontario. Ajoutons cependant que plusieurs petites stations lui fournissent encore une bonne partie de son énergie.

V

VIE SOCIO-CULTURELLE

- 1. La salle paroissiale Ste-Anne
- 2. L'école et la culture sudburoise
- 3. Le Centre des Jeunes et de culture
- 4. Le mouvement CANO
- 5. Le Théâtre du Nouvel-Ontario (T.N.O.)
- 6. La Nuit sur l'Étang
- 7. Les éditions Prise de Parole
- La Coopérative du livre et du disque de Sudbury
- 9. La Société historique du Nouvel-Ontario

V LA VIE SOCIO-CULTURELLE

Pour être en mesure de présenter la vie culturelle des Canadiens français de Sudbury, il est d'abord important de définir clairement ce qu'on entend par le mot culture. Tout au long de ce chapitre, la culture sera prise au sens large du terme, soit:

"une manière globale d'être, de penser, de sentir; c'est un ensemble de moeurs et d'habitudes, c'est aussi une expérience commune; c'est enfin un dynamisme propre à un groupe qu'unit une même langue."

Cette définition de la culture s'applique bien aux Franco-Ontariens et particulièrement à ceux de la région sudburoise, car la langue demeure aujourd'hui "le signe le plus visible de leur identité"².

La vie culturelle des Sudburois d'expression française, depuis les débuts de l'histoire de notre localité, et ce jusqu'à récemment, était encadrée à l'intérieur de la paroisse et entremêlée aux activités sacro-religieuses fort nombreuses. Le clergé catholique, en particulier les Pères Jésuites, ont pendant plus de 75 ans, joué un rôle de premier plan dans la promotion de la culture française à Sudbury.

^{1.} Introduction générale du Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Livre ler, Imprimerie de la Reine, Ottawa, 1967.

^{2.} Savard, P. et R. Beauchamp et P. Thompson, "Cultiver sa différence: Rapport sur les arts dans la vie franco-ontarienne", présenté au Conseil des Arts de l'Ontario, septembre 1977, page 3.

Pendant cette longue période, presque toutes les activités sociales et culturelles tournaient autour de l'église, l'école et la salle paroissiale³. Les soirées, colloques, spectacles de tout genre, clubs et associations, étaient tous reliés de près ou de loin au clergé ou organismes paroissiaux. Ainsi les principaux évènements réunissant les Canadiens-français revêtaient un caractère religieux: participation à la chorale, décoration de l'église, fêtes religieuses, diverses parades et processions, oeuvres de charité et soirées bénéfices.

1. La salle paroissiale Ste-Anne

Construite en 1922, à la demande des paroissiens de Ste-Anne, la salle paroissiale connaît plusieurs vocations au fil des années. Elle sert tout d'abord de lieu de réunion et de rencontre des divers organismes et associations, tels que: la Société St-Jean-Baptiste, la Ligue du Sacré-Coeur, des Dames de Ste-Anne, les clubs de l'Âge d'Or, et même une société appelée l'Ordre de Jacques Cartier (mieux connu sous le nom des Pieds-Noirs)⁴.

Depuis sa fondation et ce jusqu'à tout récemment, notre ville n'offre pas beaucoup de facilités culturelles et de loisirs. Aussi la salle Ste-Anne sert pendant de nombreuses années à "toutes les sauces": bingo, cartes, danses populaires,

Tiré de l'entrevue accordé par le R.P. Régimbal, directeur et fondateur du Centre des Jeunes et de la culture de Sudbury, décédé au mois de juillet 1980.

^{4.} Tiré de l'entrevue accordée par M. Henri Brunet, ancien membre des Pieds-Noirs et dernier Président de la Société St-Jean-Baptiste de Sudbury.

spectacles de variétés, pièces de théâtre, concours de chant, pratiques de la chorale et clubs sportifs tels que ligues de quilles et clubs de badminton. Enfin, notons que les locaux servent pendant quelque temps à l'aménagement de la première Caisse populaire de Sudbury, la Caisse populaire de Ste-Anne.

La salle Ste-Anne demeure pendant de nombreuses années, le symbole et le centre des activités culturelles des Canadiens français de notre localité. Toutefois, comme nous allons le voir, les activités culturelles des Canadiens français ne se limitent pas seulement à la salle paroissiale ou l'église Ste-Anne, mais se trouvent aussi à l'intérieur de toutes les maisons d'éducation de la ville.

2. L'école et la culture sudburoise

À chaque année, les écoles élémentaires présentent des spectacles de variétés, montés par les élèves, aidés de leurs professeurs. Évidemment, ces spectacles annuels revêtent un caractère amateur, souffrant un peu au niveau de la qualité. La compréhension du spectateur encourage ces artistes en herbe. L'intérêt de la population se mesure par le nombre impressionnant de gens qui y assistent. Avant l'avènement de la radio et surtout de la télévision, les Canadiens français réunis autour de l'église, forment un groupe très homogène, beaucoup mieux protégé qu'aujourd'hui du fléau de l'anglicisation. Les soirées "d'amateurs" leur donnent l'occasion de se rencontrer et de côtoyer leurs amis, durant des divertissements sains et peu coûteux. Ils y applaudissent leurs propres enfants ou des gens qu'ils connaissent bien. Aujourd'hui la télévision s'accapare malheureusement

d'une part importante de nos moments de loisir; les gens sortent moins facilement de leur foyer. Toutefois, les récents succès des "cafés-chantant" de nos écoles secondaires françaises et des spectacles de "La Ruche des Artistes", témoignent du goût certain du public sudburois pour les soirées de ce genre.

Au niveau semi-professionnel, les soirées présentées au Collège du Sacré-Coeur, s'avèrent des évènements socio-culturels très importants. De nombreux citoyens parlent encore aujourd'hui avec nostalgie, du temps où les troupes de collégiens montaient des pièces de théâtre. Éducateurs et collégiens, consacraient beaucoup de temps et d'énergie à la préparation et à l'exécution de ces pièces, toutes de grande qualité. Très tôt, les pièces du Collège deviennent une tradition; les foules accourent. Ces spectacles soulignent l'intérêt sudburois pour les arts d'expression. À Sudbury, le théâtre a toujours été l'art d'expression le plus important.

3. Le Centre des Jeunes et de culture

Au début des années 1950, des citoyens ayant la culture française à coeur, et principalement le R.P. Albert Régimbal, fondent le Centre des Jeunes et la culture à Sudbury. Quels objectifs cet organisme vise-t-il?

a) Diriger un centre de loisirs où les membres peuvent se rencontrer dans un climat d'amitié;⁵

^{5.} Tiré de l'entrevue accordé par le R.P. Albert Régimbal, directeur et fondateur du Centre des Jeunes et de la culture de Sudbury.

- b) organiser le sport, l'éducation physique ainsi que des rencontres et des compétitions sportives;
- c) promouvoir les loisirs culturels, sociaux et artistiques;
- d) favoriser la créativité et l'expression personnelle dans le domaine des arts plastiques, des arts d'interprétation et des beaux arts;
- e) organiser des échanges, des cours, des conférences pour la formation et l'information des citoyens intéressés.

Le dévouement et les efforts du personnel du Centre des Jeunes ne furent pas vains; car:

"Fondé il y a plus d'un quart de siècle, ce centre de loisirs le plus renommé de l'Ontario français a beaucoup apporté aux générations successives de jeunes qui ont passé dans ses murs. Le Centre a aussi fourni une aide indispensable à l'aménagement de La Slague, Salle de Spectacle qui remplit une fonction essentielle dans une des villes les plus défavorisées du Canada en termes d'équipement culturel."

Il est difficile de saisir et de décrire l'importance des retombées d'un tel centre. Certes, pour des centaines de jeunes, depuis plusieurs années, le centre joue un rôle essentiel dans la promotion de la culture franco-ontarienne. L'année 1980 marque une étape importante pour le centre; il aménage dans ses nouveaux locaux, l'hôpital St-Joseph, en grande partie rénové au coût de plus d'un million de dollars.

^{6.} Savard, P., R. Beauchamp et P. Thompson, "Cultiver sa différence: Rapport sur les arts dans la vie franco-ontarienne", présenté au Conseil des Arts de l'Ontario, septembre 1977, page 75.

L'hôpital St-Joseph, monument imposant, riche en histoire, situé au coeur même de la ville, devient le Centre culturel des Canadiens français de Sudbury et permettra au personnel du Centre des Jeunes et des autres organismes culturels de concentrer et d'améliorer tous les services offerts à la population. C'est la réalisation du rêve d'un homme illustre, le Père Albert Régimbal, s.j. le pionnier de ce centre.

4. Le mouvement CANO

Au début des années 1970, un mouvement artistique appelé CANO (Coopérative des artistes du Nouvel-Ontario) prend forme au sein d'un groupe d'étudiants universitaires et de jeunes du Nouvel-Ontario. Le mouvement CANO

"est incontestablement le plus important effort collectif de créativité dans l'Ontario français des dernières années... Il a inspiré un esprit nouveau aux jeunes artistes et son influence s'est fait sentir dans tous les arts."

CANO a profondément marqué l'activité artistique sudburoise depuis près de dix ans. La réalisation la plus spectaculaire de CANO est certainement le groupe musical CANO, qui
connaît un grand succès en Ontario français et au Québec, et
qui tente présentement de percer sur le marché américain.

Les textes de leurs chansons sont tirés d'oeuvres d'artistes
d'ici tel que Robert Dickson et André Paiement, deux des fondateurs du mouvement CANO. Plusieurs chansons décrivent essentiellement des réalités quotidiennes qui entourent les

^{7.} Savard, P., R. Beauchamp et P. Thompson, "Cultiver sa différence: Rapport sur les arts dans la vie franco-ontarienne, présenté au Conseil des Arts de l'Ontario, septembre 1977, p. 76.

Franco-Ontariens et sont évidemment imprégnées de la saveur de leur milieu.

Le mouvement CANO ne s'arrête pas au groupe musical CANO. Parmi les réalisations de la Coopérative attardons-nous sur quelques-unes telles que: le Théâtre du Nouvel-Ontario, les Éditions Prises de Parole et la Nuit sur l'Étang.

5. Le Théâtre du Nouvel-Ontario (T.N.O.)

Nous l'avons vu, le théâtre a toujours occupé une place importante dans l'activité culturelle sudburoise. Le public a toujours été fidèle aux pièces montées par le Collège du Sacré-Coeur. C'est pourquoi, au moment où l'avenir du Collège du Sacré-Coeur est remis en question durant les années 1960, d'autres troupes de théâtre voient le jour: d'abord la Troupe Universitaire de l'Université Laurentienne et plus tard, les KA-O-TIK qui regroupe des adultes intéressés à présenter du théâtre à la population. Ce n'est cependant qu'au début des années 1970 qu'est née l'idée:

"de pousser systématiquement, et forcément en dehors des cadres académiques de la Laurentienne, l'effort de la création artistique pour les Canadiens français du Nord-Ontario." 8

^{8.} Garand, Gilles, S.J., "T.N.O.: Son histoire, ses réalisations, ses objectifs à court et à long termes", 1978, page 3.

Ainsi, on lance sous l'initiative d'André Paiement, une pièce de théâtre intitulée "Moé, j'viens du Nord, S'tie", pièce qui devait avoir un profond retentissement sur la vie artistique franco-ontarienne. Il faut ici rendre un hommage particulier au pionnier Pierre Bélanger. Encouragé par l'immense succès de cette pièce, il est parvenu à convaincre son entourage de fonder une coopérative pour venir en aide aux artistes de CANO. C'est donc autour de CANO que se développera la troupe actuellement connue sous le sigle de T.N.O.

Incorporée en 1973, le Théâtre du Nouvel-Ontario se spécialise dans la création originale et la tournée provinciale. Parmi les premiers spectacles présentés plusieurs se souviennent de "Lavalléeville", "La Vie et les temps de Médéric Boileau" et "À mes Fils Bien-Aimés".

Le T.N.O. vise à promouvoir l'intérêt pour les arts, en particulier, de la littérature, du théâtre et de la musique franco-ontarienne; il veut fournir de l'aide -locaux et personnes ressources- afin de faciliter l'instruction des arts de théâtre. Le T.N.O. comprend trois troupes: une professionnelle, une d'amateur et une étudiante.

En 1975, une entente de principe entre le Centre des Jeunes et le T.N.O. permet le relancement de la salle de spectacles, La Slague Inc., endroit où le T.N.O. présente ses pièces au public sudburois.

Aujourd'hui, de plus en plus, le T.N.O. est en mesure d'assurer une saison théâtrale francophone complète et de bonne qualité. Ainsi, le T.N.O. joue un rôle prédominant dans le milieu artistique francophone de Sudbury et ses succès engendrent l'enthousiasme et assurent la relêve culturelle de demain.

6. La Nuit sur l'Étang

Festival de la création franco-ontarienne, La Nuit sur l'Étang, doit beaucoup à l'esprit du mouvement CANO. Tribune pour les artistes franco-ontariens, née en 1974, elle puise sa vitalité chez les jeunes de CANO et chez le Conseil régional de l'A.C.F.O. (Association Canadienne-française de l'Ontario) qui:

"lui aussi a joué un rôle important dans la promotion d'activités culturelles et artistiques. Il a été impliqué dans l'organisation de soirées culturelles et de spectacles, en particulier dans celles de la Nuit sur l'Étang et du festival Spectrum."9

Les Nuits sur l'Étang connaissent de francs succès. Cet évènement culturel annuel, nous permet de mieux connaître plusieurs artistes franco-ontariens tels que: Robert Paquette, François Lemieux, Marcel Aymar, André Paiement, CANO-musique, 33 Barrette, Richard A. Séguin, Pierre Germain, Robert Dickson, Purelaine et bien d'autres.

L'auteur de ces lignes lui souhaite la pérennité afin que les générations à venir puissent profiter de son inspiration culturelle.

^{9.} Savard, P., R. Beauchamp et P. Thompson, "Cultiver sa différence, etc..., p. 78.

7. Les Éditions Prise de Parole

Si l'histoire de Prise de Parole n'est pas longue, elle ne manque certainement pas d'intérêt. C'est en 1973, à l'Université Laurentienne de Sudbury, qu'un groupe d'étudiants décide de fonder un atelier de poésie. C'est d'ailleurs au temps de la Troupe de Théâtre universitaire qui, grâce aux efforts des Pierre Bélanger et André Paiement, deviendra sous peu le T.N.O. Devant l'impossibilité de faire publier leur recueil de poésie, ils décident tout simplement de fonder leur propre maison d'édition pour publier un premier libre collectif qui s'intitule "Lignes-Signes".

Pendant deux ou trois ans ce seront les jeunes écrivains Gaston Tremblay, Claude Belcourt et Robert Dickson qui travailleront dur pour mettre sur pied la maison d'édition. À la Nuit sur l'Étang, édition 1975, quatre publications franco-ontariennes sont lancées: "Lavalléeville" d'André Paiement, création théâtrale-musicale, "Au nord du silence", dossier de courts textes de huit poètes, "Hermaphrodisme" de Tristan Lafleur et enfin "Au nord de notre vie" poème qui sera plus tard repris et chanté par les musiciens de CANO.

En fait, à partir de 1975, Prise de Parole devient une maison d'édition complète qui offre à la population plusieurs services tels que: lecture et critique des manuscrits présentés, assistance à l'amélioration du produit littéraire ainsi que publication et diffusion d'oeuvres choisies.

Aujourd'hui, l'équipe de Prise de Parole, avec Gaston Tremblay comme Directeur-général et Anita Brunet-Lamarche, responsable de l'information de la publicité et de la mise en marché, joue un rôle dynamique dans la vie culturelle de l'Ontario.

8. La Coopérative du livre et du disque de Sudbury

Après la disparition de la Librairie du Nouvel-Ontario, il y a quelques années, il s'avérait difficile souvent impossible d'obtenir des livres ou des disques français à Sudbury. Née en 1979, la Coopérative du livre et du disque se développe rapidement, grâce au travail d'étudiants et du support du Conseil régional de l'A.C.F.O.

Qu'est-ce qu'une coopérative? Le mouvement coopératif, commencé au XIXe siècle, se veut une solution collective aux problèmes socio-économiques d'une communauté. Une coopérative ne cherche pas à faire des profits mais à donner un service à ses membres.

En Ontario, les Caisses Populaires jouissent d'un Statut impressionnant et comme le disait Alphonse Desjardins, fondateur du mouvement des Caisses Populaires: "Donner c'est beau. Se donner est encore plus beau!" Ainsi les Franco-Ontariens de Sudbury "se donnent" un service de commande de livres et de disques français.

Pour devenir membre, il faut payer une part sociale minime, donner quelques heures de travail par mois et participer à un comité de la coopérative. En retour, les membres peuvent bénéficier d'une réduction sous forme d'escompte au moment de l'achat ou d'une ristourne à la fin de l'année.

En milieu majoritaire anglophone, le mouvement coopératif représente une solution adéquate au développement économique, social et culturel des Franco-Ontariens. Les auteurs de ce travail souhaitent que tous les citoyens francophones de Sudbury se prévalent de leurs droits et deviennent des membres actifs de cette nouvelle coopérative.

9. La Société Historique du Nouvel-Ontario

Depuis toujours, Sudbury a été fortement influencé par l'élément canadien-français. Encore aujourd'hui, les résidents francophones forment environ le tiers de la population de la région. Pourtant, à part de rares exceptions, personne avant les années 1940 n'avait entrepris de travail historique important, montrant l'apport de la communauté sudburoise francophone.

Au début des années 1940, les sudburois se dotent d'une société historique. Depuis sa fondation, le Collège du Sacré-Coeur s'était montré le digne et habile défenseur et le promoteur de la cause des Canadiens français du nord de l'Ontario. Ainsi, deux Pères Jésuites, le R.P. Lorenzo Cadieux et le R.P. Guy Courteau, se mettent à l'oeuvre. Ils fondent la Société Historique du Nouvel-Ontario, le 30 mars 1942.

Le but principal de cette nouvelle société s'imprime dans sa devise (choisie par Mgr Stéphane Côté): "FAIRE REVIVRE NOTRE HISTOIRE". Selon la constitution, la Société étudie et fait connaître l'histoire de l'Ontario, particulièrement celle de la région du Nouvel-Ontario. Elle s'efforce d'intéresser les chercheurs et le public à l'histoire de cette région.

Pour atteindre ses buts, la Société se sert de plusieurs moyens. Tout d'abord, elle a publié au-delà de soixante travaux et articles dans sa collection intitulée "Documents historiques de la SHNO". En plus, elle recueille et conserve les archives écrites et non écrites, organise des conférences sur des sujets historiques ou autres manifestations publiques et culturelles, organise des voyages "historiques" à travers

l'est du Canada. Enfin, elle lance un musée et crée, sous la direction du Père Germain Lemieux, S.J., un Centre de Folklore, aujourd'hui, réputé à travers le Canada par l'ampleur de la cueillette de chansons et de contes de chez nous.

Notons, en terminant le présent chapitre, qu'il existe à Sudbury quelque cent organismes à caractère culturel. Les limites de ce travail ne nous permettent pas de nous étendre davantage sur le sujet. L'auteur croit que les organismes présentés ici offrent un intérêt particulier à ses jeunes lecteurs.

Plusieurs Sudburois voient leur ville comme un endroit où la vie socio-culturelle se montre dynamique, répondant bien à leurs plus chères attentes. D'autres veulent faire de Sudbury "la métropole culturelle de la francophonie du Nord de l'Ontario". Pour ces ambitieux -des zélés, selon certains- Sudbury représente des espoirs déçus. Selon eux, malgré tout le travail accompli et le dévouement continue t intense des gens de la région, Sudbury ne s'impose toujours pas comme le pôle d'attraction de la culture franco-ontarienne du Nord de l'Ontario.

Faire de Sudbury la métropole culturelle du Nord sera l'oeuvre de notre jeunesse. Les institutions et les organismes présents et actifs au sein de notre communauté francophone forment un noyau, une base solide qui permettra à nos jeunes de s'épanouir et de vivre pleinement leur culture. Jouissant d'un bassin étendu de population francophone, Sudbury se doit de devenir le centre dynamique de création authentiquement franco-ontarienne.

VI

VIE RELIGIEUSE

- 1. Le diocèse de Sault Ste-Marie
- La situation de Sudbury dans le diocèse de Sault Ste-Marie
- 3. Premiers missionnaires à Sudbury
- 4. L'historique des paroisses
- 5. L'action pastorale
- 6. Les communautés religieuses

VI LA VIE RELIGIEUSE

1. Le diocèse de Sault Ste-Marie

Le diocèse de Sault Ste-Marie comprend quatre zones ou secteurs: l'ouest, la vallée, le centre et l'est.

Il s'étend sur une longueur de 695 km, longeant la route 17 et sur une largeur de 303 km.

La population catholique se chiffre à 170 000 sur une population totale de 425 000 habitants.

2. La situation de Sudbury dans le diocèse de Sault Ste-Marie

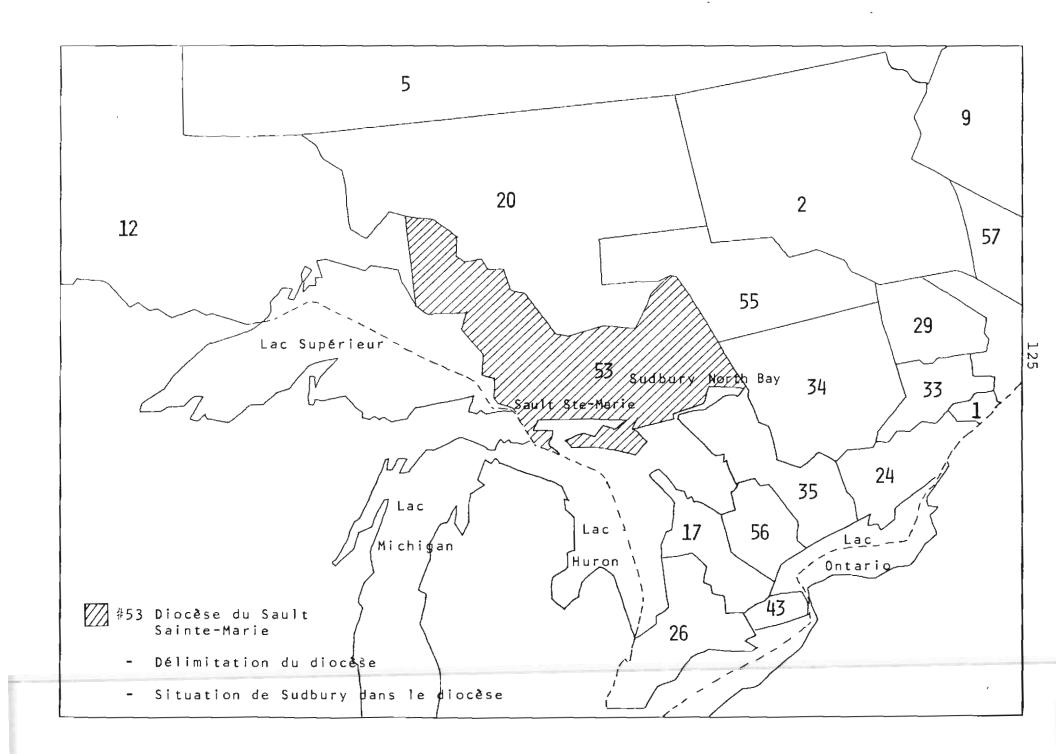
Au plan géographique, Sudbury est située au sud-est du territoire diocésain. Au plan religieux, Sudbury est dans le centre du diocèse.

3. Premiers missionnaires à Sudbury

a) Joseph Specht, S.J.

Le Père Joseph Specht, S.J., fut le premier missionnaire à Sudbury, le premier prêtre ordonné dans les limites du diocèse du Sault Ste-Marie et, durant plus de trente ans, l'apôtre des Indiens dans la région des Grands Lacs.

^{1.} Fondateurs du diocèse du Sault Ste-Marie, Documents historiques, no 6, Lorenzo Cadieux, s.j.



Petit de taille, teint roux, il était sévère pour lui comme pour les autres, et d'un caractère peu liant, maussade, dont il devait contrôler les saillies. Mais l'esprit religieux de son ordre l'animait, de sorte qu'un dévouement inlassable estompait les arêtes trop vives de son austérité. Au demeurant, un homme de devoir, exemplaire, qui ne recherchait que la gloire de Dieu.

Alsacien né le 5 novembre 1853 à Huguenau, (France)
Joseph Specht quittait son village natal pour Amiens, où il
étudia la rhétorique à l'École Apostolique. Malgré son désir de s'assimiler la culture gréco-latine, il réussit médiocrement. Ce qui ne l'empêcha pas de parler, plus tard, d'une
façon très convenable, le Tatin, le français, l'anglais, l'ojibway et l'allemand. Cet humble n'avait aucune prétention ni
illusion sur son compte; un ardent désir animait ce coeur totalement dévoué aux intérêts de l'Église. Il choisit la vocation religieuse et comme théâtre de ses labeurs les missions
canadiennes.

Parti de France au mois d'août 1872, il arrivait au noviciat du Sault-au-Récollet, le ler octobre. Il avait 18 ans avec toute une vie pour travailler à la plus belle des oeuvres, au salut des âmes. Six mois après son entrée, le jeune novice prit le train, fila vers l'ouest américain jusqu'à Florissant (Missouri). Il y reprit sa rhétorique. Six mois plus tard, nouveau départ. Son naturel nomade revenait au galop. Il se rendit à Woodstock (Maryland) où il étudia, pendant trois ans, la philosophie.

En 1878, il accueille avec joie la nouvelle d'un splendide voyage au Canada. Il se rend à la mission de Fort-William. À cet endroit, Joseph Specht et un autre scolastique jésuite, Thomas Gagnon, firent leurs études théologiques en même temps que celles de la langue indienne. En 1880, le 22 mai, tous deux furent ordonnés prêtres par Mgr Jean-François Jamot: fête inoubliable pour ces exilés volontaires.

En août 1882, le P. Specht quittait Fort-William pour Montréal. Il s'achemina vers le noviciat du Sault-au-Récollet où il devait parfaire sa formation.

La Compagnie du Pacifique Canadien demandait des aumôniers jésuites qui exerceraient le saint ministère près des ouvriers catholiques, employés à la construction d'une voie ferrée dans le Nouvel-Ontario.

Depuis un an environ, on avait commencé ou repris les travame en plusieurs endroits: à Mattawa, au Lac Supérieur, à Winnipeg, dans les Prairies et en Colombie canadienne. ruban d'acier s'allongeait continuellement vers l'ouest: atteignit North Bay en novembre 1882, Sturgeon-River en mars 1883. La grande armée des constructeurs progressait. avant-garde, formée d'arpenteurs, orientait le tracé du che-Aussitôt la direction de la ligne déterminée et marquée de jalons, cette troupe volante d'éclaireurs pénétrait plus avant dans les profondeurs du Nord-ontarien. Suivait immédiatement une escouade de bûcherons et de mineurs qui ouvraient la voie afin de permettre aux équipes de terrassiers, armés de pics et de pelles, de déblayer le passage, combler les crevasses, élever les remblais, creuser les déblais, niveler, poser des traverses de bois et, enfin, fixer les rails d'acier.

Les missionnaires accompagnaient les ouvriers échelonnés le long de la voie ferrée. Le P. Specht fut un des premiers

mobilisés avec les Pères Louis Côté, F.-X. Santerre, J.-B. Nolin. Il quitta le noviciat, passa par Toronto, monta jusqu'à Bracebridge, puis atteignit Parry Sound.

Il visita tous les postes échelonnés sur le parcours de la voie ferrée jusqu'à la jonction de Sudbury, ainsi appelée parce que la voie principale bifurque vers le Sault Ste-Marie. Il y arriva le 29 mars avec M. Louis Gosselin, postillon de la Compagnie du Pacifique Canadien.

Il fit la connaissance des ouvriers, la plupart des Canadiens français catholiques, enchantés de rencontrer un missionnaire. Le Père récita les prières et entendit les confessions tard dans la nuit. Le lendemain, ces rudes travailleurs adoucis par l'émotion reçurent, avec une ferveur inaccoutumée, la communion pascale. La messe eut lieu dans le chantier de la Compagnie du Pacifique Canadien. C'était la première dite sur le sol de Sudbury. Elle proclamait la primauté du spirituel. Au coeur de la cité du nickel, la lumière de la foi brillait avant l'éclat du métal.

Deux difficultés ennuyaient surtout le missionnaire dans la pratique de son ministère: l'heure des exercices et le logement. Pour exercer son apostolat, le Père n'avait pas le choix. Le seul temps disponible était le matin à bonne heure et le soir après la journée du travail. Aussi, il n'était pas rare de voir le missionnaire confesser jusqu'à onze heures du soir, quelquefois même après minuit.

Le logement était à l'avenant; ordinairement, il habitait dans une cabane faite en billots non équarris et cimentés avec de la boue. Il y en avait de deux sortes: les cabanes à pomble où se réfugiaient les familles, les cabanes à cambuse occupées par les hommes seulement.

Dans ces huttes malpropres, les lits étaient superposés, le long des murs, comme dans les cabines de vaisseaux. Le Père couchait sur la dure: deux planches garnies de foin et d'une couverture. Entre les fentes du mur, le vent chantait, et, au travers du plafond, les nuages laissaient tomber quelques gouttes de leurs eaux bienfaisantes! À ce régime malsain, le P. Specht attrapa plus de rhumes en un mois que durant deux ans de missions chez les Indiens du Lac Supérieur. Il écrit: "obligé d'être assis dans un coin pendant quatre ou cinq heures consécutives, occupé à entendre les confessions, je sentais le vent frapper sur ma nuque".

Après trois mois et demi, le P. Specht quittait la région. Sa mission prenait fin à l'arrivée de son successeur, le Père Jean-Baptiste Nolin.

b) Jean-Baptiste Nolin, S.J.

"Sudbury naquit d'une locomotive", a dit un humoriste. En 1883, le Pacifique Canadien y amenait plus de mille ouvriers pour la construction de la voie ferrée. Cependant, Sudbury a été baptisé chrétiennement par le Père Joseph Specht, premier missionnaire de la région, et ajoutons, premier prêtre ordonné dans le diocèse le 22 mai 1880, à Fort-William. Il dit la première messe au coeur de la future cité du nickel, le 30 mars 1883.

Avec les terrassiers, survenait, au mois d'août, le Père Jean-Baptiste Nolin, fondateur de la paroisse Sainte-Anne-des-Pins, nom primitif de Sudbury, emprunté à la magnifique pinière qui couronnait alors les collines environnantes. Le Père Nolin ne tarda pas à comprendre que le zêle du missionnaire ne devait pas se contenter d'accompagner les équipes d'ouvriers en route vers l'ouest, mais pourvoir aux besoins spirituels des stationnaires qui fixaient en grappes leur demeure le long de la voie. Le pays se colonisait. Bientôt, il faudrait des églises. Où serait la première? Sudbury, centre ferroviaire, parut au Père Nolin l'endroit le plus avantageux.

Inutile de songer à édifier un monument dans la forêt. La maison qu'on bâtirait serait à la fois presbytère et chapelle provisoire. Les pins servirent à élever les murs. Mais les fenêtres, les portes devaient venir de loin. Pacifique Canadien n'avait pas encore atteint Sudbury, et c'est à regret qu'il consentit à les transporter jusqu'au terminus d'alors, au lac Ramsey. Là, le Père se fabriqua un radeau avec les planches de ses portes. En deux jours, il réussit à traverser. Du lac au village, il restait un mille et plus à parcourir, par d'affreux chemins. sement, le contremaître-inspecteur était un excellent catholique. M. Raphaël Melanson, père du premier archevêque de Moncton, prit sur lui, au risque de perdre sa charge, de mettre à la disposition du Père Nolin hommes et chevaux de la Compagnie. Les chefs, qui savaient apprécier ses services, fermèrent les yeux.

En arrivant à Sudbury, le Père Nolin campa sous la tente. Mais septembre est froid, près de la ligne de faîte (hauteur des terres). Il s'érigea un presbytère-chapelle, la première chapelle qu'il inaugura, la même année, en la fête de Noël. Quelques mois plus tard, la première école du Nouvel-Ontario ouvrait ses portes à une douzaine de petits espiègles qui n'avaient de blanc que leur âme. Cette

oeuvre, le Père Nolin avait réussi à la mettre sur pied grâce à une séance dramatique et musicale, à un vaudeville, devrait-on dire, où la musique à bouche rivalisait d'entrain avec l'accordéon pour étourdir les gars des chantiers.

4. L'historique des paroisses

a) La paroisse Sainte-Anne²

Le nom poétique de Sainte-Anne des Pins fut premièrement donné au groupement d'où en est sortie la ville de Sudbury à cause de la majestueuse forêt de pins qui couvrait les rochers maintenant dénudés.

La Compagnie du Pacifique Canadien imposa à ce village le nom plus prosafque de Sudbury d'après une ville d'Angleterre, mais la paroisse mère de la ville garda quand même le nom de la glorieuse patronne des Canadiens français, Sainte-Anne.

La première chapelle fut construite en 1883 et l'inauguration fut faite à la fête de Noël. La première messe fut chantée là par le Père Nolin, qui avait Nazaire Collin comme servant à l'autel.

Les débuts furent pénibles pour tous. Ce qui rendait la vie un peu plus facile étaient la foi et la piété des premiers colons.

^{2.} Pilon Clairé, Journal "Chez-Nous", Vol. 1, no. 1

La première église de Sainte-Anne fut inaugurée en 1889. Elle fut décrite comme une immense carcasse de bois, couronnée de trois tours avec chacune son clocher.

Cinq ans après, en 1893, l'église fut détruite par le feu, le jour du Vendredi Saint.

Le feu commença quand le sacristin alluma les cierges pendus dans les fines dentelles du reposoir. La flamme lècha tout ce qui s'appelait bois et dentelles et l'église flamba.

La nouvelle église fut reconstruite en 1894 par le Pêre Toussaint Lussier.

La croissance de la Paroisse Sainte-Anne

Le 27 janvier 1906, le Père Eugène Lefebvre s.j. succédait au Père Albini Primeau comme curé de Sainte-Anne. Il remplit cette tâche pendant huit ans jusqu'à sa mort le 27 janvier 1914.

En 1906, la paroisse comptait 230 familles canadiennes françaises et 170 familles anglaises.

De la paroisse Sainte-Anne naquit trois autres paroisses. Christ The King en 1917, St-Jean-de-Brébeuf en 1930, et le 15 mai 1949 le Père Deguire lisait en chaire le décret d'érection de la paroisse St-Eugène.

En 1949, la paroisse Sainte-Anne comptait 1200 familles.

La paroisse Sainte-Anne est comme une véritable grand' mère qui a donné naissance à beaucoup d'autres paroisses à Sudbury et dans la région. Cette transmission de vie à d'autres n'a tout de même pas amoindri la sienne.

La paroisse garde un air de jeunesse malgré ses 95 ans et a su s'adapter aux temps actuels.

b) St-Jean-de-Brébeuf³

C'est vers les années 1883 que les premiers habitants venaient s'établir à Sudbury, qui n'était qu'un lopin de terre non défrichée.

Le premier Canadien français à venir s'établir au Moulinà-Fleur se nommait Jean-Etienne Fournier. En son honneur on surnomma cet endroit Quartier Fournier. Il fut le premier postier et un des fondateurs du Collège Sacré-Coeur établi en 1913.

On comptait à ce temps 305 familles dont 215 canadiennesfrançaises, et la majorité était catholique. Vers 1929, la population avait tellement augmenté que le besoin se fit sentir d'établir une nouvelle paroisse.

C'est donc en 1930 que l'église St-Jean-de-Brébeuf vit le jour lorsque Mgr Scollard annonça la création d'une nouvelle paroisse. Cette paroisse desservirait les Canadiens français des rues Peter, Leslie, Pembroke, Harold, Jogues, Bloor, Kathleen et Melvin. Le terrain où devait être cons-

³ Pilon, Claire, Journal "Chez-Nous", vol. 2, no. 4.

truit la nouvelle église appartenait aux Jésuites du Collège Sacré-Coeur, mais fut cédé au diocèse en 1930.

Cette année, le révérend Père J.-H. Coallier, alors curé de Coniston, se voyait confier la tâche de fonder la nouvelle paroisse. Il fit construire alors cet immense sous-sol en roc importé qui ne devait servir que temporairement d'église, puisqu'il rêvait déjà, pour les gens du Moulin-à-Fleur, d'un beau temple qui s'élèverait bientôt sur cette base solide.

Le 7 décembre 1930, Mgr Scollard célèbre la messe pontificale dans le sous-sol de la future église. A cause de la dépression suivie de la Deuxième Guerre Mondiale, la réalisation du grand projet a dû être retardée.

Ce n'est qu'en 1954, avec l'amélioration de la situation financière du pays, que Mgr Coallier décida de continuer la construction de l'église. En 1956, après deux ans de préparation, Mgr Coallier annonça que les travaux pour terminer la construction de l'édifice commenceraient. Malheureusement il ne verrait jamais son rêve se réaliser puisqu'il devait mourir le 11 octobre 1956. Son successeur, le Père L.J. Côté, devait terminer son travail.

En juillet 1957 avait lieu la bénédiction de la pierre angulaire par le nouvel évêque, Mgr A. Carter. La première messe célébrée dans l'église St-Jean-de-Brébeuf fut celle de Minuit à Noël 1957.

En 1947 avait lieu la construction du presbytère, et ce n'est qu'en 1956 que furent bâtis six bureaux entre le presbytère et l'église.

Le premier baptême avait lieu dans la nouvelle paroisse le 24 août 1930. M. et Mme Elzéar Fortin faisaient baptiser leur fils Valois par le Père Coallier.

Le 18 mai avaient lieu les premières confirmations, et la première sépulture qui apparaît dans le registre est celle de Adèle Lafleur, décédée le 12 janvier 1944, à l'âge de 88 ans.

La même année avait lieu le premier mariage entre Ovila Lapointe et Rose Turgeon, le 24 avril.

Les premières communions, qui se trouvent dans les registres, avaient lieu le ler mars 1949.

D'année en année, la paroisse grandissait. Depuis sa fondation, 42 prêtres passèrent à St-Jean-de-Brébeuf pour servir la communauté, chacun à sa façon.

Dans le quartier du Moulin-à-Fleur l'église était le centre. Elle est entourée de plus de 1500 familles, plusieurs commerces, la Caisse Populaire depuis 1949. On n'oublie pas le magasin Lalande, qui a servi les gens du Moulin-à-Fleur pendant de nombreuses années avant de fermer ses portes pour faire place à la Banque Canadienne Nationale. La paroisse dessert aussi quatre écoles: St-Joseph, Nolin, L'Assomption et Ste-Marie.

c) Paroisse St-Eugène

Le 15 mai 1949, le R.P. Alphonse Déguire curé de la paroisse Ste-Anne, lisait du haut de la chaire, le décret d'érection de la paroisse St-Eugène. Le lendemain, Père Lorenzo

J. Côté, était nommé le curé-fondateur. Père Côté, homme d'oraison et d'action était déjà bien connu.

"ST-EUGÊNE" fut nommé par Mgr Ralph Dignan, en l'honneur d'Eugenio Pacelli, le pape Pie XII, dont on fêtait, en 1949, le jubilé d'or sacerdotal.

Débuts

Le 12 juin 1949, le Père Côté célébra les premières messes dans la salle de l'Union, rue Regent.

Développement

Notre curé avait la joie, au mois d'août d'administrer le premier baptême et de bénir le premier mariage de sa nouvelle paroisse; la baptisée - Suzan Gail, père Lloyd Antler et mère Mignonne Rouleau. Le premier mariage eut lieu une semaine plus tard, entre Loyal Lagrove et Anita Perras.

C'est en septembre que l'on commença à dire la messe dans la chapelle provisoire au sous-sol du premier presbytère, situé dans la rue Regent.

Première église

Les travaux débutent au printemps 1950 sous l'experte direction de M. Fred Lévesque, un constructeur apprécié. Le maître-autel fut gracieusement offert par M. & Mme Armand Lapalme et le tabernacle par M. & Mme Pierre Lebel.

Enfin, le 6 janvier 1951, l'église est terminée et notre évêque préside à l'ouverture officielle et à la bénédiction de l'église. Quelques mois plus tard, nous arrive le premier vicaire Père Marc Boyer, nouvellement ordonné. Il fonde un cercle Lacordaire et un autre pour les Jeanne d'Arc. À l'été, le Père Laurier Rondeau remplace le Père Boyer. Le Père Lorenzo Côté avait, avec l'aide de Dieu, dirigé avec grand succès la naissance et les premiers pas de la paroisse St-Eugène. Durant plus de sept ans, son dévouement n'avait cessé. En octobre 1956, Père L.J. Côté est nommé curé de la paroisse St-Jean-de-Brébeuf lors du décès de Mgr J.H. Coallier.

Deuxième curé

Le nouveau curé de St-Eugnène, Père Benoit Fortier, ancien curé de Cache Bay, s'avère un prêtre zélé.

Peu après sa nomination, le nouveau curé devait connaître une grande épreuve. Le samedi de la semaine de Pâques, 27 avril 1957, un nuage de fumée entre par la porte du presbytère. Les pompiers, mal équipés, sont impuissants à maîtriser la fumée qui est partout dans l'église et dans le sous-sol. Le feu a fait son oeuvre dans la cloison de la sacristie et de l'église et dans les planchers. Terrible dégât! Mais les murs restent debout. Il faut reconstruire.

Nouvelle église

C'est en la fête de Sainte-Anne que les travaux recommencent. Enfin le 15 juin 1958, tous les paroissiens et les visiteurs sont invités à venir admirer la nouvelle église, plus grande.

Le Pêre Laurier Rondeau, vicaire depuis six ans, est nommé à Elliot Lake et le Pêre Alban Doyle le remplace temporairement, en attendant l'arrivée du Pêre Louis Laurencelle, du diocèse de St-Boniface.

Un an plus tard, le 6 juillet 1959, Père Raymond Prévost lui succède. Le Père Prévost demeure vicaire à St-Eugène et proche collaborateur du Père Benoit Fortier jusqu'en septembre 1964 quand il devient curé de la paroisse de St-Charles.

Lui succèdent comme vicaires de la paroisse, les Pères Jean-Claude Etienne (septembre 1964 à mars 1966), Lionel Labelle, p.m.e. (mars 1966 à août 1967), Edouard Lafontaine (août 1967 à mai 1969) et Père Jean Millette p.s.c. (octobre 1969 à octobre 1973).

C'est au mois de septembre 1966 que le Père André Huneault devient curé de la paroisse. Il y demeura jusqu'au
mois de juin 1973 quand il fut remplacé par le Père JeanPaul Jolicoeur. Celui-ci, après 5 ans de travail et de dévouement inlassable quittait la paroisse pour retourner aux
études à Ottawa. Il fut remplacé par Père Yvan Giroux.
C'est sous la direction de Jean-Paul Jolicoeur et du conseil
paroissial que l'on célébrait le 25e anniversaire de la paroisse St-Eugène en 1974.

Un quart de siècle de notre histoire! Les fêtes grandioses réunissent anciens curés et vicaires, pionniers ainsi que de nombreux paroissiens, actuels et anciens. Ils revivent 25 années de vie religieuse et communautaire.

Un projet pour rafraîchir notre église se réalise en 1976 avec le renouveau intérieur; en 1977 le projet se finalise par un rajeunissement extérieur des bâtisses et du terrain.

La "petite salle" paroissiale qui a reçu durant 25 ans, des certaines de groupes de prêtres, de laïcs, de mouvements paroissiaux et diocésains fut transformée en "Centre de Pastorale" pour le secteur français du diocèse. C'est le lieu de rencontre des responsables diocésains des Offices de Liturgie, de Catéchèse, de la Famille, Vocations, Scouts, Communications, Audio-visuels et tout ce qui touche la pastorale.

Le presbytère est devenu le lieu de résidence de notre évêque auxiliaire, Mgr Gérard Dionne et du directeur de la Pastorale à l'Hôpital Laurentien, le Père Raymond Prévost, ancien vicaire.

Jean-Paul Jolicoeur fut remplacé en juin 1978 par le Père Yvan Giroux, natif de North Bay, qui nous arrive de Val Caron avec 10 ans d'expérience de vie sacerdotale.

d) Paroisse de l'Annonciation

Le Nouveau Sudbury que nous connaissons aujourd'hui, était un secteur qui faisait partie du Canton McKim. Il s'étendait de la rue Wilma, s'allongeant sur le chemin Capreol, la rue Notre-Dame aujourd'hui, pour continuer sur le vieux chemin Garson, jusqu'au Canton Neelon Garson (rue Barrydowne). Son origine remonte aux années 1850. Les résidents de ce secteur étaient tous des cultivateurs qui vivaient des produits de la terre. On compte environ une vingtaine de familles. À une certaine époque il y avait en plus sept ou huit familles indiennes. Les cultivateurs étaient originaires du Québec et de certaines parties de l'Ontario, telle que l'Orignal, Pembroke, etc.

Parmi les familles qui occupent ce secteur, il faut mentionner celles de Pilon, Lalancette, Lafleur, Laforest, Charette, Pevato, Croteau, Pellerin, Fortin, Lauzon, Renaud, Tremblay, etc. Ce territoire était passablement boisé et on y faisait la chasse au chevreuil. Malheureusement, les gaz de soufre meurtriers de l'Inco ont tout brulé. Certains jours d'été, il tombait tellement de soufre qu'au dire d'un vieux résident, non seulement la population, mais chevaux et vaches toussaient.

Après l'installation de l'électricité par l'Hydro Ontario, vers les années '36-'37, le Nouveau Sudbury commence à se développer. Plusieurs maisons se construisent sur le vieux chemin Garson.

Grâce à la construction de l'église Ste-Anne par les Jésuites, vers 1889, les catholiques deviennent des paroissiens qui se joignent aux 215 familles canadiennes-françaises de l'époque. Ce n'est qu'en 1930 que la plupart des gens deviennent membres de la nouvelle paroisse St-Jean-de-Brébeuf. Cette église est bâtie sur un terrain donné au diocèse par les Pères Jésuites du Collège Sacré-Coeur. La première école, construite tout près de l'école Félix-Ricard d'aujourd'hui, fonctionna pendant une dizaine d'années. Ensuite on construit l'école publique Charles McCrea, dont le personnel enseignant était canadien-français. Plusieurs résidents ont siágé comme commissaires, dont Elzéar Lalancette, Ovila Pilon, Arthur Laforest, Joseph Tremblay, Alfred Lalancette, et plusieurs autres. L'enseignement de la religion dans ces écoles ne causa jamais de problème, étant donné que les commissaires étaient tous canadiens-français et catholiques. Signalons que l'enseignement de l'anglais était prioritaire!

Durant les années '40 à '50, plusieurs cultivateurs, le long du chemin Garson, subdivisent leur terre. Comme les terrains se font rares dans la ville, plusieurs mineurs viennent s'établir ici. Ainsi, devant l'augmentation des familles canadiennes-françaises, New Sudbury se devait de fonder sa propre paroisse. Mais personne ose prendre l'initiative pour réaliser ce projet ne sachant pas trop quel moyen employer.

Deux dames du Nouveau Sudbury, Mesdames Venance Bertrand. et Adélard Tessier, profitent d'un pélerinage à Midland, organisé par le Père Alphonse Raymond, jésuite, curé de la paroisse Ste-Anne, pour le consulter au sujet de la fondation d'une paroisse. Mme Bertrand dit au Père Raymond: "Allezvous nous aider à avoir notre paroisse? Il paraît que les Jésuites sont bons pour aider à obtenir des paroisses. dit que vous en avez obtenu une pour l'ouest de la ville dernièrement!" Elle faisait allusion à la paroisse St-Eugène. Le Pêre Raymond pense en lui-même: elle ne sait pas, Mme Bertrand, à quel prix on avait réussi cette fondation. ne voulait pas subir le même sort que le Père Deguire, le fondateur de cette paroisse. En effet ce dernier avait du quitter le diocèse subitement après cette fondation. Après mûre réflexion, le Père Raymond dit aux dames: vous dire comment procéder. Faites une demande au Vicaire Général du diocèse pour les Canadiens français, Mgr Stéphane Côté, curé de la paroisse Sacré-Coeur, à Sturgeon Falls. Ecrivez-lui et demandez qu'il vous obtienne une paroisse de l'évêque Dignan".

Elles écrivent donc à Mgr Côté qui leur répond de faire circuler une pétition. Un grand nombre de Canadiens français de New Sudbury signent la pétition qui est présentée ensuite à l'évêque Dignan, à North Bay. Comme Mgr Coallier était vicaire forain de Sudbury et qu'il s'agissait d'une division de sa paroisse, Mgr Dignan lui confia l'étude de ce projet. À l'automne 1949, Mgr Coallier demande à son vicaire, Lionel Brousseau, de célébrer la messe à l'école publique Charles McCrea, à New Sudbury. Tous les dimanches, le Père Brousseau célèbre la messempendant les années 1949-1950. Insatisfaits d'avoir les messes dans les locaux d'école et désirant une église, Constant Proulx, appuyé par Adrien Simard et d'autres membres, présente une nouvelle pétition. Mgr Dignan garde le silence et Mgr Coallier ne bouge pas.

À la demande de Mgr Racette et Mgr Stéphane Côté, le Père Raymond rend visite au Délégué Apostolique du temps, Mgr Ildebrando Antoniutti, pour lui faire part de la situation. Le Délégué enjoint Mgr Dignan de fonder la paroisse. L'évêque s'adresse à Rome et les papiers d'érection arrivent en 1951. Cependant les messes se célèbrent toujours à l'école. En revenant d'un voyage de Montréal, le Père Raymond arrête à Ottawa et donne un coup de fil au secrétaire du Délégué Apostolique qui croyait que la paroisse était fondée.

Le secrétaire lui répond qu'avant son retour à Sudbury, la paroisse sera fondée. En effet, le soir, le curé François Blais de Matachewan informe le Père Raymond que l'évêque Dignan lui offrait de fonder une paroisse dans le New Sudbury et lui demande son opinion. Le Père Raymond lui conseille d'accepter. Quand le curé Blais rappelle l'évêque pour lui donner sa réponse, l'évêque lui répond: "Je ne vous ai pas attendu, j'ai demandé au curé Daigle de Cartier, qui a accepté tout de suite de devenir curé de la nouvelle paroisse". On était en février 1953. Pendant quelques dimanches le Père

Daigle célèbre les messes à l'école publique, mais il déménage sur la rue Lavoie où il célèbre trois messes dominicales. Comme la population augmente toujours et même si les Pères du Collège Sacré-Coeur célèbrent deux messes de plus, on veut une église. Secondé par ses paroissiens, le Père Conrad Daigle commence la construction de l'église en mai 1953 sur un terrain donné par M. Guido Pevato. Ce dernier avait fait un voyage spécial à North Bay pour donner ce terrain au diocèse. Un grand nombre de paroissiens travaillent à la construction de l'église. Celle-ci était de 100 pieds par 50 pieds et contenait environ 600 personnes. truit le presbytère en même temps et le tout est terminé en novembre de la même année.grâce à un emprunt de 45 000\$ du diocèse. Le huit décembre 1953, Mgr R.H. Dignan bénit la nouvelle église à l'occasion d'une messe solennelle célébrée par le Père Alphonse Raymond, devenu recteur du Collège Sacré-Coeur.

Entre temps soit en septembre 1953, une école de dix classes, l'Immaculée Conception, ouvre ses portes sur la rue Lavoie, terrain de Joseph Tremblay, payé par Mgr Coallier. Cette école, au coût de 165 000\$, cause beaucoup de soucis aux premiers commissaires responsables de la fondation dont Edouard Lalonde, Constant Proulx, Charles Moreau, Léo Bourgeois et P.E. Migneault. Les propriétaires qui payaient leurs taxes à l'école publique, devaient, s'il voulaient que leurs enfants fréquentent l'école séparée signer une formule qui les engagaient à supporter la commission scolaire R.C.S.S., #4. Plusieurs craignaient une augmentation de leurs taxes, mais le taux d'évaluation était comparable à celui des écoles publiques. Mme Simone Gervais est la première directrice. M. Lorenzo Deschamps lui succède. Le curé Daigle bénit la nouvelle école. La population augmentant constamment, il devint

nécessaire de fonder d'autres écoles, et nous avons vu par la suite la construction des écoles suivantes: St-Conrad, St-Jérome, St-Raphaël, Léon XIII, Félix-Ricard. Ont siégé sur le conseil scolaire du temps, Adrien Simard, Oswald Beaudry, Camille Laferrière, etc.

En mars 1963, le feu cause des dégats sérieux à l'église. Ce sera l'occasion de la première rénovation et de l'agrandissement de l'église au coût d'environ 100 000\$.

Deuxième rénovation de l'église en 1978 à l'occasion du 25e anniversaire de la fondation de la paroisse.

La paroisse compte actuellement à peu près 1200 familles, soit environ 6500 personnes.

e) La paroisse de La Toussaint

Cette communauté chrétienne fit ses débuts en 1938 comme paroisse bilingue. Les plans de l'église furent faits par l'architecte Louis N. Fabro de Sudbury. La construction de cet édifice fut confiée à la compagnie Anglin-Norcross de Toronto.

L'église est située au numéro 1519 de l'avenue Bellevue, qui à ce moment-là était considérée être le centre de la paroisse. En cette même année de 1938, Monseigneur Dignan, évêque du diocèse, bénit l'église et célèbre la messe pontificale. Le Père Tourangeau en a été le fondateur et premier curé. Huit prêtres curés ont servi chez nous: J.A. Tourangeau - 1938-48; O. St-Pierre - 1948-49; J.G. Parent - 1949-58; L. Cholette - 1958-59, assistant d'octobre 1957 à septembre

1958; Gérard Vachon - 1959-63; Alfred Laplante, c.s.c. - 1963-66; Jean Millette, c.s.c. - 1966-67; assistant 1965-66; Jacques Lefort, c.s.c. - 1967 jusqu'à présent.

Quatorze prêtres assistants: A.J. Murray, F. Forest, J.G. Savignac, L. Legault, M. Boyer, R. Tremblay, A. Campeau, D. Boileau, M. Nault, G. Morrissette, c.s.c., A. Thétreault, c.s.c., A. Cormier, c.s.c., et Noël Fortier, c.s.c., ainsi que le frère Pauzé.

Le premier baptême a été celui de William John Alexander Carroll, fils de Alexander Carroll et de Marie-Anne Burns, le 23 mai 1938. Le premier baptême francophone fut celui de Marie Lorette Jeannine Lacasse, fille de Victor Lacasse et de Lorette Lacroix, le 8 juillet 1938.

Le premier mariage célébré ici fut celui de Jean Gagné et de Florida Lagacé, le 8 août 1938, et le premier service funèbre fut celui de Béatrice Marian Rannelli, le 3 juillet 1939.

En 1938, la paroisse débute avec une cinquantaine de familles et en 1949, le nombre de paroissiens a tellement augmenté que nos frères de langue anglaise décident de bâtir leur église Holy Redeemer. Le 21 novembre 1950, voilà une paroisse francophone, comptant environ 450 familles en 1980.

Les années s'écoulent et en 1955, des rénovations mineures sont nécessaires: plâtrage des murs, réparation du plancher et des agenouilloirs, installation de draperies, vernissage des bancs, électricité. Il ne faut pas oublier l'achat d'un bel ostensoir, humble symbole de la grandeur du Dieu vivant, qui veut vivre, non pas dans un vase, si riche soit-il, mais dans nos coeurs.

En 1956, un nouveau système de chauffage est une nécessité. La même année, l'achat d'un magnifique orgue Casavan vient rehausser nos célébrations liturgiques.

En 1961, le besoin d'une salle paroissiale se fait sentir, car le sous-sol est sombre, et le plancher est souvent inondé. Donc, les rénovations du sous-sol débutent et l'ouverture d'une belle salle se fait à l'occasion d'un Thé-Bazar qui fut un très grand succès, grâce à la collaboration de chacun.

Nous voilà rendus en 1963, avec une population de 550 familles. Monseigneur Carter invite les Pères Sainte-Croix à venir s'installer chez nous. Le 5 mai 1963, le Vicaire Général du diocèse de Sault-Ste-Marie, Monseigneur L.J. Côté, a procédé à l'installation officielle des Pères Sainte-Croix, qui ont pris la direction de la paroisse dans la personne du Père Alfred Laplante, avec l'assistance des Pères Guy Morrissette et Alphonse Tétreault. Le Père Provincial de la Province canadienne Sainte-Croix, le Père Maurice Lafond, le Président de l'Université de Sudbury, le Père Lucien Matte, s.j., ainsi que le Vicaire Forain de Sudbury, le Père Benoît Fortier, étaient parmi nos invités à cette occasion.

Le Père Laplante, comme tous les prêtres qui ont servi ici, nous dit qu'il est venu faire la volonté de son Père, et qu'il aura pour les âmes le souci de leur faire découvrir la vie surnaturelle. Il s'est acquitté de son rôle de prêtre avec l'ardeur d'un apôtre, sans oublier les autres besoins quels qu'ils furent.

Avec l'ouverture du concile oecuménique, qui eut lieu le 11 octobre 1962, et trois prêtres à notre disposition, la

paroisse prend un nouvel élan. Le Père Curé rassemble ses ouailles afin de leur faire part d'un projet: un grand carnaval dont les recettes serviraient à se débarrasser de la dette paroissiale. Tous sont en faveur. Le carnaval est le plus grand spectacle de la saison, à l'Aréna de Sudbury, les 28 et 29 septembre 1963. Ce fut un grand succès. En 1964, la dette paroissiale est acquittée.

Le 6 janvier 1966, nous assistons à la bénédiction de notre nouveau sanctuaire par Monseigneur A. Proulx.

Depuis le début de la paroisse les enfants de l'arrondissement sont allés à différentes écoles. En 1950, l'école St-Paul était la seule école séparée à Minnow Lake. En 1951, l'école Ste-Thérèse, maintenant St-Pierre, a ouvert ses portes et en 1953, l'école St-Jean. En 1971, l'école secondaire Franco-Jeunesse, anciennement Nickel District, ouvre ses portes aux étudiants de langue française.

Depuis la fondation de La Toussaint, les paroissiens ont oeuvré dans les cadres des organisations suivantes: Croisade Eucharistique, Enfants de Marie, Ligue du Sacré-Coeur, Dames de Ste-Anne, Dames Patronesses, Lacordaire et Jeanne d'Arc, Guides et Scouts, Caisse Populaire, les associations Parents-Instituteurs des écoles St-Paul, St-Pierre et St-Jean, la Jeunesse Étudiante Catholique, Jeunesse Étudiante Catholique Féminine, Jeunesse Ouvrière Catholique, Service d'Orientation des Foyers, ainsi que dans le Conseil Paroissial.

Au fur et à mesure que les années passent, la paroisse change de visage et nous voyons au niveau du Conseil Paroissial d'autres besoins qui se font sentir. Les Dames Patronesses et les Dames de Ste-Anne qui se regroupent sous le nom de Dames de la Paroisse. Dorénavant les paroissiennes ne se sentent pas obligées d'être membres d'une organisation quelconque pour oeuvrer au sein de la paroisse. D'autres comités sont formés tel que le comité d'accueil, pour accueillir les nouveaux paroissiens en leur rendant visite à leur foyer, et aussi pour voir à l'accueil aux messes du dimanche.

Le comité d'aide aux malades et aux personnes âgées oeuvre d'abord au Bel-Air et maintenant à l'Extendicare. Il y a aussi le comité pour les défavorisés ainsi que le comité de sympathie. Le rôle de ce dernier est de communiquer avec la famille éprouvée par un décès, afin de fraterniser et d'offrir les services de la paroisse si nécessaire, tel que repas pour la famille et ses invités après les funérailles.

Un comité de liturgie est formé ainsi qu'un comité de pastorale, afin d'essayer de rendre aux sacrements de baptême, de réconciliation, d'eucharistie et de mariage, ainsi qu'aux autres célébrations, leur vrai visage communautaire.

Le départ de plusieurs de nos prêtres du diocèse, l'abandon du sacerdoce de plusieurs d'entre eux, ainsi que la diminution des vocations sacerdotales et religieuses font un vide dans nos communautés chrétiennes. Plusieurs lafques répondent aux besoins de prier et de vivre une vie chrétienne plus authentique chaque instant de leur vie, et ils s'impliquent davantage en étant disponibles chacun selon ses aptitudes et ses capacités.

Au début de 1979, le comité d'entretien découvre que les arches de l'église avaient besoin d'être solidifiées. Des

experts examinent la structure et confirment la nécessité des réparations.

Après plusieurs réunions, afin que tous les paroissiens soient mis au courant et puissent donner leurs opinions, on accepta d'entreprendre les travaux suivants:

- a) solidifier les arches de la voûte avec de l'acier;
- b) renouveler le système d'électricité et d'éclairage;
- c) installer de l'isolation dans le toit et les murs;
- d) refaire le plafond et les murs.

Les travaux ort commencé en octobre. Voilà brièvement l'histoire d'une paroisse en marche dans la construction du Royaume!

5. L'Action pastorale

Un nombre imposant de services de pastorale fonctionnent à l'échelle du diocèse de Sault-Ste-Marie. Les paroisses de Sudbury bénéficient de ces services qui tentent de répondre aux besoins des fidèles.

a) Le Centre de pastorale de Sudbury

Situé au 40 sud de la rue Eyre, le Centre diocésain de Pastorale est un lieu de rencontre, de réflexion et d'entraide mutuelle. Les responsables s'efforcent, par tous les moyens à leur disposition, de promouvoir l'animation spirituelle des communautés paroissiales. Signalons particulièrement la pastorale familiale qui comprend: le Service de préparation au mariage (SPM), le mouvement des Femmes

chrétiennes (MFC), couples et familles, le Service des malades et les Cailloux blancs (nom d'un groupe de volontaires qui vient au secours des ménages en difficultés).

Viennent ensuite l'Office de l'éducation chrétienne qui seconde les responsables de l'enseignement religieux à tous les paliers; l'Office de la liturgie; l'Office des communications sociales; l'Office de la bible; les missions et les vocations.

b) L'appartenance à l'Église et la participation

La vie religieuse d'une communauté ne peut se développer ni exister sans la participation des jeunes. On songe à ceux qui, engagés dans le processus de croissance s'éveillent tant au partage qu'à l'autonomie et qui cherchent des structures appropriées. Il existe pour eux à Sudbury des mouvements de jeunesse auxquels ils peuvent participer.

i) Le_ \mathbb{R}^3

Le R³ tire son nom de la triple rencontre proposée aux membres: rencontre de soi (découvrir son potentiel et se disposer à partager); rencontre des autres (prendre conscience de la richesse qu'apporte la diversité); rencontre de l'Autre (ce Jésus au coeur de nos vies).

Le R³ est donc une EXPÉRIENCE centrée sur le Christ dont le but est de découvrir le vrai VISAGE de Jésus, faire sentir sa présence amoureuse en chacun et provoquer une vraie réponse de foi. Ce mouvement s'adresse aux gars et aux filles de 18 ans et plus, travailleurs ou universitaires. Les rencontres périodiques assurent une saine interaction où le témoignage, l'action et le partage se font sous la responsabilité d'un couple de jeunes et d'un animateur spirituel. La fraternité toujours mieux comprise et mieux vécue est le lieu de leur croissance humaine et chrétienne.

ii) L'Association des Comités de liturgie engagés - L'A.C.L.E.

L'A.C.L.E. vise à aider les communautés à CÉLÉBRER COM-MUNAUTAIREMENT la présence agissante du Christ dans la vie quotidienne. À cet effet, elle poursuit trois sous-objectifs qu'elle considère comme suplémentaires et inséparables et aussi de nature à respecter la diversité des besoins liturgiques des milieux et le cheminement des personnes:

- a) LA FORMATION LITURGIQUE par le développement du sens communautaire, du sens de la célébration et de la fête, du symbolisme chrétien et l'initiation à une animation liturgique dynamique;
- b) LE RESSOURCEMENT personnel et communautaire de ses membres par le partage du vécu, l'écoute de la PAROLE de Dieu et la célébration;
- c) L'ENGAGEMENT LITURGIQUE par une sensibilisation aux besoins des divers milieux et la familiarisation avec des moyens d'action concrets et appropriés.

Pour atteindre ces buts, L'A.C.L.E. offre d'abord des sessions de fin de semaine, des sessions d'été et des camps spéciaux. On utilise également un dossier de travail et d'autres outils d'animation telle la revue Leitourgia.

Les 15 ans et plus en quête d'engagement en paroisse, à l'école ou en groupe communautaire trouvent dans l'A.C.L.E. un excellent moyen de donner libre cours à leur désir de croître en servant.

iii) Les groupes de prière

Les groupes de prière, qui se multiplient à un rythme très rapide, sont une des manifestations du renouveau spirituel qui se produit dans l'Église depuis le Concile Vatican II. C'est parmi les professeurs et les étudiants de l'Université Duquesne, dirigée par les Pères du St-Esprit, à Pittsburg, E.-U., que prennent naissance les Groupes catholiques en 1967. Depuis, ils ne cessent de progresser et de se multiplier partout. Sudbury entretient plusieurs de ces groupes de prières qui se noyautent seton les aspirations des personnes qui en font partie. Ils deviennent un lieu de ressourcement individuel et gardent la promesse de féconder tout le milieu de vie.

iv) Les camps vocationnels

Trois fois l'an, à la Place Richelieu près de Chelmsford, une fin de semaine de réflexion et d'étude biblique sur la vocation est efferte aux jeunes filles. Les rencontres de garçons se tiennent dans un chalet de la région.

Ces camps amènent les participants à réfléchir sur l'appel de Dieu à réaliser pleinement sa mission de baptisé, soit dans le mariage, le célibat ou dans la vie religieuse ou saccerdotale.

Le contenu est un thème chrétien et il est adapté aux étudiants juniors ou seniors des écoles secondaires françaises selon le cas. Souvent, les sessions sont organisées par des professeurs d'orientation auxquels se joignent un prêtre, un parent ou un professeur d'une autre discipline.

6. Les communautés religieuses

a) Les Soeurs de la Charité d'Ottawa

Les Soeurs de la Charité d'Ottawa oeuvrent dans notre diocèse depuis plus de guatre-vingts:ans.

Connues d'abord sous le nom de Soeurs Grises de la Croix, elles ont repris, en 1968, l'appellation légale de leur incorporation civile.

Un peu d'histoire

Les Soeurs de la Charité d'Ottawa, dans leur origine et dans leurs oeuvres, font partie de la grande famille de la Bienheureuse Marguerite d'Youville. Elles ont toutefois, comme fondatrice particulièrement, Mère Elisabeth Bruyère, dont la cause de béatification vient d'être introduite à Rome.

Soeur Elisabeth est entrée chez les Soeurs Grises de Montréal en 1839. En 1845, elle reçoit comme obédience de venir à Bytown (Ottawa) établir une maison religieuse. La demande du Père Pierre Adrien Telmon, o.m.i., (curé de la paroisse Notre-Dame), est précise: des Soeurs pour s'occuper des pauvres et des malades - mais aussi pour ouvrir une école à l'intention des enfants, en très grande majorité canadiens-français.

Soeur Bruyère a 26 ans et possède de l'expérience dans l'enseignement. Sa nomination est marquée du signe de la Providence. Elue le 5 février, elle remplace Mère Beaubien qui devait prendre charge de cette fondation et qui vient d'être terrassée par la paralysie. Accompagnée de trois soeurs professes, d'une postulante et d'une aspirante, Soeur Elisabeth Bruyère arrive de Montréal à Bytown le 20 février 1845, en "carriole", après deux jours de voyage.

Bytown compte alors près de 6000 habitants dont un tiers d'expression française. Il y a de plus une population flottante d'hommes de chantier, de draveurs, d'émigrés, qui est loin d'être paisible: Mère Bruyère en saura quelque chose!

Les Soeurs logent rue Saint-Patrice, dans une petite maison composée de quatre corps de logis, tout près de l'Archevêché actuel. Le hangar, au fond de la cour, servira d'école! Effectivement, le 3 mars 1845, on y trouve 200 élèves réparties en deux classes. La première école franco-ontarienne est née!... et elle survivra, suivie de bien d'autres. Trente ans plus tard, on compte 6000 jeunes filles dans les écoles de la Communauté.

Charité universelle

Le petit noyau établi à Bytown se voulait dans la ligne d'inspiration de Mère d'Youville et fidèle à son charisme.

Le mois de mai 1845 voit fleurir les trois oeuvres fondamentales: Hospice pour vieillards - 10 mai, avec Pierre Ethier, premier invalide. Hôpital - 14 mai, avec Jim McDermott, un "noir", premier patient. Orphelinat - 30 mai, avec Elisabeth Jordon, bébé de 9 mois, trouvé dans les champs.

En juin, on ajoute l'oeuvre des "SHEDS": baraques situées le long de la rivière Ottawa où l'on entasse les émigrés et où une épidémie de typhus ne tarde pas à éclater.

Aux oeuvres traditionnelles, les Soeurs ajoutent: 1!école du soir pour enseigner aux femmes les prières, le catéchisme et la lecture; le soin des malades et des pauvres à
domicile; la surveillance des "repenties"; l'accueil des
jeunes filles délaissées... Bref, on se croirait en plein
1979!

Mère Bruyère est devenue une "réponse vivante" aux besoins de son temps. La jeune fondatrice, vaillante et intrépide, joyeuse et entreprenante, marche bien dans les foulées de Mère d'Youville que Jean XXIII a appelée "Mère de la Charité universelle". Les jeunes filles du milieu s'intéressent vite à cet idéal d'être la "Providence des gens mal pris". Dès juin 1845, les recrues s'annoncent nombreuses et intéressantes.

Au diocèse de Sault-Ste-Marie

Les Soeurs Grises de la Croix sont arrivées à Sudbury en août 1896 pour prendre charge de l'Hôpital Saint-Joseph ouvert depuis 4 ans et transporté, il y a trois ans, à l'Hôpital Laurentien. Puis on les verra successivement à l'École Centrale et dans les autres écoles de Sudbury, à Chelmsford, Verner, Noëlville, Cartier, Hanmer. Au Foyer d'Youville, elles prennent la relève des Soeurs Grises de Nicolet. C'est ensuite le Collège Notre-Dame, Blezard Valley, la Résidence Sainte-Marie, siège de la Maison Provinciale et d'un Ouvroir en service.

Comme dernières-nées, La Paix (YWCA), l'oeuvre du Pensionnat qui reçoit à la Résidence 30 jeunes filles, élèves au Collège Notre-Dame, la Résidence Saint-Joseph où logent les Soeurs hospitalières... sans oublier bien sûr, la Maison de la Fraternité qui a aidé tant de jeunes prisonniers de Burwash.

b) Filles de la sagesse (F.D.L.S.)

Fondée en 1703 par saint Louis-Marie de Montfort, la Congrégation des FILLES DE LA SAGESSE compte aujourd'hui 4348 Soeurs.

Quoique de nationalités et de culture diverses, elles poursuivent le même but: ÊTRE AU MILIEU DU MONDE - L'ÉVAN-GILE DE L'AMOUR DE JÉSUS-CHRIST, par le désir et la contemplation de la Sagesse incarnée en Marie, la Consécration à la Sagesse par Marie, la Pauvreté de l'Incarnation, l'Obéis-sance rédemptrice jusqu'à la Croix, l'Amour universel dans le service des pauvres.

Montfort n'avait qu'un seul désir: porter la Bonne Nouvelle du salut à ses contemporains et leur faire prendre conscience de leur dignité de fils de Dieu. Puisque ce souffle premier se prolonge dans les personnes et les communautés, la Fille de la Sagesse, au nom de sa communauté locale, prend une part active à la réalisation du projet de Dieu.

Les Filles de la Sagesse travaillent dans quinze pays à travers le monde. Au Canada, elles sont au nombre de 540. Elles s'occupent surtout d'enseignement, de soins hospitaliers et d'animation spirituelle.

Depuis septembre 1979, trois d'entre elles ont ouvert une résidence pour étudiantes au 1184 de la rue Diane. Le but proposé aux jeunes filles de l'extérieur de la ville est de vivre une expérience chrétienne en groupe par le partage de leurs convictions, de leur amitié, de leurs loisirs, des tâches matérielles, etc. Elles participent également aux fins de semaine R³, ACLE, organisées par le diocèse.

c) Les Petites-Soeurs de l'Assomption

Ici et là, nous avons entendu cette question: "Que deviennent les Petites-Soeurs? ... On entend peu parler d'elles... Elles ne sont plus comme avant..." Et parfois, nous avons perçu de la peine, du doute, de l'étonnement à travers l'interrogation.

Certes, les Petites-Soeurs ont changé depuis huit ou dix ans. Évolution parallèle à celle de l'Église et de la société, face au déferlement de courants naissants et mouvants.

En fait, depuis cent ans, les Petites-Soeurs n'ont jamais cessé de s'adapter. Toujours pour répondre aux exigences de leur mission. Cependant, cette adaptation se faisait par rapport à des points stables: les malades, les familles ouvrières, les services médicaux-sociaux, le regroupement des familles en Fraternités ouvrières. Le tout dessinait une image stéréotypée de la congrégation fondée par le Pêre Pernet en 1865. Or, cette image ne va plus de soi aujourd'-Pourquoi? Précisément parce que tout a changé dans la vie sociale, les mentalités, la législation. Dans la plupart des pays, la socialisation a amené la création de services publics dotés de moyens importants. Longtemps, les Petites-Soeurs comme beaucoup d'autres congrégations, avaient assuré avec leurs seules ressources, des services analogues. Elles ne le peuvent plus. Et la diminution du nombre des soeurs accuse encore la disproportion entre leurs possibilités et les activités qui continuent à les solliciter.

Pourtant, la congrégation ne s'est pas contentée de subir les événements. Elle a tenté de les voir comme un appel à discerner sa vocation aujourd'hui, à la lumière de l'orientation de l'Église: "Une évangélisation qui tient compte des rapports concrets et permanents qui existent entre l'Évangile et la vie personnelle et sociale des hommes", Paul VI, 1975.

Devant ces éléments multiples et obéissant à la consigne de l'Église elles ont fait un retour aux sources, c'està-dire à la fondation, au Père Etienne Pernet et à Mère Marie de Jésus, à l'histoire des premières Petites-Soeurs.

Le Père Pernet avait reçu dans son temps un charisme pour les milieux ouvriers et pauvres d'alors. En fondant les Petites-Soeurs, il les avait voulues proches d'eux, chezeux, annonçant sans prosélytisme la Bonne Nouvelle du salut par les travaux les plus communs.

Au cours des années, l'activité des Petites-Soeurs a pris un caractère médico-social, en accord avec l'orientation des législations. En certains pays comme le nôtre, cette activité est actuellement remise en cause ou assurée par l'État. En tout cas, elle n'est plus exclusive.

La question de fond que se pose la congrégation: par quels engagements de vie et de service accomplir aujourd'hui la mission que lui confie l'Église? Comment "manifester l'amour du Christ Sauveur parmi les pauvres et les ouvriers avec une attention particulière à la famille", comme le dit leur Règle de Vie.

Dans le contexte mouvant d'aujourd'hui, leur recherche a déjà eu des conséquences concrètes: simplification du mode de vie, plus proche par l'habitat, le travail, le vêtement, de celui des familles du quartier; connaissance plus directe du peuple, de sa culture, de ses luttes journalières, de son langage, de ce qui lui manque et de ce dont il est riche.

À l'intérieur de la congrégation, la réalité internationale est devenue plus présente. Des horizons, hier lointains, sont devenus très proches.

Un autre point sur lequel l'accord s'est manifesté: la famille. Différente selon les pays, elle existe, bien que partout menacée. Aussi, les Petites-Soeurs continuent-elles leur attention sur la famille.

L'arrivée des Petites-Soeurs à Sudbury en 1959 coîncide avec une longue période de grêve à l'INCO à laquelle s'ajoutaient les luttes syndicales dont certaines étaient ouvertement communistes. C'est dans ce contexte de notre histoire locale que le Père Albert Régimbal, s.j., obtenait de la supérieure générale à Paris, France, que des Petites-Soeurs viennent s'installer dans la ville, pour aider les familles et vivre parmi elles, un témoignage de charité. Elles sont donc du peuple sudburois depuis bientôt vingt ans.

Actuellement, la communauté locale est réduite à cinq Petites-Soeurs. "Envoyées dans un peuple, parmi les familles ouvrières et les petits", elle trouvent dans le terrain, qui est le leur, des familles en crises successives, des ensembles de familles monoparentales dans les Sudbury Housing, des vieillards isolés, des Indiens désorientés dans notre ville.

Elles travaillent en collaboration avec les nombreux services et ressources communautaires du milieu. Leurs énergies limitées trouvent encore leur place dans des services "moins rentables" du type accueil, accompagnement, cheminement avec.

Leur projet communautaire dans sa réalisation concrète se veut une réponse aux besoins du milieu. Aussi, depuis le début, des formes de présence et de service ont peu changé, alors que des modalités nouvelles se sont ajoutées. Leurs revenus proviennent de dons spontanés et de salaires occasionnels du Bien-Être (Welfare) et du Home Care.

Dans le grand courant d'évangélisation qui traverse l'Eglise, elles sont bien conscientes de n'être qu'un filet très mince. Elles croient cependant à l'appel et à l'envoi reçus de Jésus-Christ. L'appel remplit leur coeur de confiance et l'envoi engage leurs existences pour témoigner d'une manière "spécifique" de la Foi, de l'Espérance et de l'Amour.

Engagées dans le peuple en marche, à la suite du Christ Serviteur et Sauveur, elles en voient la place que prennent dans leurs vies de Petites-Soeurs, la prière, la contemplation, la communauté fraternelle. Et en même temps, l'accueil attentif des autres, l'action menée avec tout homme de bonne volonté, désireux d'aider ses frères ou chercheur de Dieu, donne consistance à leur témoignage et le vérifie.

d) Les Jésuites

Saint Ignace, en instituant la Compagnie de Jésus (1540), avait en vue la défense et la propagation de la foi catholique. Il proposait à cette fin les moyens suivants: l'éducation chrétienne de la jeunesse (collèges), la pratique de l'union à Dieu par les exercices spirituels (retraites), l'aide aux diocèses en voie de développement (fondation de paroisses) et l'implantation de la foi en pays infidèles (missions). L'oeuvre des Jésuites dans le diocèse de Sault-Sainte-Marie fut, en somme, calquée sur ce modèle.

Éducation chrétienne de la jeunesse

En 1913, les Jésuites s'établissent à Sudbury. Le Collège du Sacré-Coeur offre jusqu'en 1957 le cours classique (humanités gréco-latines). En 1957, le Père Alphonse Raymond fonde l'Université de Sudbury, tandis que le Collège du Sacré-Coeur devient une école secondaire, toujours sous la direction des Jésuites. L'Université de Sudbury abrite les départements de philosophie, de sciences religieuses et d'études amérindiennes. La société historique du Nouvel-Ontario est fondée par le Père Lorenzo Cadieux et l'institut de folklore est fondé par le Père Germain Simon Davis. L'École Normale de Sudbury, aujourd'hui l'École des Sciences de l'Éducation de la Laurentienne, est fondée par le Père Jacques Martineau, qui la dirige de 1963 à 1975.

Exercices spirituels

En 1961, le Père Antonio Genest entreprend la construction d'une maison de retraites au Lac Long: la Villa Loyola. La première retraite est donnée à Pâques 1962. Les retraites fermées conventionnelles cèdent petit à petit la place à d'autres rencontres spirituelles: cursillos, "marriage encounters", réunions charismatiques, retraites de fiancés, etc. Il s'y donne aussi des retraites pour prêtres, religieux et religieuses. La Villa abrite des sessions de pastorale, de liturgie, etc. En juillet, elle accueille des personnes handicapées. Depuis 1971, c'est le Père Léon Meunier qui est directeur de la Villa Loyola.

Fondation de paroisses

Quand la construction du chemin de fer rend possible le développement de l'Ontario-nord, ce sont souvent des Jésuites qui fondent les plus anciennes paroisses du diocèse, pour les céder ensuite au clergé diocésain: qu'il suffise d'énumérer, outre Sainte-Anne, la première paroisse de

Sudbury, North Bay (L'Assomption), Blezard Valley, Warren, Blind River, Chelmsford, Copper Cliff (Saint-Stanislas), Chapleau, Sault Ste-Marie (Précieux-sang), Massey, Killarney, White River, Little-Current (Saint-Bernard), sans compter les nombreuses chapelles, plus tard remplacées par les églises paroissiales. La plupart de ces paroisses datent d'avant la fondation du diocèse (1904). Sur les 64 églises que compte le diocèse à ses débuts, 58 sont bâties par les Jésuites. Actuellement une seule paroisse francophone, Markstay, a pour curé un Jésuite (le Père Albert Burns).

Apostolat auprès des Amérindiens

Dès le dix-septième siècle, les Jésuites, qui accompagnaient les découvreurs, commencèrent à s'intéresser aux Amérindiens de l'Ontario-nord, mais ils consacrèrent le gros de leurs efforts à l'évangélisation de la Huronie, où quelques-uns furent martyrisés par les Iroquois (les saints martyrs canadiens). Au milieu du siècle dernier, quand les Jésuites revinrent au Canada, ils ne tardèrent pas à revenir dans la région de l'actuel diocèse de Sault-Ste-Marie pour y reprendre l'évangélisation des Amérindiens (surtout les Ojibwés). Dès 1849, le Père Choné était à Wikwémikong (Iles Manitoulins). Wikwémikong et Spanish devinrent des centres importants d'où rayonnèrent les missionnaires. Ce sont maintenant les Jésuites anglophones qui oeuvrent auprès des Ojibwés.

Cet aperçu de l'oeuvre des Jésuites à Sudbury et dans les environs est forcément incomplet. Une étude détaillée dépasserait les cadres de cette recherche. L'apport spirituel de cette très méritante congrégation à la vie de Sudbury se mesure difficilement, mais elle se révèle dans les

nombreuses oeuvres qu'elle a créées. Nous connaissons aussi sa contribution dans le domaine culturel. Nous y reviendrons brièvement d'ailleurs dans notre étude sur l'éducation. Qu'il suffise, pour le moment, de souligner que la population francophone de Sudbury lui doit une fière chandelle!

e) Les Petits Frères de Jésus

Les Petits Frères de Jésus considèrent Charles de Foucauld comme leur fondateur même s'il est mort sans disciples.

Charles de Foucauld naît le 15 septembre 1858 à Strasbourg, en France, d'une famille noble et riche. En 1865, il perd ses parents; son grand-père maternel s'occupe de son éducation.

A seize ans, il perd la foi. Il devient soldat. Peu après, il hérite d'une fortune immense qu'il gaspille. En 1880, en Algérie où son corps d'armée déménage, il reçoit son licenciement à cause de sa vie scandaleuse. Il retourne donc en France où il mène "la grande vie". Trois mois plus tard, apprenant que ses compagnons d'armes sont aux prises avec des insurgés, il obtient sa réintégration dans l'armée et se lance dans l'action. Graduellement, sa vie change. Cette campagne militaire marque le début de sa conversion.

Après la guerre, il démissionne de l'armée, explore le Maroc et retourne en France. En 1886, sa conversion est complète. N'étant pas un caractère à demi-mesures, il devient Trappiste pour mieux ressembler à Jésus pauvre. Assoiffé d'un dénuement plus profond et d'un contact plus intime avec son Dieu, il veut devenir ermite. En attendant,

il se fait jardinier, commissionnaire et sacristain chez les Clarisses de Nazareth. C'est ici qu'il décide de devenir prêtre pour mieux ressembler au Christ. Il retourne à la Trappe, étudie, se prépare au sacerdoce. Il est ordonné en 1901.

Charles découvre l'aspect missionnaire de sa vocation: vivre la vie de Nazareth là où les hommes sont les plus abandonnés, au Maroc. Il s'établit à Beni-Abbes pour y mener une vie de prière et d'accueil. Déjà, il se rend au Hoggar, au sud de l'Algérie. C'est là que le ler décembre 1916, durant les troubles causés par la Première Guerre mondiale, trahi par un ami, il est emprisonné et tué.

En 1933, René Voillaume fonde la première fraternité dans le désert d'Algérie. Les Petits Frères de Jésus y imitent la vie du Père Charles de Foucauld. Leurs fraternités se multiplient lentement mais régulièrement à travers le monde. C'est ainsi qu'en 1975, la Providence conduit les Petits Frères à Sudbury, leur première fondation au Canada. Extérieurement, rien ne les distingue: un petit groupe qui ne gêne pas le milieu social dans lequel il oeuvre. Ils cherchent à être accueillants pour toute personne que la Providence met sur leur route, spécialement celle qui est oubliée ou rejetée. Chacun exerce un travail manuel qui lui permet de partager la vie du travailleur. Après son travail, chaque frère passe de longs moments de dialogue avec Celui qui lui donne courage et réconfort.

Les Petits Frères de Jésus témoignent éloquemment par leur vie des valeurs évangéliques: la pauvreté, la douceur, la pureté, le pardon, la miséricorde. Leur rôle n'est pas de prêcher, d'enseigner, mais d'accueillir, d'encourager. Leur influence prend sa force en Dieu. Sudbury se sent enrichie par la présence stimulante et discrète des Petits Frères de Jésus. Les citoyens francophones, en particulier, se réjouissent de leur collaboration silencieuse et efficace.

VII

ÉDUCATION

- 1. Le secteur élémentaire
- 2. Le secteur secondaire
- 3. Le secteur post-secondaire

VII L'ÉDUCATION

Le développement des écoles assure la survie d'un peuple. Cette affirmation explique pourquoi nous retrouvons toujours à Sudbury un élément très actif de vie française. En examinant aujourd'hui les écoles à Sudbury, nous constatons qu'elles figurent certainement parmi les meilleures de la province.

Même si cet acheminement ne fut pas toujours des plus facile -pensons tout simplement aux temps difficiles des écoles pionnières, ou encore aux durs moments du Règlement XVII, ou à la subsistance parfois pénible de nos écoles privées- il reste qu'aujourd'hui, Sudbury s'est doté d'un système éducationnel vigoureux. Il va du palier élémentaire jusqu'à notre collège communautaire et à notre université du post-secondaire, en passant par un système d'écoles secondaires publiques françaises.

Ce travail vise à en retracer non seulement l'évolution historique mais aussi de mettre en valeur la contribution des gens qui en sont responsables.

1. Le secteur élémentaire

a) Les premières écoles bilingues

En 1884, il y avait déjà plusieurs familles à Sudbury, et les enfants augmentaient en proportion. On comprit qu'il fallait s'occuper de ces jeunes pour ne pas les laisser grandir dans l'ignorance. C'est alors qu'on réunit toutes les

bonnes volontés, protestantes et catholiques, françaises et anglaises, pour choisir un endroit en vue de commencer les classes le plus tôt possible.

Les difficultés qu'il fallut affronter sont à peine croyables; que de dévouements et d'admirables sacrifices!

Voici ce qu'en dit le Père Caron dans ses notes manuscrites, colligées par la Société Historique du Nouvel-Ontario: "Au printemps de 1884, la paroisse Ste-Anne-des-Pins comptait une cinquantaine de familles, fidèles à tous leurs devoirs, et ces familles avaient plusieurs enfants. Il fallut pourvoir à leur éducation et leur trouver à tout prix une école. Le Père Jean-Baptiste Nolin, S.J., premier curé, choisit comme local la chapelle, située au deuxième étage du presbytère; on sépara le sanctuaire d'avec la nef par une porte à deux battants.

Restait un professeur à trouver et à rémunérer. Il n'y avait rien de fascinant pour une jeune fille dans ce pays de colonisation et l'argent était rare. Le 2 avril 1884, l'école accueillait une jeune institutrice. Mlle Margaret Smith, graduée du couvent de la rue Rideau d'Ottawa et une douzaine de petits garçons et fillettes dont le principal souci n'était pas la science.

Le nombre croissant des élèves obligea le Père Louis Côté, S.J., à jeter les yeux sur un établissement plus spacieux. Une excellente occasion se présenta à l'automne de 1885, lorsque la Compagnie du Pacifique Canadien laissa inoccupé son chantier, situé sur la rue Durham, entre la pharmacie Acme et le Bureau de Poste. Ce chantier devint la deuxième école de Sudbury. On y aménagea deux classes. Mlle

Nellie Donahue, nièce de M. McCormick, et Mlle Nellie Green, dispensaient l'enseignement dans les deux langues.

L'existence de cette école attira, en 1886, l'inspecteur du gouvernement provincial, M. R.-G. Scott. Il avait charge des districts de Renfrew et de Nipissing. Son rapport fut loin d'être optimiste. Ce fonctionnaire atrabilaire, au jugement massif, pesta contre l'ignorance des élèves de la nouvelle école, connue sous le nom de McKim No 1.

Pourquoi tant chicaner quand la population est en majorité de langue française? D'ailleurs, le ministre de l'Éducation, M. Egerton Ryerson, pouvait-il résoudre le problème en un tour de main? Non pas. Aucun professeur, formé en Ontario, n'avait la compétence suffisante pour enseigner le français. Cependant Toronto donna raison à l'inspecteur et les groupes ethniques et confessionnels furent divisés à l'automne 1886.

Alors les supporteurs de l'école publique s'organisèrent pour fonder une école publique selon la loi, et les catholiques, de leur côté pour fonder une école séparée.

On construisit l'école publique à l'angle des rues Durham et Cedar. Mais où serait l'école séparée? Nos chefs canadiens-français à savoir Etienne Fournier, Alphonse Rioux, Joseph Antil, J.-R. Vincent, A. Ouellette et J.-E. Gravelle, se réunirent pour procéder à la fondation d'une école séparée. Une solution fut rapidement trouvée, grâce à la générosité de M. Etienne Fournier, marchand bien connu, qui offrit sa maison restée vacante depuis l'été, pour loger les enfants catholiques. Cette troisième école, appelée école séparée privée, était située sur l'emplacement où habitèrent M. et Mme O. Leduc, à l'angle des rues Beech et St-Ignace.

Jusqu'à date, l'école catholique était privée, c'est-à-dire non reconnue par le gouvernement. Les familles défra-yaient les dépenses évaluées à environ 2,00\$ par mois par famille.

Une nécessité s'imposait: la reconnaissance officielle de l'école séparée catholique. C'est dans ce dessein que, le 23 février 1888, le Père H. Caron convoqua une assemblée pour organiser une commission scolaire des écoles séparées. M. Etienne Fournier en devint le président, M. John Frawley, le secrétaire-trésorier, MM. Alphonse Rioux et Joseph Antil, les deux autres commissaires.

Les pourparlers allèrent leur train et la commission réussit pleinement.

Le 9 avril 1888, l'école séparée catholique était reconnue officiellement par le ministère de l'Éducation. Les élèves, au nombre de 34, recevaient l'enseignement des demoiselles Charbonneau et Cooper.

M. Sylvanus Phillips, B.A., avait été nommé inspecteur des districts de l'Ontario-Nord. Son passage à Sudbury occasionna des changements. Mlle C. Charbonneau n'avait aucun brevet ou diplôme de l'Ontario; on l'obligea à donner sa démission. Léger nuage pour cette demoiselle, femme forte et optimiste. Elle ouvrit une école privée et fit merveille. Elle enseigna 25 ans durant.

Le nombre croissant des élèves nécessita un nouveau local. L'église en construction fut divisée en trois parties, une chapelle, une salle paroissiale et un local scolaire. L'inauguration de l'église eut lieu le 5 mai 1889. En septembre suivant, trois classes aménagées dans l'église, recevaient les élèves. Quelques années après, une quatrième classe fut ouverte.

Survint le terrible incendie du Vendredi Saint, le 23 mars 1894.

Le Pêre Toussaint Lussier, S.J., en homme expéditif, décida sur-le-champ la reconstruction d'une église et d'une école. Dans l'intervalle, la plupart des élèves furent logés ailleurs.

Dès septembre de la même année, la nouvelle école, qui avait été construite par M. J.-B. Laberge, était divisée en six classes spacieuses, pouvant loger 250 élèves. Cette école est devenue, en 1929, l'orphelinat d'Youville.

Jusqu'à 1898, des institutrices laïques furent chargées de l'enseignement. À partir du ler septembre 1898, le Père Toussaint Lussier confia aux Révérendes Soeurs Grises de la Croix d'Ottawa l'enseignement dans nos écoles. Depuis cette époque, les Révérendes Soeurs Grises de la Croix dispensent l'enseignement aux générations montantes, en collaboration avec plusieurs instituteurs et institutrices laïques.

En 1904, la première école ou <u>Brown School</u> devint trop petite et on ouvrit des classes à l'étage supérieur d'un nouvel édifice appelé <u>Jubilee Hall</u>, situé à l'angle des rues Durham et Beech. La répartition des classes se fit tant bien que mal et l'enseignement du français en souffrit. Chez les petits, on permettait de se servir de la langue française pour apprendre l'anglais. Ces pauvres petits croupissaient

dans cette classe et on pouvait en compter jusqu'à 120, confiés à la même institutrice. Dans les autres classes, le temps était trop limité pour l'enseignement du français.

b) Lutte pour la conservation des écoles françaises

i) Le Règlement XVII

Trop souvent, on parle du Règlement XVII sans l'avoir jamais lu dans son entier. L'auteur désire corriger cette lacune. Le texte qui suit représente une traduction fidèle de ce règlement notoire publié en juin 1912.

Comme le laisse entendre le titre officiel, c'est une circulaire de directives portant simplement le numéro 17, mais dont les répercussions la distinguent entièrement de toutes les circulaires qui précèdent et qui suivent. Cellesci tombent dans l'anonymat et sont relégués aux oubliettes. Le Règlement XVII devient un numéro hors-série qui prend une envergure historique sans précédent dans les annales des Franco-Ontariens.

CIRCULAIRE D'INSTRUCTIONS ADRESSÉE AUX ÉCOLES ÉCOLES PUBLIQUES ET SÉPARÉES ANGLO-FRANÇAISES

Il n'y a que deux catégories d'écoles primaires dans l'Ontario:

I - Les écoles publiques et les écoles séparées: mais comme indication usuelle, la désignation anglo-française s'applique aux écoles des deux catégories que le ministre soumet, chaque année, à l'inspection déterminée par l'art. V ci-dessous, et dans lesquelles le français sert de langue d'enseignement et de communication, avec les restrictions indiquées au paragraphe l de l'article III.

II - Les règlements et programmes d'études prescrits pour les écoles publiques, compatibles avec les dispositions de la présente circulaire, seront désormais en vigueur dans les écoles anglo-françaises publiques et séparées avec les modifications suivantes: les règlements applicables à l'instruction et aux exercices religieux dans les écoles publiques ne s'appliquent pas aux écoles séparées; les conseils d'écoles séparées peuvent substituer les "Canadian Catholic Readers" aux manuels des écoles publiques d'Ontario.

III - Sous réserve, pour chaque école, de la direction et de l'approbation données par l'inspecteur en chef, le cours d'études des écoles publiques et séparées sera modifié comme suit:

Emploi du français comme langue d'enseignement et de communication

1. Lorsqu'il y a nécessité pour les élèves de langue française, le français peut être employé comme langue d'enseignement et de communication; mais cet usage ne se prolongera pas au-delà du premier cours, sauf lorsque l'inspecteur en chef décidera que le français peut servir comme langue d'enseignement et de communication pour les élèves des cours supérieurs au premier.

Classe spéciale d'anglais pour les élèves de langue française

- 2. Le dispositif suivant s'appliquera aux élèves de langue française qui sont incapables de comprendre et de parler l'anglais suffisamment pour les fins de l'enseignement et des communications:
 - a) Dès que l'élève entre à l'école, il doit être mis à l'étude et à la pratique de la langue anglaise.

NOTE: Le département de l'Instruction Publique a fait distribuer dans les écoles un manuel indiquant les méthodes d'enseigner l'anglais aux enfants de langue française. Ce manuel doit être employé dans toutes les écoles publiques et séparées.

Enseignement du français dans les écoles publiques et séparées

IV - Dans les écoles où le français a été jusqu'ici enseigné, le Conseil de l'école publique ou séparée, selon le cas, peut, aux conditions ci-dessous, faire enseigner la lecture, la grammaire et la composition françaises, durant les quatre premiers cours, comme matières supplémentaires du programme des écoles publiques ou séparées.

- 1. Cet enseignement du français ne peut être donné qu'aux élèves dont les parents ou les tuteurs l'ont réclamé. Nonobstant les prescriptions du paragraphe l de l'article III, il peut être donné en langue française.
- 2. Cet enseignement du français ne doit pas diminuer l'efficacité de l'enseignement donné en anglais. Le temps qui lui est consacré selon l'horaire de l'école est sujet à l'approbation et à la direction de l'inspecteur en chef. Il ne doit dans aucune classe, dépasser une heure par jour, excepté lorsque l'inspecteur en chef ordonne de prolonger cet enseignement.
- 3. Dans les écoles publiques ou séparées où le français est ainsi enseigné, les manuels de lecture, de grammaire et de composition française employés durant l'année scolaire 1911-1912, demeurent autorisés pour l'année scolaire 1913-1914.

Inspections des écoles anglo-françaises

- V Pour les fins de l'inspection, les écoles anglo-françaises sont groupées par division, chaque division étant soumise à l'autorité de deux inspecteurs.
- VI 1. Les inspecteurs de chaque division visitent alternivement chaque école sauf lorsque l'inspecteur en chef en décide autrement;
- 2. Chaque inspecteur fait durant l'année au moins 220 visites d'une demi-journée chacune, conformément aux prescriptions de l'Article II du Règlement no XX des écoles publiques. Il est du devoir de chaque inspecteur de faire le nombre supplémentaire de visites que les circonstances exigent.

VII - Les deux inspecteurs de chaque division habitent l'endroit ou les endroits que le ministre désigne.

VIII-Les deux inspecteurs de chaque division se rencontrent fréquemment durant l'année, afin de discuter les conditions de leur travail et de systématiser leur méthode d'inspection. Pour le même objet, tous les inspecteurs se rencontrent aux dates et endroits que le ministre détermine.

IX - Chaque inspecteur fait rapport sur la situation générale de toutes les classes, selon les formules prescrites par le ministre. Ce rapport est sujet à l'approbation du ministre après révision par l'inspecteur en chef.

- X Si l'un ou l'autre des inspecteurs d'une division constate que l'un quelconque des règlements n'est pas observé convenablement, il doit immédiatement présenter au ministre, un rapport particulier de ces cas.
- XI Chaque inspecteur envoie au ministre, durant la semaine qui suit l'inspection, une copie de son rapport ordinaire, rédigé selon les formules officielles.
- XII L'inspecteur en chef des écoles publiques et séparées est l'inspecteur surveillant des écoles anglo-françaises.

IIIX

- 1. Aucun instituteur ne reçoit un certificat l'autorisant à enseigner dans une école anglo-française s'il ne possède pas une connaissance suffisante de l'anglais pour pouvoir enseigner les matières du programme des écoles publiques et séparées;
- 2. Aucun instituteur ne reste en fonction et n'est nommé dans aucune de ces écoles à moins qu'il ne possède une connaissance suffisante de l'anglais pour pouvoir enseigner les matières du programme des écoles publiques et séparées.

Subventions aux écoles anglo-françaises

XIV - Les subventions législatives sont accordées aux écoles anglo-françaises aux mêmes conditions que celles accordées aux autres écoles publiques et séparées.

Sur demande particulière du Conseil scolaire et sur le rapport de tous les inspecteurs, approuvé par l'inspecteur en chef, une école anglo-française incapable de pourvoir au traitement nécessaire pour s'assurer les services d'un instituteur possédant la compétence exigée reçoit une subvention spéciale afin de lui permettre d'atteindre ce résultat.

ii) La résistance des Franco-Ontariens du Nouvel-Ontario

En 1901, le Nouvel-Ontario comptait déjà 13 988 Canadiens français. En 1911, sur une population de 164 015 habitants, les Canadiens français du Nouvel-Ontario étaient au nombre de 32 722. Sudbury était le centre des groupements canadiens-français. Plus de vingt mille habitants de langue française demeuraient dans la région de Sudbury. Ce nombre imposant correspond à plus des deux tiers du nombre total des Canadiens français du Nouvel-Ontario.

Avant 1910, les Canadiens français du Nouvel-Ontario se révélèrent peu soucieux du sort de leur langue. Ils ne s'intéressaient pas au développement de leurs écoles bilingues. Ils se contentaient du français que l'autorité gouvernementale voulait bien leur permettre d'enseigner. En 1910, ils étaient, au point de vue français, à peu près désorganisés. Quelques agglomérations de Canadiens français avaient déjà succombé sous la vague d'anglicisation. Ce n'était plus qu'une question de temps avant que ne fléchisse le reste de la population canadienne-française du Nouvel-Ontario.

Heureusement, le premier congrès de l'Association canadienne-française d'Education de 1910 suscita dans les

coeurs de ces pionniers le désir de survivre avant que les dernières traces de la culture française ne disparaissent totalement du Nouvel-Ontario.

Ce congrês créa une solidarité entre les différentes agglomérations éparses de Canadiens français de notre région. L'union fait la force. Acceptant la direction de l'Association d'Education, les Canadiens français du Nouvel-Ontario résistèrent bravement aux attaques incessantes des fanatiques anti-français à partir de 1910.

Suivant le mot d'ordre de l'Association d'Education, les classes se vidaient à l'arrivée de l'inspecteur anglo-protestant, imposé par le Règlement XVII. Le 13 novembre 1912, M. White, inspecteur anglais et protestant, se présenta à l'école Saint-Joseph de Sturgeon Falls. Dès son intrusion, les 440 enfants quittèrent l'école dans un silence parfait. A Saint-Charles et à Chelmsford, à la visite de l'inspecteur Summerby qui avait été chargé de réduire le français à sa plus simple expression dans les écoles bilingues, les élèves saluèrent respectueusement le représentant du département de l'Instruction Publique et quittèrent leur classe en chantant "O Canada" plutôt que de se soumettre au Règlement XVII.

Devant ce défi, le gouvernement réduisit les octrois de plusieurs commissions scolaires à 50\$ pour l'année. Faute d'argent, plusieurs écoles durent fermer leurs portes pendant six mois de l'année.

Malgré leur situation financière très modeste, malgré la pauvreté de leurs propres écoles, les Canadiens français du Nouvel-Ontario vidaient leurs bas de laine lors de la quête annuelle de l'Association d'Education. Ces gens comprenaient

l'importance de cette lutte. Ils voulaient triompher à tout prix et ils ont courageusement contribué à aider les Canadiens français moins fortunés qu'eux.

Fortement stimulée par le succès du premier congrès de l'Association d'Education, en janvier 1910, un mois après la clôture du congrès, la population du Nouvel-Ontario, par l'entremise de son délégué, M. Georges Lévesque, de Sturgeon Falls, présenta à Mgr Scollard, évêque du diocèse du Sault-Sainte-Marie, une pétition réclamant l'établissement d'un collège classique à Sudbury.

Le collège devint rapidement le centre de la résistance au Règlement XVII au Nouvel-Ontario. Le sénateur Hurtubise, commissaire d'écoles durant les années de crise scolaire, se fit plusieurs amis parmi les Jésuites du Collège. En maintes occasions, il sollicita leur aide et leur avis sur les nombreux problèmes qu'il avait à affronter comme commissaire des écoles séparées de Sudbury. Le collège, fruit des labeurs de nos curés patriotes et des chefs laïcs de la région de Sudbury, remplit magnifiquement le rôle qui lui était destiné. Emblème de la langue française, forteresse du français, il communiqua aux âmes généreuses cette force de caractère, cet amour ardent des traditions ancestrales qui sont indispensables pour mener une lutte fructueuse.

Mais à quoi pouvait servir une institution d'enseignement secondaire si les élèves ne recevaient pas une solide éducation française au niveau des classes primaires? Un élève qui ne recevait qu'une heure ou seulement trois minutes par jour, en certains cas, d'enseignement du français, selon les prescriptions du Règlement XVII, ne possédait pas une connaissance suffisante de sa langue maternelle pour

poursuivre ses études dans une institution d'enseignement secondaire à base française. Certes, quelques élèves se sont
inscrits au collège malgré leur connaissance très limitée du
français. Entravés par un tel handicap, ces élèves devaient
travailler sans relâche. Sacrifiant leurs récréations et
leurs journées de congé pour consacrer tout leur temps à
l'étude de la grammaire française, quelques élèves brillants
et courageux ont réussi à acquérir une connaissance quasi
parfaite du français. Mais combien d'élèves ont dû quitter
le collège à cause de ce malencontreux inconvénient!

Les Canadiens français du Nouvel-Ontario ont rapidement saisi l'étendue de l'influence malsaine du Règlement XVII, qui, en abolissant le français comme langue d'instruction et de communication au niveau de l'enseignement primaire, détruisait la source de recrutement du collège de Sudbury. Cette institution d'enseignement secondaire à base française devenait une entité sans raison d'être. Le collège était leur source de salut et les Canadiens français l'ont compris. Ces patriotes comprenaient l'importance d'avoir un collège classique dans ces combats pour la justice afin de préparer leurs chefs de l'avenir. Il fallait à tout prix qu'ils organisent un solide système d'enseignement bilingue au stage primaire malgré le Règlement XVII.

Les commissions scolaires où les Canadiens français avaient quelque influence se mirent à l'oeuvre. Au lieu de rétrograder sous l'ère du Règlement XVII, les écoles séparées bilingues de Sudbury, ont connu une ère de développement inouî, grâce au dévouement et à l'ingénéosité de M. Félix Ricard et de M. Raoul Hurtubise qui furent commissaires durant les quinze années de crise.

De 1910 à 1913, les commissaires de langue française ont réclamé avec instance auprès des commissaires de langue anglaise que justice leur soit faite. Les classes des écoles séparées étaient divisées également entre l'élément anglais et l'élément français malgré le nombre prépondérant des étudiants de langue française qui constituaient plus de 60% de la totalité des élèves. Dans une seule classe, on pouvait y compter de 90 à 120 élèves.

Face à la pression exercée par les commissaires de langue française, MM. Frawley, Gorman et Aurie durent cédér. Le 11 septembre 1913, sous la proposition de M. John Frawley, président de la commission scolaire, il fut décidé de diviser les élèves d'après leur langue et d'établir des classes parallèles bilingues et anglaises, à savoir 4 classes anglaises et 6 classes bilingues.

Mais les classes bilingues étaient encore trop surchargées; le principalat de l'école était encore entre les mains des catholiques de langue anglaise; les institutrices bilingues étaient peu qualifiées pour enseigner le français et le programme d'étude était celui des écoles séparées sous le Règlement XVII où les élèves ne recevaient pratiquement qu'une éducation anglaise.

Les réclamations des commissaires persistèrent. Les commissaires irlandais rejetaient constamment leurs demandes sous prétexte d'économie ou pour d'autres raisons.

Pour parer à ces injustices et à l'abus de pouvoir du président, les commissaires bilingues, après consultation avec les principaux Canadiens français de la ville, décidérent de présenter la candidature de M. A.-O. Miron comme nouveau représentant à la commission afin d'arriver à une

représentation plus équitable et proportionnelle au nombre des contribuables canadiens-français des écoles séparées.

Cette élection d'un quatrième représentant de la race canadienne-française dans la commission scolaire des écoles séparées de Sudbury qui, jusqu'en 1915, avait été constituée de trois Irlandais et de trois Canadiens français selon la coutume, fut des plus contestée. Les Irlandais ont tenté l'impossible pour défaire le nouveau candidat. Un prêtre irlandais d'une paroisse avoisinante sollicita de porte en porte le suffrage de ses compatriotes. Mais tout ce travail, zèle et dépenses furent en vain. M. Miron fut élu le 6 janvier 1915.

Ayant obtenu la majorité à la commission scolaire, les commissaires de langue française, MM. Félix Ricard, J. Raoul Hurtubise, A.O. Miron et J.R. Vincent, au lieu d'abuser de leur pouvoir, rendirent justice en tout et partout à leurs coreligionnaires. Après quelques assemblées de la commission les Irlandais réalisèrent aussitôt que les Canadiens français n'avaient aucune intention de les opprimer. M. John Frawley et M. H. Aurie, les deux commissaires irlandais devant l'attitude généreuse de leurs coreligionnaires, ont coopéré conjointement avec les quatre commissaires bilingues.

Tout fonctionnait rondement lorsque la visite de l'inspecteur de langue anglaise imposé par le Règlement XVII, M.
J.P. Finn, vint contrecarrer les projets de la commission.
Dans son rapport du 14 juin 1915, M. Finn attaqua les classes
bilingues de Sudbury.

Chargé par le ministère de l'Instruction Publique de limiter le français à sa plus simple expression, l'inspecteur

Finn ne pouvait pas, par crainte de ce ministère, tolérer la situation des classes bilingues de Sudbury où on ne s'occupait pas de la lettre du Règlement XVII et où on imposait l'enseignement du français en aussi forte dose que possible.

Craignant une tactique de la part de l'inspecteur et du département de l'Instruction Publique pour discréditer l'enseignement bilingue à Sudbury, et risquant de perdre leurs octrois, les commissaires de langue française ont délégué à Ottawa MM. S. Fournier, J.R. Vincent et J.R. Hurtubise pour aller justifier leur ligne de conduite et démontrer la valeur de leur présent système scolaire auprès de l'inspecteur Finn. Réalisant l'avantage de ce système, M. J.P. Finn consentit à changer son rapport et à tolérer la situation présente pendant quelques années. C'était une victoire d'une extrême importance!

Cette épreuve surmontée, les commissaires poursuivirent leur oeuvre. Pour parvenir à leur but, il ne leur restait plus qu'à s'accaparer du principalat qui était entre les mains de leurs coreligionnaires de langue anglaise depuis 1904. Le 3 novembre 1915, Soeur Marie-Eulalie Soeur Grise de la Croix, fut nommée supérieure avec droit de surveillance sur les classes bilingues et anglaises.

Ce système semblait donner satisfaction à tous les contribuables des écoles séparées de Sudbury, quelle que fût leur langue. Les petits écoliers de langue anglaise recevaient l'enseignement de leur langue maternelle dans leurs propres classes, indépendantes des classes bilingues. Les petits Canadiens français étudiaient l'anglais et le français sans nuire aux élèves de langue anglaise.

En 1924, les commissaires bilingues de la commission scolaire de Sudbury constatèrent que, malgré la bonne volonté de leurs institutrices, elles ne possédaient pas une formation suffisante pour enseigner convenablement le français. Durant leur entraînement pédagogique à l'École Modèle de Sturgeon Falls où il n'y avait qu'un seul professeur de langue française, les futures institutrices ne recevaient qu'une heure de français par jour. Sous forme de protestation contre ces Écoles Modèles reconnues par le gouvernement et sous l'ordre venu de l'Association d'Éducation, les commissaires bilingues des écoles séparées de Sudbury décidèrent qu'à partir du ler septembre 1924, les étudiantes graduées de l'École Normale d'Ottawa fondée en 1924 par l'Association d'Éducation, seraient sur le même pied que les instituteurs des Écoles Modèles et recevraient les mêmes salaires.

Même si l'École Normale d'Ottawa n'était pas alors reconnue par le gouvernement, elle enseignait selon le curriculum des Écoles Modèles de la province et, en plus, le français et la religion, matières absolument essentielles pour
les graduées de cette école qui devaient ensuite enseigner
dans les classes bilingues de la province.

Malgré les menaces officielles et répétées de l'inspecteur Bennett qui, dans ses rapports, disait qu'il ne reconnaîtrait pas les qualifications des institutrices graduées de l'École Normale d'Ottawa, les commissaires résolurent d'engager deux institutrices sorties de cette École Normale selon le barème officiel de salaire. Ainsi, la Commission scolaire de Sudbury perfectionnait son corps professoral bilingue et protestait officiellement contre le manque d'efficacité de l'entraînement pédagogique des Écoles Modèles qui devaient préparer les futures institutrices des classes bilingues.

Non satisfaits d'avoir réformé le cours des classes primaires bilingues, les commissaires de langue française créèrent, sous leur administration, une neuvième et une dixième année bilingues pour permettre aux étudiants de poursuivre leurs études en français aussi loin que possible. Après consultation des parents, ces élèves des neuvième et dixième années furent confiés aux Soeurs Grises de la Croix en 1925. Les commissaires exigèrent de ces élèves une cotisation mensuelle de 4\$ afin de défrayer les dépenses qui ne pouvaient être chargées aux écoles séparées.

Le but primordial de ces commissaires en créant cette neuvième et cette dixième année était de faire passer les élèves du niveau primaire au niveau secondaire sans qu'ils soient tenus de subir les examens de "High School Entrance" préparés par le gouvernement et qui devaient être rédigés entièrement en anglais. Au mois de septembre 1926, une classe entière passa de la huitième à la neuvième année sans subir les examens du "High School Entrance".

Le 27 février 1927, la supérieure des classes françaises, Soeur André Corsini, reçut une lettre de l'inspecteur Bennett par laquelle ce dernier avertissait les autorités scolaires que le département de l'Instruction Publique refusait de reconnaître le cours primaire des élèves de Sudbury qui n'avaient pas subi les examens du "High School Entrance" et qui étaient passés au cours secondaire sans l'approbation du département ou de l'inspecteur en charge de ces écoles.

Le 6 avril 1927, MM. Félix Ricard et J.-R. Hurtubise écrivirent à l'inspecteur Bennett pour lui demander de reconsidérer sa décision.

L'inspecteur Bennett retourna consulter les autorités du département de l'Instruction Publique. Le 13 avril 1927, il écrivit à M. Ricard et à M. Hurtubise pour leur annoncer que les élèves des classes bilingues de Sudbury pouvaient temporairement passer de la huitième à la neuvième année sans subir les examens du "High School Entrance" sous l'approbation du principal et de l'inspecteur.

Lorsque le Docteur Merchant fit la visite des classes bilingues de Sudbury le 27 avril 1927, M. Félix Ricard tenta de faire reconnaître d'une façon permanente et officielle la promotion des élèves bilingues de la huitième à la neuvième année.

Le 3 mai 1927, le Docteur Merchant informa les autorités scolaires de Sudbury que le département de l'Instruction Publique reconnaissait officiellement le cours primaire des étudiants bilingues de Sudbury.

De 1915 à 1927, les commissaires de Sudbury agirent comme si le Règlement XVII n'existait pas. Grâce à la compréhension et à l'esprit de justice de l'inspecteur, M. Bennet, et des deux commissaires de langue anglaise, MM. Frawley et Hugh Grace, les commissaires de langue française ont pu procéder librement à l'établissement d'un solide système d'enseignement bilingue à Sudbury.

Le 27 novembre 1926, M. Edmond Cloutier, au nom de l'Association d'Éducation adressa à la Commission scolaire de Sudbury une lettre de félicitations dans laquelle il disait: "Vos écoles donnent un fier démenti à ceux qui prétendent que l'enseignement bilingue est impossible; elles démontrent au contraire que l'usage de la langue maternelle comme langue

principale de l'enseignement est la condition du succès de l'anglais. M. Cloutier ajoute: "L'exemple que la Commission scolaire de Sudbury donne, les faits qu'elle pose, ne contribueront pas peu à obtenir des pouvoirs publics, des concessions plus grandes dont toutes les écoles de la province bénéficieront."

La main dans la main, les commissaires canadiensfrançais, MM. Félix Ricard et Raoul Hurtubise, les Soeurs
Grises de la Croix et les Pères Jésuites, avec le concours
de l'Association canadienne-française d'Éducation en Ontario
ont réussi à créer à Sudbury un programme d'enseignement bilingue très avancé malgré l'existence du Règlement XVII qui
proscrivait l'emploi du français comme langue d'instruction
et de communication.

iii) La suppression du Règlement XVII

De 1913 à 1927, l'élément français de Sudbury et de tout le reste de l'Ontario s'est révélé extraordinairement tenace dans la revendication de ses droits. Cette lutte incessante entre les Franco-Ontariens et les Orangistes qui influençaient profondément le gouvernement de l'Ontario, ne pouvait pas se prolonger indéfiniment. Las du combat, harassé par les demandes de pacification de la part des gros marchands ontariens qui voyaient leur commerce boycotté par le Québec, craignant de voir toute une partie de la population écolière se soustraire au système scolaire de l'Etat, réalisant l'efficacité du programme d'enseignement bilingue de Sudbury par l'entremise de son inspecteur, M. Bennett, le gouvernement n'attendait que l'opportunité de reviser son attitude envers les écoles séparées bilingues.

À la fin du mois d'avril 1925, M. Aurélien Bélanger, un des dix candidats secondés par l'Association d'Éducation pour faire campagne contre le Règlement XVII, lors des élections provinciales de 1923, prononça en Chambre, un important discours en faveur des écoles bilingues de l'Ontario. Un député conservateur anglo-protestant, M. Charles Wright, représentant de la circonscription électorale de Simcoe, seconda ce plaidoyer. Profitant de l'occasion, le premier ministre, M. Howard Ferguson, l'auteur même du Règlement XVII, s'engagea à créer une commission royale d'enquête pour inspecter les écoles séparées bilingues.

Constituée le 21 octobre 1925, cette commission royale d'enquête composée de trois membres, le Docteur F. W. Merchant, le juge J.H. Scott, de Perth, et l'avocat Louis Côté, d'Ottawa, entreprit une enquête qui devait durer deux ans. Au mois d'avril 1927, le Docteur Merchant et M. Côté, accompagnés de M. Karr et de M. Bénéteau, inspectèrent les vingt classes bilingues des écoles séparées de Sudbury. Une fois l'inspection des classes bilingues terminée à Sudbury, le Docteur Merchant et M. Côté réalisèrent que le programme d'enseignement bilingue institué par les commissaires de langue française, était très fructueux. Els conclurent alors que l'usage de la langue maternelle comme langue principale de l'enseignement était la condition du succès, même de la connaissance de l'anglais.

Dans son rapport du 22 septembre 1927, la commission Scott-Merchant-Côté suggéra même au gouvernement d'accorder à la minorité ontarienne tout ce qu'elle réclamait avec instance depuis son premier congrès, c'est-à-dire une exacte reproduction du programme d'enseignement bilingue que la Commission scolaire à majorité française de Sudbury avait créé progressivement au sein de ses écoles de 1915 à 1927.

En acceptant de ratifier les recommandations de la commission Merchant-Scott-Côté, le gouvernement accordait à la minorité ontarienne les concessions suivantes:

- I. "À l'école primaire, un programme d'enseignement bilingue de huit ans, qui permet aux élèves qui le suivent d'apprendre à parler, à lire et à écrire le français d'une façon satisfaisante.
- 2. La reconnaissance du français comme langue d'enseignement et de communication dans une proportion laissée à la discrétion du personnel enseignant.
- 3. Un programme de français pour les cinq années du cours secondaire.
- 4. Un nombre suffisant d'inspecteurs de langue française pour toutes les écoles de la province.
- 5. Une école normale spécialement affectée à la formation du personnel enseignant des écoles bilingues.
- 6. Une procédure permettant aux commissaires de faire inscrire leurs écoles sur la liste des écoles bilingues."

Depuis l'abolition du Règlement XVII et la nomination d'inspecteurs canadiens-français, les élèves bilingues de la province subissent des examens en anglais et en français en littérature, composition, grammaire, orthographe, lecture, géographie et en histoire. Comme preuve du progrès des écoles séparées bilingues et comme preuve que l'étude du français est loin de nuire à l'étude de l'anglais, voici quelques

statistiques qui reflètent le succès de l'enseignement bilinque à North Bay. En 1920-1921, seulement trois élèves ont complété leurs cours d'études primaires. En 1928-1929, 24 élèves ont reçu leur diplôme tandis qu'en 1923-1924, cinq élèves seulement ont complété leurs cours d'études primaires. En 1930-1931, 32 élèves ont réussi leurs examens finals après huit ans d'études primaires.

Cette persécution a permis aux Franco-Ontariens de faire plus de progrès, comme race, de 1910 à 1927, qu'ils en avaient fait de 1850 à 1910. Grâce à cette lutte scolaire, les Franco-Ontariens durent s'unir et s'entraider. Ils ont pris conscience de leur nombre et de leur force. Ils se sont libérés de leur complexe d'infériorité. D'une passivité béate, ils sont passés à l'action et les résultats ont même dépassé toutes leurs espérances.

2. Le secteur secondaire

a) Le Collège du Sacré-Coeur

La fondation et le développement du Collège du Sacré-Coeur se sont effectués dans les conditions parfois pénibles. L'éloignement des grands centres, des difficultés locales et la pauvreté des moyens de réalisation furent quelques-uns des handicaps à surmonter.

Depuis plusieurs années, la population catholique ainsi que le clergé du Nouvel-Ontario désiraient un collège. Le site du collège faisait problème. Les uns voulaient le situer au Sault Ste-Marie, d'autres à Sudbury et un troisième

groupe à Haileybury. Le Père Eugène Lefebvre curé de la Paroisse Ste-Anne, encouragé par le Provincial des Jésuites entreprit la construction d'un Collège à Sudbury même. Le 26 avril 1913, le Père Gustave Jean est nommé Vice-Recteur. La construction progresse lentement. Seulement deux des trois étages projetées sont terminées pour l'ouverture des cours en septembre. Le 18 août Mgr Scollard préside à la bénédiction de l'édifice. Le Père Adélard Dugré, provincial des Jésuites, assiste à la cérémonie ainsi que les curés Langlois de Sturgeon Falls, Lécuyer de Verner et Dufresne de Warren. En septembre, le personnel comprend les Pères G. Jean, S. Bouvrette, E. Guibeau, H. Cormier et J. Leclaire. Les frères O. Côté et O. Laflamme assurent le service de la cuisine, de l'infirmerie et l'entretien de la maison. A l'ouverture en septembre, le Collège accueille 94 élèves dont une soixantaine sont pensionnaires.

Dès le début du Collège, les Pères doivent prendre position sur une orientation fondamentale; celle du choix de la langue d'enseignement. Les cours sont offerts en français surtout; dix élèves anglophones d'éléments latins reçoivent l'enseignement dans leur langue. Mgr Scollard désire que le Collège comprenne deux sections parallèles, une anglophone et une francophone. L'intention du Collège est pourtant d'assurer aux Canadiens-français de l'Ontario Nord la survivance et l'épanouissement de leur langue, de leur culture et de leur religion. Ce problème de la langue d'enseignement se règlera de lui-même. Dès 1917, les élèves de langue anglaise sont tellement rares que le Collège devient pratiquement francophone. Par contre, on soignera l'enseignement de l'anglais offert aux élèves de langue française.

La Charte du Collège approuvée par l'Assemblée Législative de l'Ontario en 1914 lui confère des pouvoirs étendus.

"La Corporation du Collège du Sacré-Coeur a le droit:

a) d'établir et d'entretenir des écoles, des collèges, des universités, des observatoires et des institutions équivalentes;

b) d'entreprendre et d'encourager l'étude des langues, de l'histoire, de la philosophie et des autres branches du savoir."

"La Corporation du Collège aura le pouvoir d'établir et de diriger, dans la ville de Sudbury et ailleurs dans la province de l'Ontario, des collèges où les étudiants peuvent obtenir une éducation libérale dans les arts et les sciences... et d'accorder certificats et diplômes."

Le 18 février 1916, le Collège demande et obtient son affiliation à l'Université Laval. Le B.A. du Québec et celui de l'Ontario ne répondent pas aux mêmes exigences. C'est pourquoi quelques élèves sont refusés à l'Université de Toronto. Un remaniement des programmes s'impose. L'Université
Laval accepte un programme qui comprend plus de mathématiques,
d'anglais et de chimie et qui supprime le grec. Le nouveau
B.A. est dès lors accepté des Universités ontariennes. En
1934, le Collège s'affilie à l'Université de Toronto, puis
en 1942 fait une entente avec l'Université Western de London.
En 1957, enfin le Collège décerne lui-même ses propres degrés
conformément aux pouvoirs que lui confère la Charte de 1914.

Les améliorations

L'expansion du Collège a souvent été retardée faute de -- fonds. Le Collège ne reçoit absolument aucune aide financière

de la part du gouvernement. La maigre contribution des familles et la générosité de la paroisse Ste-Anne qui lui consacre le surplus de ses revenus annuels lui permettent à peine de vivre. Les fins de semaine et durant l'été, les Pères s'adonnent à des ministères divers qui apportent aussi une contribution au Collège. La grande générosité de certains lafcs et surtout du clergé francophone ainsi que quelques souscriptions et des emprunts permettent un développement progressif. On entreprend la construction d'un 3e étage dès 1915. Puis c'est l'aile de 1927 qui comprend 4 étages. Elle forment un T avec le premier édifice. En 1943, le Collège reçoit 300 élèves. Il faut dès 1944 agrandir le dortoir des philosophes. En 1945 enfin, une souscription amortit la dette du Collège. C'est en 1951, que commence la construction du gymnase. Ce rajout comprend aussi 3 classes, un local de réunion et une bibliothèque.

Plusieurs élèves viennent de familles pauvres ou nombreuses. La période de guerre, 1914-17, et la dépression rendent difficile pour celles-ci d'envoyer leurs enfants au Collège. Quelques prêtres et des anciens, stimulés par le Père Ls.-J. Pouliot, organisent un fond de secours et assurent l'octroi de bourses aux élèves défavorisés.

L'éveil littéraire, artistique et scientifique

L'intérêt des élèves pour les arts et la littérature ne se dément pas. La fanfare, puis l'harmonie Bellarmin et enfin la chorale du Collège eurent leur moment de célébrité. Les Pères Lapointe et Martel organisent le cercle Matisse. L'exposition des peintures des élèves était l'une de ses activités. L'ACJC, fondée par le Père Beaulieu en 1920, fut

à l'origine d'activités multiples: débats, causeries, cercles d'étude. Elle lance aussi le Cercle Phillipe Landry dont le rayonnement sera profond et durable.

Le théâtre était aussi à l'honneur. Au départ des premiers finissants, les élèves jouent une pièce du Père Longhaye, les Flavius; plus tard, ce sera Oedipe-Roi, le Malade imaginaire, le Bourgeois gentilhomme et Jeanne d'Arc au bûcher. Entre 1921 et 1925, Hector Charland joue deux fois sur nos tréteaux.

Le journalisme a une longue histoire au Collège. Dès 1920, le Père A. Dubois lance le "Gaillard". Le Juge Fauteaux, élève à cette époque, était rédacteur en chef. Puis ce furent successivement "les Ailes" (1925), "Les Oies du bon Dieu" (1939), "Mines" (1942), "Commando" (1938). En 1938, les anciens élèves, encouragés par les Pères Ls.-J. Pouliot et A. Régimbal, publient "Le Lien des Anciens". En 1947, "Promesses" reçoit la griffe de pourpre décernée par la Corporation des Escholiers griffonneurs. Le Père G. Gamache dirigeait alors le journal. Le Père J.P. Gingras publie "Alerte" dès 1950; puis le "Lien" avec les Pères G. Dallaire, Lippé et B. Laperrière. En 1955, le journal se voit décerner, la griffe d'Argent.

Le Rayonnement

Beaucoup d'activités du Collège connaissent un ample rayonnement. Au Collège est née, la Société Historique du Nord Ontario; l'Organisation des terrains de jeux utilise la piscine extérieure du Collège creusé en 1942. Pendant plusieurs années, les compétitions de pistes et pelouse rassemblent au Collège les élèves des écoles de la région.

En 1953, le Collège avait fourni aux différents diocèses 71 prêtres et à diverses communautés, 71 religieuses. En 1949, plus de 181 anciens faisaient leur marque dans diverses professions libérales.

b) <u>Les écoles secondaires de langue française de Sudbury et</u> de la région

Nous pouvons affirmer sans crainte de faire erreur que l'histoire des écoles secondaires de langue française de Sudbury et de la région est sur une plus petite échelle l'histoire des écoles secondaires de langue française de toute la province de l'Ontario.

La ville et la région comptent quatre écoles secondaires publiques entièrement de langue française et une autre, celle de la Rivière des Français à Noëlville qui est partiellement de langue anglaise. En plus de ces cinq écoles secondaires publiques, la ville de Sudbury possède aussi une école secondaire privée de langue française, le Collège Notre-Dame, sous la direction des Soeurs Grises de la Croix et dont les élèves de 9e et de 10e années relèvent du Conseil des Écoles séparées catholiques romaines de Sudbury. Ces diverses écoles ont ouvert leurs portes à des dates différentes et on peut dire qu'elles marquent les développements de l'enseignement du français à travers la province.

i) Le Collège Notre-Dame - 1949

Depuis 1913, Sudbury possèdait une école privée pour garçons, le Collège du Sacré-Coeur, mais n'avait rien d'équivalent pour les jeunes filles. C'est pourquoi en 1949, les

Soeurs Grises de la Croix ouvraient le Collège Notre-Dame avec cinquante élèves. En 1960, les religieuses emménageaient dans leur local actuel. En 1967, lors de la fermeture du Collège du Sacré-Coeur, 168 garçons vinrent se joindre aux filles et en 1968, l'inscription s'élevait à 715 élèves. L'ouverture des écoles secondaires publiques de langue française a été la cause d'une baisse considérable des effectifs scolaires de cette école privée. En 1970, l'inscription s'élevait à seulement 200 élèves, garçons et filles. Depuis cette date, le nombre des élèves n'a pas cessé d'augmenter et en 1978 on a construit un rajout capable de recevoir les élèves logés dans des classes mobiles à proximité du Collège.

Au cours des trente années de son existence, le Collège a accordé 1112 diplômes de 12e année et 426 diplômes de 13e année. Un bon nombre de ces diplômés ont poursuivi leurs études et on en trouve aujourd'hui dans toutes les sphères d'activités. Les élèves du Collège ont remporté à diverses reprises les honneurs aux concours de français, aux concours d'espagnol et aux festivals de musique. L'année 1972 a vu renaître la chorale Notre-Dame qui a enregistré un microsile lon pour perpétuer une partie de son répertoire et en faire bénéficier la population francophone de Sudbury.

ii) L'École Secondaire de la Rivière-des-Français - 1966

L'École Secondaire de la Rivière-des-Français a ouvert ses portes en 1966 avec 185 élèves sous la direction de M. Paul Chauvin. Ceci se passait deux ans avant la Loi 141, permettant la fondation d'écoles publiques de langue française. À cause de circonstances tout à fait particulières à la région, on doit y accommoder un petit nombre d'élèves de

langue anglaise. Mais disons que le milieu français de l'école, la grande majorité des élèves et des enseignants francophones font que l'école est, à toutes fins pratiques, une école française.

Il était normal que la région de la Rivière-des-Français fut la première à se doter d'une école secondaire publique de langue française car cette région marque le berceau de la francophonie ontarienne. L'école dessert un territoire qui a été découvert par Champlain et où on s'imagine entendre encore l'écho des chansons et des cris de milliers de coureurs de bois qui ont traversé la région en se rendant dans l'ouest de notre pays. C'est un peu en souvenir de ces chants que l'école s'est dotée d'un Café-Chantant qui sert à propager le goût de la chanson française.

Aujourd'hui l'école est sous la direction de M. Claude Mayer assisté de M. Maurice Boutet et de vingt-deux autres enseignants. Elle compte actuellement 385 élèves. Depuis son ouverture, l'école a accordé 482 diplômes de 12e année et 119 diplômes de 13e année. Ceci est un progrès énorme sur les années qui ont précédé. Avant 1966, à cause des grandes distances à parcourir pour fréquenter les écoles secondaires qui étaient toutes de langue anglaise, très peu d'élèves poursuivaient des études plus loin que la 8e année. On peut dire que Noëlville est très fière de son école secondaire. La participation enthousiaste aux Cafés-Chantants, aux remises des diplômes et à toutes les autres activités en témoignent éloquemment.

iii) L'École Secondaire Macdonald-Cartier - 1969

Le ler septembre 1969, marque le véritable début des écoles secondaires publiques de langue française à Sudbury. Cette date rappelle l'ouverture de la première école secondaire publique construite pour recevoir exclusivement des élèves de langue française et pour y dispenser un enseignement en français selon l'esprit de la Loi 141.

Avant de commencer l'inscription, on prévoyait devoir accomoder environ 800 élèves alors que les pessimistes parlaient de 500 à 600. Aussi quelle ne fut pas la surprise de se retrouver avec 1428 élèves sur les bras à l'ouverture. On peut s'imaginer les difficultés qu'eurent à surmonter M. Paul Chauvin, le directeur et ses deux adjoints, MM. Léon Vigneault et Claude Raymond qui devaient diriger un personnel hétéroclite de 84 enseignants recrutés dans les diverses écoles secondaires de langue anglaise, au Québec et même en Europe. Les élèves aussi avaient été recrutés dans toute la région de Sudbury et se répartissaient dans toutes les années du cours secondaire. Avec 705 élèves de 9e année, c'était pas mal "grouillant". En plus de tous les problèmes inhérents à une première année d'école, il fallu pendant quatre mois partager les locaux avec une école secondaire de langue anglaise car l'école neuve n'était pas prête - plusieurs grèves successives en avaient retardé la construction. En janvier 1970, on s'amène dans les locaux neufs mais à moitié finis. Pendant le reste de l'année, il a fallu vivre sous le même toit avec les menuisiers, les électriciens, les peintres, etc. Rien de surprenant alors que de nombreux enseignants ne purent tenir le coup. Quelques-uns quittèrent ou furent congédiés pendant l'année et un grand nombre ne revinrent pas l'année suivante.

Au cours des années qui ont suivi, les problèmes se sont réglés et l'école s'est acquis une solide réputation dans la région et même dans la province. Sous l'habile direction d'Hélène Gravel, sa troupe de théâtre, Les Draveurs, s'est imposée comme une des meilleures troupes de théâtre d'étudiants de l'Ontario. La troupe a participé cinq fois aux finales provinciales du festival Simpsons Sears et a remporté le trophée à trois reprises. En 1976, Les Draveurs étaient choisis pour représenter le Canada à un festival européen tenu en Angleterre.

L'École Secondaire Macdonald-Cartier s'est aussi faite remarquer dans les domaines sportifs en gagnant des trophées au football, au hockey, au ballon-panier, à la lutte, etc. Elle s'est aussi affirmée au point de vue académique tout spécialement dans les domaines des sciences et des mathématiques. Depuis son ouverture, elle a décerné 1675 diplômes de 12e année et 650 diplômes de 13e année. Plusieurs des diplômés sont maintenant des gradués d'université et oeuvrent dans divers domaines.

À cause de l'ouverture d'autres écoles secondaires dans la région et aussi à cause de la baisse générale des effectifs scolaires partout dans la province, l'école compte aujourd'hui 1002 élèves et son personnel est de 59 enseignants.

En juin 1978, M. Chauvin a quitté l'école pour relever un autre défi, celui d'ouvrir l'école française d'Essex et c'est maintenant M. Claude Raymond qui le remplace, aidé de M. Aurèle Tellier.

Parce que l'École Secondaire Macdonald-Cartier a été la première école secondaire publique de langue française dans

la région, elle sert de point de mire et elle a souvent été la cible de critiques, la plupart du temps injustes et mal fondées. Malgré cela ou à cause de cela, il s'est créé parmi le personnel et chez les élèves un esprit de corps et de camaraderie qu'on trouve rarement ailleurs. Les sessions de formation qu'on organise pour les élèves de conseil étudiant et des divers comités contribuent à donner cet esprit d'équipe et le carnaval d'hiver annuel, le Mac-Carnaval, vient le renforcer. L'enthousiasme des élèves lors des tournois sportifs ne passe jamais inaperçu.

iv) L'École Secondaire Hanmer - 1970

Au mois de septembre 1970, l'École Secondaire Hanmer, dirigée par MM. Raymond Chénier et Richard Rancourt, ouvrait ses portes pour accueillir 668 élèves répartis de la 9e à la lle année. Elle est maintenant dirigée par MM. Richard Riopel et Percy Demers et compte 1050 élèves et 62 enseignants.

L'école a décerné ses premiers diplômes en 1972 et depuis cette date elle a accordé 1096 diplômes de 12e année et 245 diplômes de 13e année.

Parce que l'école est située dans une petite communauté assez homogène de langue française, il s'est développé autour d'elle un esprit de corps et de collaboration assez remarquables. Aussi les activités de l'école, Cafés-Chantants, joutes sportives, journées d'accueil remportent toujours un franc succès.

v) L'École Secondaire Rayside - 1971

L'École Secondaire Rayside a commencé à fonctionner le ler septembre 1971. C'est la seule des écoles secondaires de langue française de la région qui soit encore dirigée par son directeur-fondateur. En effet, M. Georges Ménard, aidé aujourd'hui de M. Marcel Gélinas, s'occupe depuis ses débuts du bon fonctionnement de l'école Rayside. L'école avait à ses débuts 44 enseignants et 752 élèves. Ces chiffres ont augmenté et elle compte aujourd'hui 961 élèves et 52 enseignants.

Tout comme pour Macdonald-Cartier, l'édifice neuf n'était pas prêt à l'ouverture et ce n'est que le 19 novembre qu'on a pu emménager dans les locaux actuels. L'architecture et l'apparence de l'école sont uniques dans la région et par conséquent, enseignants et élèves en sont fiers.

Pour les premiers mois, on doit partager les locaux de l'École Secondaire de Chelmsford. Comme un bon nombre des enseignants avaient oeuvré dans cette école et que la majorité des élèves y avaient étudié, la coopération entre les deux groupes a été excellente.

À l'ouverture officielle, le 4 mai 1973, on a eu une cérémonie imposante. On remplace les discours traditionnels par un tour de chant par nul autre que notre barde national, Félix Leclerc. Ce goût du chant et de la musique s'exprime encore aujourd'hui mais c'est par un excellent Café-Chantant et un orchestre.

Depuis son ouverture, Rayside a décerné 933 diplômes de 12e année et 42 diplômes de 13e année. Ces diplômés ne font

que commencer à se tailler une place dans le monde du travail mais on compte déjà des enseignants, des infirmières, des technologues et des techniciens. Beaucoup d'autres sont encore aux études.

Tout comme les écoles de Hanmer et de la Rivière-des-Français, celle de Rayside dessert une population plus homogène que celle de la ville de Sudbury et cela sussi se reflète chez les élèves dont l'entrain et l'esprit de coopération continuent à démontrer qu'à Rayside tout le monde veut vivre sa devise, "Deviens ce que tu es".

vi) <u>L'École Secondaire Franco-Jeunesse - 1972</u>

L'École Secondaire Franco-Jeunesse est la dernière-née de nos écoles françaises et elle a eu un début un peu différent des autres. Dans son cas, les élèves et les enseignants de langue française sont restés sur les lieux (l'ancienne école Nickel District Collegiate) alors que les élèves et le personnel de langue anglaise déménageaient dans un local neuf.

En septembre 1971, M. Claude Raymond devenait le directeur de l'École Secondaire Nickel District. On y offrait l'enseignement en français à 330 élèves. Pendant un an, il a fallu évoluer dans une atmosphère de "cordialité dans la séparation" et de septembre 1972 à mars 1973, on a vécu une expérience de classes matinales. En mars 1973, l'exode du groupe anglais annonçait la naissance officielle de l'École Secondaire Franco-Jeunesse.

À son ouverture en septembre 1972, l'école comptait 490 élèves de la 9e année à la lle année et 28 enseignants. MM. Claude Raymond et Roger Leblanc en ont été les premiers responsables. Aujourd'hui l'école, dirigée par MM. Léo Lefebvre et Marcel Myre, dispense l'enseignement à 884 élèves.

Malgré son jeune âge, l'école peut compter tout de même 678 diplômés de 12e année et 142 diplômés de 13e année dont un grand nombre sont encore aux études.

Parmi les faits saillants de cette jeune école, on peut noter des succès académiques, sportifs et culturels - une lauréate provinciale à un concours d'espagnol, une récipiendaire de la bourse de l'INCO, des champions aux poids et haltères, à la lutte, au ballon-volant et dans la course de fond, la production de plusieurs Cafés-Chantants, etc.

vii) Conclusion

Lors de l'ouverture officielle de la première école française en 1970, M. Paul Chauvin disait, "La partie sera gagnée quand nos élèves reviendront enseigner ici". S'il fallait prendre ces paroles littéralement, on pourrait dire que "la partie est gagnée" car plusieurs des diplômés de nos écoles françaises sont revenus pour y enseigner. Il y a eu du progrès, c'est inconstestable. Les élèves de nos écoles françaises sont plus sûrs d'eux-mêmes. Ils s'affirment dans tous les domaines, alors que dans le passé ils jouaient un rôle effacé à l'ombre de leurs confrères anglophones. De trop rares exceptions réussissaient à percer. Les complexes d'infériorité font place à des initiatives de toutes sortes et les élèves de nos écoles françaises démontrent une dé-

brouillardise et une confiance en eux-mêmes qui font espérer en l'avenir. Certes, il y a encore beaucoup de chemin à par-courir - il manque encore des manuels en français et on ne parle peut-être pas français aussi souvent et aussi bien que certains le désireraient, mais soyons patients. Rome ne s'est pas bâtie en une journée et il est impossible de corriger en dix ans des habitudes profondément ancrées.

Une autre chose de bon augure pour l'avenir de nos écoles secondaires publiques: elles sont toutes dirigées par des gradués de l'ancien Collège du Sacré-Coeur qui a su donner une solide formation religieuse et française à trois générations de Franco-Ontariens. De plus, le surintendant responsable de la bonne marche de ces écoles, M. Roger Barbeau, est lui aussi un diplômé de ce même Collège.

Les six écoles secondaires publiques de langue française de la région dispensent l'enseignement en français à plus de 5000 élèves. Dix ans auparavant, on en comptait à peine 1200 dans les cours privés et dans les sections de "Special French" des écoles secondaires publiques de langue anglaise. Pendant ces mêmes dix années, presque 5000 élèves ont obtenu un diplôme de 12e année et près de 1300 ont obtenu leur diplôme de 13e année. Avant on ne comptait pas 200 diplômés par année en tout et partout, bien que la population française de la région n'ait pas même doublé. On peut donc se réjouir et parler d'un bilan positif.

En plus de cela, il faut certainement tenir compte de l'éventail des cours techniques et académiques auxquels les élèves francophones ont aujourd'hui accès à comparer au cours classique traditionnel du passé qui s'adressait seulement à une élite intellectuelle.

Un autre aspect des écoles secondaires de langue française qui n'est pas à négliger est que par l'entremise des cours du soir et des cours d'été offerts par ces écoles, il est possible à la population francophone de Sudbury et de la région, adultes comme élèves, de parfaire leur éducation dans leur langue maternelle.

Oui, réjouissons-nous des succès passés, mais disonsnous aussi qu'après dix ans, ça ne fait que commencer.

3. Le secteur post-secondaire

a) Le Collège Cambrian d'arts appliqués et de technologie

En 1966, les plans initiaux pour le développement du Collège communautaire Cambrian commençaient avec la nomination de son Conseil des Gouverneurs. Le Docteur Walter Curloah en fut son premier président.

Le Collège avait comme but premier de desservir les régions d'Algoma, de Manitoulin, de Sudbury et de Nipissing, soit une étendue de 96 000 km² et comprenant une population d'environ 350 000. C'est alors que le Collège décida d'évoluer avec trois campus séparés, un à Sudbury, un à North Bay et un au Sault-Ste-Marie, avec le bureau d'administration à Sudbury. Après cinq ans de croissance rapide, les trois devinrent des collèges séparés et autonomes. Le Collège de Sudbury conserva le nom original; aujourd'hui il dessert les régions de Sudbury et de Manitoulin, région s'étirant sur quelques 4700 km².

Le Collège a deux emplacements majeurs dans la ville, avec son campus permanent situé sur une étendue de 60 hectares dans le coin nord-est de la ville. Le deuxième campus se trouve dans l'ancien édifice du "Northern Ontario Regional Health Science School", au 885 rue Regent; celui-ci comprend entre autres facilités, une résidence pouvant loger plus de 200 étudiants. En plus de ces installations, certains cours, tels l'Éducation Permanente, sont offerts dans plusieurs communautés avoisinantes de Sudbury.

Quant à l'aspect français de ce Collège, notons qu'il existe un Comité consultatif de langue française qui a la responsabilité de faire des recommandations au Conseil des Gouverneurs ou à ses représentants en ce qui a trait aux besoins éducatifs et culturels de la communauté francophone.

En plus, le Collège emploie aujourd'hui un doyen responsable pour les programmes et les services de langue française; ce poste est présentement occupé par M. Alcide Gour.

En septembre 1973, trente-deux élèves francophones étaient inscrits aux cours bilingues du Collège; aujourd'hui ce chiffre est passé à 344 candidats francophones, répartis dans 14 différents cours. Notons, pour terminer, qu'en septembre 1980, sept autres cours s'ajoutent aux options bilingues déjà offertes par le Collège Cambrian.

b) L'Université de Sudbury

En 1957, le Collège Sacré-Coeur subit une métamorphose de taille. Il s'épanouit pour donner naissance à l'Université de Sudbury et plus tard à l'Université Laurentienne.

Répartition des élèves francophones inscrits aux programmes bilingues de 1973 à 1980

	73-74	74-75	75-76	76-77	77-78	7 8-7 9	79-80
Services sociaux	11	29	23	22	25	28	31
Enfance exceptionnelle	12	30	30	25	25	40	37
Secrétariat bilingue de direction	9	14	6	13	19	27	38
Bibliotechnicien		4	15	17	16	14	10
Secrétariat bilingue général			8	4	18	22	26
Commerce commun			9	12	16	63	86
Animation communau- taire					6	19	27
Sciences infirmières					 		12
Technicien en génie électronique							10
Technologue en génie chimique							24
Administration des affaires							6
Secrétariat bilingue juridique							23
Administration en loi et sécurité							11
Éducation des petits							
Technologue en génie électronique							
Technicien en génie civil							
Informatique							
Comptabilité							
Le marketing					}		
Secrétariat bilingue médical							
Technicien en audio- visuel							
TOTAL	32	77	91	93	125	219	344

Des écoles bilingues puis françaises naissent peu à peu en Ontario. Les écoles publiques s'ouvrent au fait français. Dans ces écoles, il est possible d'avoir des orienteurs chrétiens; même des prêtres y ont leurs entrées. Par contre, le besoin d'un développement Universitaire se fait sentir. Les francophones et les catholiques seront-ils absents de ce milieu?

La fondation

En octobre 1955, l'idée d'utiliser les pouvoirs universitaires de la Charte du Collège du Sacré-Coeur est soulevée. Le 26 mai 1956, le Conseil du Collège annonce à l'Université Laval que, au cours de la prochaine année scolaire, le Collège abandonnera son affiliation et décernera ses propres diplômes. Quelques jours plus tard, Mgr A.M. Parent félicite le Collège et l'assure que ses diplômés seront toujours bienvenus dans les différentes Facultés de Laval. M. Sidney Smith, Président de l'Université de Toronto, rappelle au Père Raymond que cette Université accueillera nos finissants et reconnaîtra nos diplômes. Après les séances des 9 et 21 juin 1956, le Conseil du Collège établit les cadres de la future Université. En octobre de la même année, le Général des Jésuites accorde son approbation. Le 17 décembre 1956, le R.P. Alphonse Raymond, recteur annonce la nouvelle par la voix des journaux. Enfin, le 3 avril 1957, par une loi (no 35) l'Assemblée législative approuve le changement de nom du Collège en celui d'Université de Sudbury. Me Gaston Vincent, président de l'Association d'Éducation, et le député M. Monaghan avaient mis leur dévouement au service de cette cause, ainsi que plusieurs autres personnalités.

La vie universitaire commence pour de bon au Collège du Sacré-Coeur. Le 6 mai 1957, avait lieu l'affiliation du Collège de Hearst. Puis le 9 juin ce fut le grand événement de la collation des grades. À cette occasion, Mgr Parent, recteur de Laval, prononça l'allocution. Il rappela les relations cordiales qui avaient toujours existé depuis 1927 entre le Collège et l'Université de Québec. Il développa ensuite le thème de l'éducation humaniste, base de la culture française. Le Chancelier, le R.P. G. Goulet, provincial des Jésuites, présidait la cérémonie. Dès la première année de fonctionnement, onze départements sont créés avec leur directeur et leurs professeurs.

Les locaux du Collège sont trop exigus pour recevoir tous les élèves. De 1957 à 1963, des locaux sont loués dans l'édifice du théâtre Empire, rue Elgin. De 1963 à 1966, des nouveaux locaux, rue Elm sont acquis. En 1966, l'Université se transporte dans ses locaux actuels, près du lac Ramsey.

Les développements ultérieurs

Dans une institution universitaire, chaque recteur exerce un leadership bien personnel. Il donne certaines orientations et fournit un apport précis. La personnalité de chacun est un enrichissement pour l'institution. Chacun fait face à des problèmes particuliers. L'un insiste sur certaines valeurs, un autre sur d'autres. C'est ainsi qu'à travers des réalisations variées se bâtit une tradition universitaire. On peut à juste titre conclure que l'histoire des recteurs, c'est l'histoire de l'Université.

Le pionnier de l'oeuvre universitaire, c'est le Père Alphonse Raymond (1957-59). C'est lui qui a lancé l'université. Sa ténacité et sa conviction personnelles ont permis le passage du Collège à la vie universitaire.

Dès ses débuts, l'Université de Sudbury connaît un problème de taille. Le gouvernement ontarien ne veut nullement aider financièrement une institution confessionnelle. Or l'Université de Sudbury est catholique de fait quoique non de droit. De plus l'Église Unie demande une Charte universitaire. Le projet de Huntington University est né. Deux universités dans une ville de la dimension de Sudbury, c'est trop.

Le Père Emile Bouvier (1959-60) sera le négociateur qui apportera une solution: la fédération Laurentienne. L'Université de Sudbury, l'Église Unie du Canada et le Synode de l'Église Anglicane demandent au Parlement d'Ontario la création d'une troisième université, l'Université Laurentienne, une université bilingue et non confessionnelle. Les trois universités et celle de Thorneloe, qui sera créée plus tard, formeront une fédération. Les degrés seront décernés par la Laurentienne et les 3 autres universités seront confessionnelles. Nous aurons donc la structure suivante:



L'Université de Sudbury est donc la section catholique de l'Université Laurentienne. Cette solution originale permet de recevoir l'aide gouvernementale pour le fonctionnement de l'université par le truchement de l'Université Laurentienne.

Jusqu'à ce jour, l'Université de Sudbury s'était développée sans recevoir d'aide du gouvernement. Elle a dû faire
des emprunts et contracter des dettes. Les créanciers deviennent exigeants. L'Université de Sudbury sera-t-elle écrasée
sous ses dettes, quand une route pour l'avenir lui est ouverte? Le Père O. Boily, recteur de 1960 à 1962 sauvera l'oeuvre. Avec lucidité et compétence il réussit par diverses
transactions (ventes, transferts de biens à la Laurentienne,
etc.) à apaiser les créanciers et à leur redonner confiance
en l'Université de Sudbury.

Un complexe universitaire doit s'ériger sur un vaste terrain en bordure du lac Ramsey. Il faut implanter physiquement l'Université de Sudbury sur le campus. Or le gouvernement d'Ontario n'accorde aucune subvention de construction aux institutions catholiques. Il faut trouver 3 millions pour démarrer. L'argent sera perçu par souscriptions et emprunts. Ce fut le travail du Père L. Matte (1962-66). Il organise une souscription à laquelle répondent le clergé et la population du Nord-Ontario. Les Jésuites apportent une généreuse collaboration. Dès 1965, les constructions commencent à sortir de terre. À l'automne 66, l'Université s'installe dans deux nouveaux édifices qui sont officiellement inaugurés l'année suivante.

Le Père J. d'Auteuil-Richard (1966-72) donne à l'Université sa stabilité. Il établit des relations avec le diocèse, organise la vie étudiante, précise les structures de fonctionnement. Avec lui, une véritable tradition universitaire commence à s'affermir.

Le Père L. Larouche (1972-75) ouvre de nouveaux horizons pour l'Université. Le "Centre de folklore" offre des cours. L'Institut de recherche sur l'interprétation contemporaine de l'homme est fondé. Le département des études amérindiennes est créé. Les cours par correspondance nouvellement lancés deviennent populaires.

L'Université de Sudbury aujourd'hui

Le Père Lucien Michaud est recteur depuis 1976. Il revoit les structures, précise les compétences, les interrelations entre les organismes de fonctionnement. Il donne pleine responsabilité au Sénat académique et au bureau des gouverneurs. Il affermit les assises financières de l'Université.

Grâce à lui, le rayonnement international de l'Université s'élargit. Le Père Michaud est membre du conseil d'administration de la Fédération Internationale des Universités Catholiques (FIUC); il est l'un des fondateurs et secrétaire de l'Association des universités catholiques et des Évêques du Canada. Il met sur pied des cours "for Foreign Students", organise des échanges d'étudiants avec les Universités Sophia de Tokyo et Lublin de Pologne.

Ce travail ne l'empêche pas d'améliorer les services offerts au milieu ontarien: cours télévisés et nouveaux cours par correspondance sont offerts. Durant l'été, une expérience agricole est tentée avec des étudiants. La participation à la vie du milieu est accentuée. C'est ainsi que l'Université sera le siège du colloque de la FIUC sur "l'éthique des multinationales".

L'école Normale francophone

Dès le début, l'Université de Sudbury s'est intéressée à la fondation d'une école Normale française. En 1963, l'école ouvrait ses portes dans la ville de Sudbury. Le Père Jacques Martineau en était le directeur. En octobre 1970, l'école Normale devint "l'école des sciences de l'éducation" de l'Université Laurentienne. Le Père Jacques Martineau est directeur de l'école de 1963 à 1975.

L'Université a joué un rôle important dans le projet éducationnel de l'Ontario-Nord. Elle a gardé une attitude ouverte aux innovations et à la collaboration. Elle veut être une présence catholique dans le milieu universitaire au service des francophones et anglophones.

Conclusion

Pour être complet, il faudrait parler de l'oeuvre du Père Régimbal au Centre des jeunes; du centre de folklore, de la société historique, du camp de vacances de Lavigne, du "Ministry Program", et du rayonnement de la Villa Loyola. Tout cela aussi est éducation.

L'oeuvre d'éducation accomplie par les Jésuites en Ontario-Nord est vaste et importante. Elle a contribué au développement de la culture française à l'épanouissement chrétien tant en milieu anglophone que francophone.

VIII

PERSPECTIVES D'AVENIR

VIII PERSPECTIVES D'AVENIR

Que réserve l'avenir aux Franco-Ontariens de Sudbury?

Il n'est pas facile de répondre à cette question. Une chose certaine, nous sommes présents depuis les tout débuts de l'histoire de cette communauté. Nous pouvons être très fiers de ce que nos ancêtres ont accompli dans cette ville, mais en aucun temps, devons-nous nous asseoir sous nos lauriers.

Avec l'obtention des écoles secondaires françaises, des nouveaux services aux francophones dans plusieurs secteurs et d'une participation accrue des éléments francophones à tous les niveaux des activités de la communauté, tous les espoirs sont permis.

Ce qui vient noircir ce beau tableau est l'éternel problème de l'anglicisation, de l'assimilation ou de l'acculturation de nos effectifs. Pour contrecarrer ces effets néfastes, les chefs de file (parents, éducateurs, hommes d'affaires,
professionnels, religieux, politiciens) doivent sans relâche
aller de l'avant et servir de phare aux générations montantes.
"Guidez notre jeunesse adroitement et avec fierté; bâtissez
l'avenir. Que Sudbury soit une ville ontarienne où la culture française rayonne de tous ses feux, où il fera bon vivre en français, dans la plus pure tradition de nos pères!"

<u>Bibliographie</u>

- 1. A Community Profile, Corporation du Développement Régional de Sudbury, Sudbury, 1978.
- 2. A History of Sudbury Forest District, Department of Lands and Forests, no 21, Toronto, 1967.
- 3. Allaire, Y. et J.-M. Toulouse, <u>Situation socio-économique</u>
 et satisfaction des ménages franco-ontariens, A.C.F.O.
 Ottawa, 1973.
- 4. Canadian Bond Rating Service, <u>Prospectus: Agenda for the regular meeting of the Regional Council</u>, Sudbury, 1979.
- 5. Clarke, J.C., A survey of Population Distribution by Ethnic Origin for the City of Sudbury, Sudbury Planning Board, Sudbury, 1963.
- 6. Dorian, C., <u>Sudbury the First Seventy-Five Years</u>, Infracombe, Sudbury, 1938.
- 7. Edition Souvenir du 25e Anniversaire 1913-1938, dans Le Droit, Ottawa, 1938.
- 8. Gingras, R., <u>Livret de Famille</u>, Bibliothèque nationale du Québec, Québec, 1977.

- 9. Havel, J.E., <u>Les citoyens de Sudbury et la politique</u>, Editions de l'Université Laurentienne, Sudbury, 1966.
- 10. Higgins, E.G. et F.A. Peake, <u>Sudbury</u>, <u>Then and Now: A</u>

 <u>Pictorial History 1883-1973</u>, Chambre de Commerce du district de Sudbury, Sudbury, 1977.
- 11. Inventory and Guide to Historic Buildings in Sudbury,
 Department of History, Laurentian University,
 Sudbury, 1978.
- 12. La Municipalité Régionale de Sudbury, <u>Plan Officiel</u>, Sudbury, 1977.
- 13. La Municipalité Régionale de Sudbury, Rapport Régional, volume 1, no 1, 1974.
- 14. La Municipalité Régionale de Sudbury, <u>Rapport Régional</u>, volume 2, no 1, 1975.
- 15. <u>Le Père Régimbal nous quitte</u>, dans le Voyageur, le 26 mars 1980, page 29.
- 16. L'Homme et le Nickel, I.N.C.O., Sudbury, 1972.
- 17. Martin, J.P., <u>Une situation difficile: les Canadiens</u>

 <u>français à Sudbury</u>, Revue de l'University Laurentienne, Sudbury, juin 1971, p. 6 à 13.

- 18. Normandin, P., Guide parlementaire canadien.
- 19. Paquette, A. et S. Graham, Reflections: Sudbury Yesterday and Today, Sudbury, 1976.
- 20. Peat, Marwick and Partners, <u>Sudbury Region Economic Base</u> Study, I.B.I. Group, Toronto, 1975.
- 21. Prise de Parole pour les Franco-ontariens, dans Le Voyageur, le 26 mars 1980, page 29.
- 22. Savard, P., R. Beauchamp et P. Thompson, <u>Cultiver sa dif-</u>
 <u>férence: Rapport sur les arts dans la vie franco-</u>
 <u>ontarienne</u>, Conseil des Arts de l'Ontario, Toronto,
 1977.
- 23. Shelter, G., Origins of a Company Town, dans Laurentian University Review, volume 3, no 3, février 1971.
- 24. Société Historique du Nouvel-Ontario, documents historiques:
 - No 2: Aperçu sur les origines de Sudbury
 - No 5: <u>Familles Pionnières leur odyssée, leur</u> enracinement
 - No 3: Historique de la région minière de Sudbury
 - No 26: Paroisse Saint-Anne de Sudbury: 1883-1953.

Biographies des auteurs

Denis Pierre Sauvé

Denis Pierre Sauvé connaît le jour à Hawkesbury, le 29 janvier 1952. C'est dans cette même ville qu'il complète ses études élémentaires et secondaires.

Ses études post-secondaires se poursuivent à l'Université d'Ottawa où il obtient son baccalauréat avec spécialisation en histoire. En 1976, il complète ses années d'étude en obtenant un baccalauréat en éducation. Officiellement, il est prêt à l'enseignement. Il est embauché par le Conseil scolaire de Sudbury qui lui confie un poste d'histoire à l'École secondaire Franco-Jeunesse.

Marié à Manon Séguin, également de Hawkesbury, il devient l'heureux père d'une petite fille le 22 mars 1980 et d'un petit garçon le 16 janvier 1982.

Présentement, à l'emploi du Conseil scolaire de Prescott-Russell, il enseigne à l'École Secondaire Régionale de Hawkes-bury, le pays de ses amours.

Gilles Tassé

Gilles Tassé est natif de la province de Québec, Lachute plus précisément, à quelque 100 km de Hull.

Gilles fait ses études primaires et secondaires dans sa ville natale, sauf sa douzième année qu'il complète à Saint-Jérôme plus au nord.

En 1963, la famille Tassé déménage à Sudbury. Gilles s'attache à cette belle ville du Nord et y demeure depuis. Il y enseigne toujours après avoir reçu son baccalauréat avec spécialisation en géographie de l'Université Laurentienne et son certificat d'enseignement.

Depuis dix ans, il sert le même Conseil scolaire. Il semble marqué au trait de la stabilité.

Monique Grenier

Monique Grenier naît le 13 novembre 1951 à Nédelec, dans la province de Québec. Elle y commence ses études élémentaires qui se continuent à Iroquois Falls, Ontario, où elle se trouve dès 1959. C'est à ce dernier endroit également qu'elle complète ses études secondaires.

En 1971, elle déménage à Ottawa pour continuer ses études au niveau collégial. En 1974, elle obtient un baccalauréat général avec spécialisation en géographie. L'année suivante, elle décroche son baccalauréat en éducation. C'est donc dire qu'elle se dirige vers l'enseignement. En effet, on la retrouve à Sudbury, dès le mois de septembre 1975, enseignant depuis ce temps à l'École secondaire Franco-Jeunesse.

Raymond Vaillancourt

Raymond Vaillancourt est né à Montréal, la métropole du Canada, le 13 avril 1947. Quelques mois à peine après, la famille Vaillancourt se déplace au nord de l'Ontario, à Sturgeon Falls d'abord, puis à Blind River, et enfin à Sudbury.

Comme beaucoup d'autres de sa génération, il entreprend ses études secondaires au Collège du Sacré-Coeur. De là, il se dirige à l'Université Laurentienne où il obtient son baccalauréat avec spécialisation en histoire en 1969.

Après l'obtention de son certificat d'enseignement, il obtient un poste à l'école secondaire de Blind River où il passe six ans de sa carrière. De retour à Sudbury en 1975, il enseigne toujours à l'École secondaire Macdonald-Cartier.

Marie-Andrée Lafleur

Née le 11 décembre 1934 à Rockland à quelque 32 km à l'est d'Ottawa, Marie-Andrée Lafleur y fréquente l'école élémentaire Ste-Trinité. En 1946, elle poursuit ses études au Pensionnat de l'Immaculée Conception de Lefaivre, Ontario.

De là, elle passe au Pensionnat de Notre-Dame de Lourdes, situé à Vanier (alors Eastview), en banlieue d'Ottawa. Elle y termine ses études secondaires en 1952.

Marie-Andrée décide alors de devenir religieuse dans la communauté des Filles de la Sagesse qu'elle connaît bien. En 1954, elle poursuit une année d'étude à l'École Normale de l'Université d'Ottawa en vue de l'obtention d'un certificat d'enseignement de la province d'Ontario.

Sa carrière d'enseignante l'amène d'abord à Ottawa, puis à Sturgeon Falls. Nous sommes déjà en 1965. De 1966 à 1972, elle retourne aux études en théologie pastorale à l'Université de Montréal. Depuis 1972, on la retrouve à l'École secondaire Franco-Jeunesse de Sudbury où elle se dévoue toujours comme professeur de français.